



Me Éric BALDY
Me Jérémie MAS

PROCES-VERBAL DESCRIPTIF

HUISSIERS DE JUSTICE

SCP ERIC BALDY

Eric BALDY
Huissier de Justice Associé
Qualifié Commissaire de
Justice

Jérémie MAS
Huissier de Justice

COMPETENCE SUR LE
DEPARTEMENT DE
L'HERAULT

3 Rue Guibal
34500 BEZIERS
Tél 04 67 28 43 00
Fax 04 67 28 00 81
e.mail:scp.eric.baldy@huissier-
justice.fr
Banque IBAN
FR7616607004494000052558
204 CCBPFRPPPG

No Acte : 170137_19
Réf. : 20210180/BB/SC

**L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN
ET LE CINQ JUILLET
ET LE TROIS AOUT**

SYNDICAT COP.RESIDENCE LAMARTINE dont le siège est à 12
Rue Alphonse de Lamartine 34500 BEZIERS, agissant poursuites et diligences
de son syndic en exercice la SARL CABINET BARTHES immatriculée au
RCS sous le n°326 615 176 dont le siège est à 7 Avenue Maréchal Foch 34500
BEZIERS

Ayant pour avocat S.C.P. MAGNA - BORIES - CAUSSE -
CHABBERT - CAMBON - TRAVER - AQUILA Avocats Associés dont le
siège est 16 Place Jean Jaurès - BP 54016 34545 BEZIERS CEDEX

M'a exposé :

= Qu'un commandement de payer valant saisie a été régularisé suivant
acte de mon Ministère en date du 17 juin 2021 à l'encontre de [REDACTED]

= Que les causes du commandement n'ont pas été régularisés dans les
huit jours de sa délivrance.

= Que conformément aux dispositions de l'article R 322-1 du Code des
Procédures Civiles d'Exécution, il convient que soit dressé procès-verbal
descriptif de l'immeuble saisi.

= Qu'il me requiert d'y procéder.

SUR QUOI

*Je, Jérémie MAS,
Huissier de Justice au sein de la SCP Éric BALDY,
3 rue Guibal,
34500 BEZIERS*

SOUSSIGNE

DEFERANT A CETTE REQUISITION

Me suis transporté ce jour à Béziers, 12 rue Alphonse de Lamartine,
parcelle cadastrée section MP n° 642, lots 101 ; 121 et 205.



Où étant en présence du Cabinet BOGUET, chargé d'établir l'état des diagnostics immobiliers, j'ai constaté ce qui suit :

L'immeuble dont il s'agit est un appartement comprenant une place de parking, une cave et une cour arrière accessible par un portail côté Rue Châteaudun.

Cet appartement est situé au premier étage d'un immeuble avec ascenseur.

Lot n° 101 :

L'immeuble se situe proche du centre-ville et à proximité de toutes commodités.

Entrée :

Sol carrelage

Murs tapisserie

Plafond peint

Un placard à main gauche

Ouvre sur

A droite :

Salon :

Sol carrelage

Murs fibre de verre peinte

Plafond peint

Une fenêtre donnant sur Rue Châteaudun

Chambre :

Sol carrelage

Murs fibre de verre peinte

Plafond peint

Une climatisation

Une porte fenêtre donnant accès à un balcon

Une porte fenêtre côté Rue Châteaudun donnant accès à un balcon où se situe sur le côté droit le groupe climatiseur.

En face :

Cuisine :

Sol carrelage

Murs carrelage et fibre de verre peinte

Plafond peint

Une porte fenêtre côté Rue Châteaudun donnant accès à balcon

Cuisine équipée

Un chauffe-eau

A gauche :

Couloir :

Sol carrelage

Murs tapisserie et fibre de verre peinte

Plafond peint

Dessert

A droite :

Salle de bains :

Sol carrelage

Murs faïencés et peints

Plafond peint

Une fenêtre côté Rue Châteaudun

Une baignoire

Un lavabo

Chambre :

Sol carrelage

Murs tapissés et peints

Plafond peint

Une porte fenêtre côté Rue Châteaudun

Chambre :

Sol carrelage

Murs tapissés

Plafond peint

Une porte fenêtre sur arrière-cour donnant accès au balcon

Un placard en fond de pièce à main gauche

A gauche :

Porte accès balcon donnant sur arrière-cour côté Sud

Salle d'eau avec WC :

Sol carrelage

Murs faïencés et peints

Plafond peint

Un WC

Un lavabo

Une cabine de douche

Une fenêtre côté arrière-cour.

Lot n° 121 :

Sur interpellation [REDACTED] me déclare qu'il n'est pas en possession des clés de la cave. J'ai fait procéder à l'ouverture de la cave lot n° 121 portant le n° 3 sur le plan figurant en annexe de l'acte de propriété et du présent descriptif.

Sol dalle ciment

Murs et plafond briques et caïrons

Aucun nom connu du Syndicat n'étant inscrit sur la porte de la cave, une réserve est émise quant à la possession effective de ce lot.

Lot n° 205 :

Aucun emplacement à usage exclusif de parking n'est matérialisé dans la cour intérieure située entre les blocs A et B comme il est indiqué dans l'acte notarié.

L'immeuble reste à disposition de [REDACTED]
[REDACTED]

Au présent procès-verbal sont annexés :

- Un extrait de plan cadastral des parcelles susvisées
- Une vue aérienne prise sur Géoportail
- L'état des diagnostics immobiliers établi par la Cabinet BOGUET
- Soixante et onze photographies prises de mes constatations

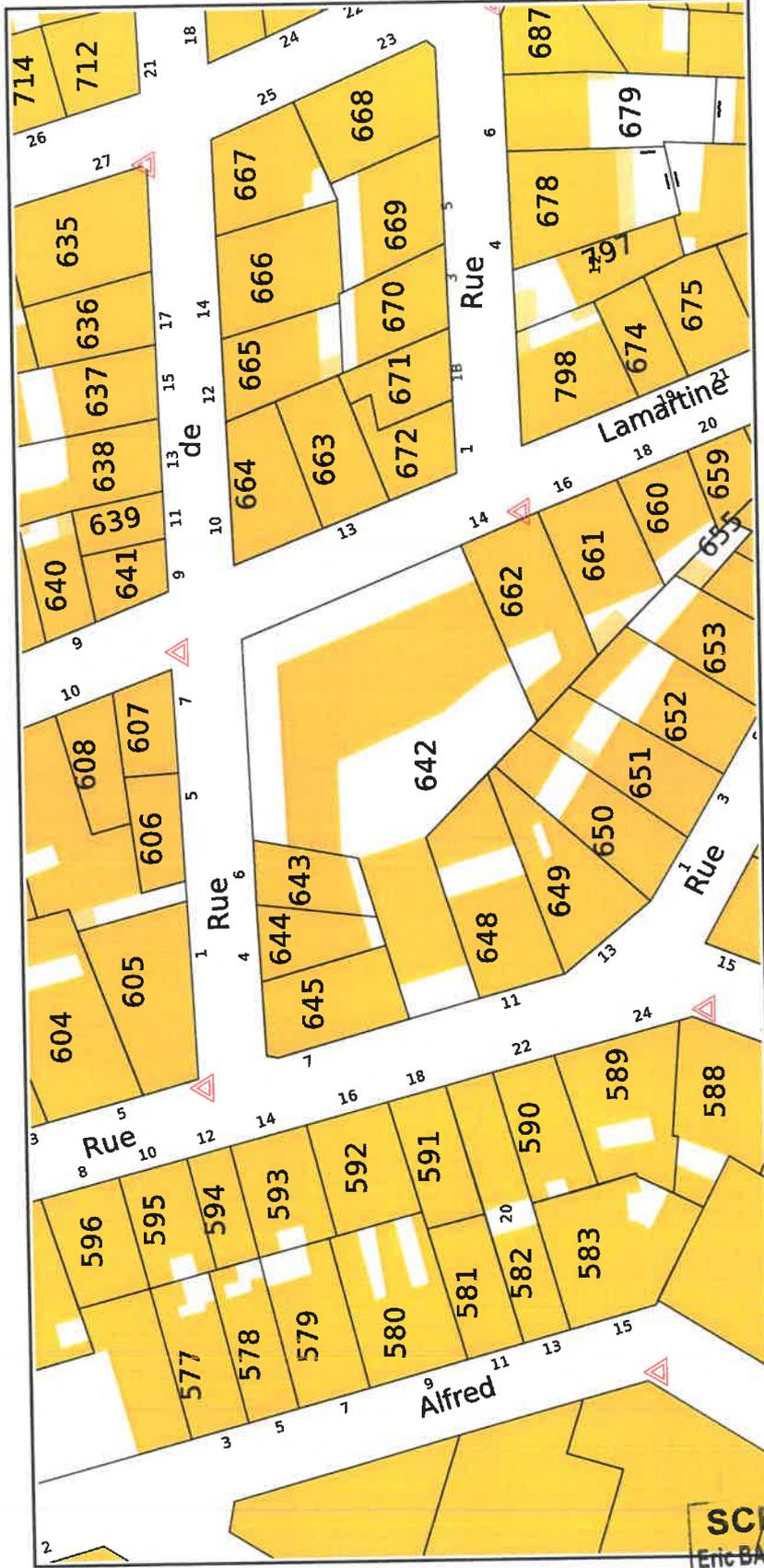
Ces photographies prises au moyen d'un appareil numérique sont certifiées conforme à la réalité et non modifiées par un quelconque procédé technique.

Ces constatations effectuées, je me suis retiré,

Et de tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de droit.

Durée des opérations : 2 heures





SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémié MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERES
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Service de la Documentation Nationale du Cadastre
82, rue du Maréchal Lyautey - 78103 Saint-Germain-en-Laye Cedex
SIRET 16000001400011

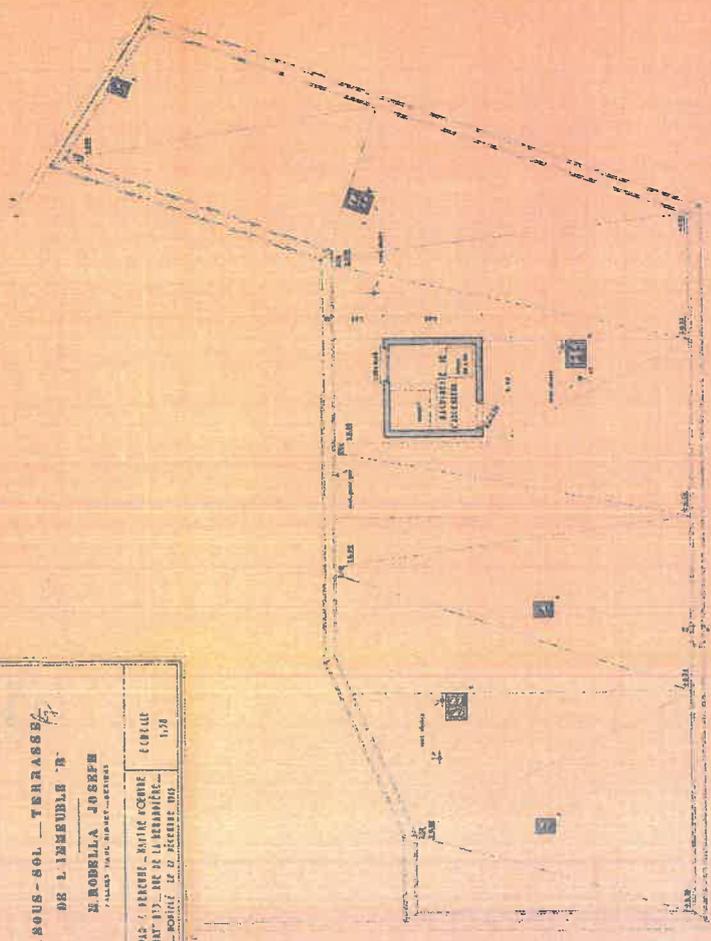
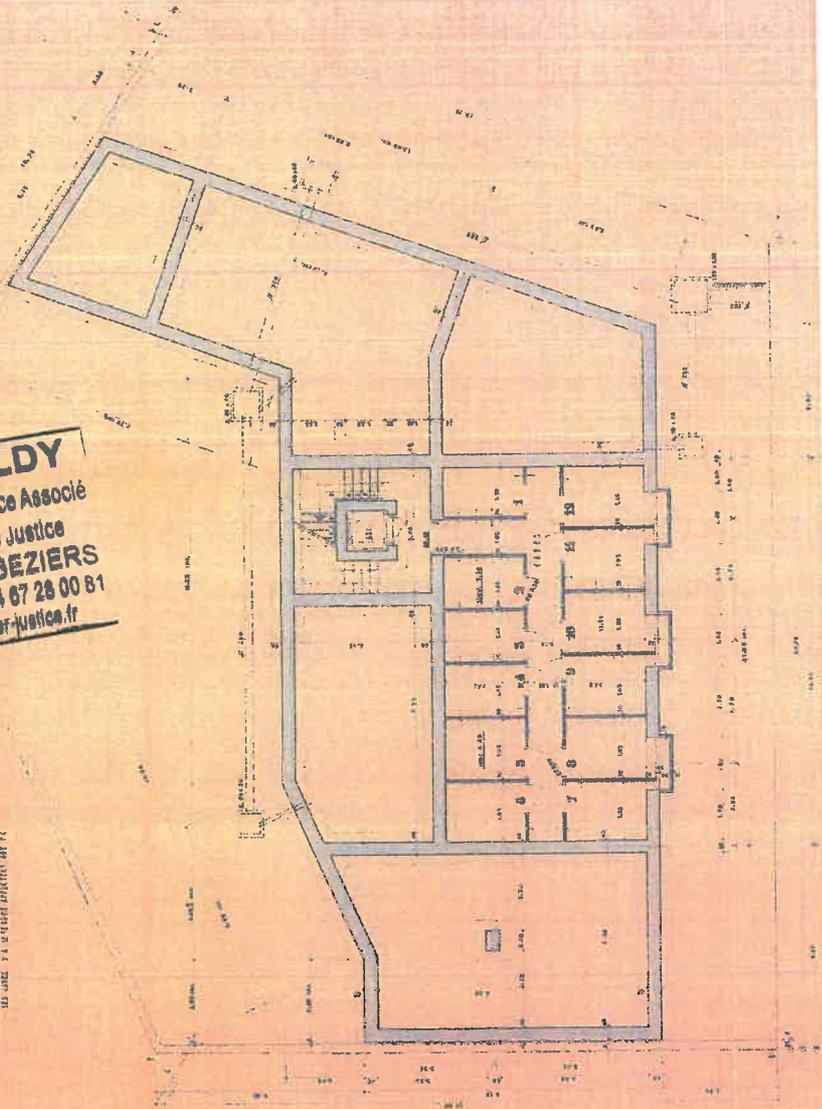


SCP ERIC BALDY

Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huisier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huisier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 26 43 00 - Fax : 04 67 26 00 81
 Mail : scp.eric.baldy@huisier-justice.fr

2015-01-09 11:11:11 - 11:11:11
 11:11:11 - 11:11:11



7

DEPARTEMENT DE L'HERAULT
 VILLE DE BEZIERS
 REC. PERMIS DE CONSTRUIRE
 N° 123456789

**PROJET DE CONSTRUCTION
 DE DEUX IMMEUBLES**

IMMEUBLE A NE PAS CONSIDERER
 IMMEUBLE A NE PAS CONSIDERER ET OUTREPASSER

— SOUS-SOL — TERRASSES —
 DE L'IMMEUBLE "B"

MARIELLA JOSEPH
Architecte DPLG

PROJET DE CONSTRUCTION DE DEUX IMMEUBLES
 COMPLEMENT 13 - DE LA REUNION...
 123456789 - ROUTE DE LA PAYSANNE 100

1/20

DOSSIER DE DIAGNOSTICS TECHNIQUES

Référence : [REDACTED]

Le 06/07/2021



Bien : **Appartement**
Adresse : **Résidence Lamartine**
12 rue Alphonse de Lamartine
34500 BÉZIERS

Numéro de lot : **NC**
Référence Cadastre : **MP - 642**

PROPRIETAIRE

[REDACTED]

DEMANDEUR

Maître BALDY Eric
 3 rue Guibal
 34500 BÉZIERS

ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérôme MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Date de visite : **05/07/2021**
Opérateur de repérage : **AZAIS Régis**

Rapport N : [REDACTED]



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
 N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B –
 Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
 Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
 Agrément DGNSR n° T340358 S2



1/1

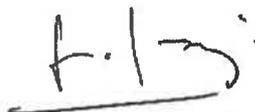
RAPPORT DE MISSION DE REPERAGES DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE POUR L'ETABLISSEMENT DU CONSTAT ETABLI A L'OCCASION DE LA VENTE D'UN IMMEUBLE BATI

Articles R.1334-29-7, R.1334-14, R.1334-15 et 16, R.1334-20 et 21 du Code de la Santé Publique (introduits par le Décret n°2011-629 du 3 juin 2011) ;
Arrêtés du 12 décembre 2012 ;

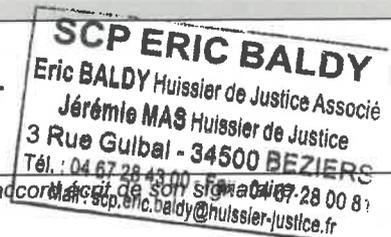
A	INFORMATIONS GENERALES
A.1	DESIGNATION DU BATIMENT
Nature du bâtiment : Appartement Cat. du bâtiment : Habitation (Parties privatives d'immeuble collectif d'habitation) Nombre de Locaux : 4 Etage : 1er Numéro de Lot : NC Référence Cadastrale : MP - 642 Date du Permis de Construire : Non communiquée Adresse : Résidence Lamartine 12 rue Alphonse de Lamartine 34500 BÉZIERS	Porte : gauche Propriété de: [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]
A.2	DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE
Nom : Maître BALDY Eric Adresse : 3 rue Guibal 34500 BÉZIERS Qualité : Huissiers	Documents fournis : Néant Moyens mis à disposition : Néant
A.3	EXECUTION DE LA MISSION
Rapport N° : [REDACTED] Le repérage a été réalisé le : 05/07/2021 Par : AZAIS Régis N° certificat de qualification : C 400 Date d'obtention : 01/10/2017 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : QUALIXPERT Date de commande : 01/07/2021	Date d'émission du rapport : 06/07/2021 Accompagnateur : L'huissier Laboratoire d'Analyses : Eurofins Analyse pour le Bâtiment Sud Adresse laboratoire : 75 chemin de Sommières 30310 VERGÈZE Numéro d'accréditation : 1 - 5922 Organisme d'assurance professionnelle : AXA Adresse assurance : 313 terrasse de l'Arche 92727 NANTERRE CEDEX N° de contrat d'assurance : 10592956604 Date de validité : 31/12/2021

B CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR

Signature et Cachet de l'entreprise



Date d'établissement du rapport :

Fait à **SÈTE** le **06/07/2021**Cabinet : **CABINET GEOFFROY BOGUET**Nom du responsable : **BOGUET Geoffroy**Nom du diagnostiqueur : **AZAIS Régis**

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord de son signataire.

Rapport N° : [REDACTED]

1/9



C SOMMAIRE

INFORMATIONS GENERALES	1
DESIGNATION DU BATIMENT.....	1
DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE.....	1
EXECUTION DE LA MISSION.....	1
CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR	1
SOMMAIRE	2
CONCLUSION(S)	3
LISTE DES LOCAUX NON VISITES ET JUSTIFICATION.....	3
LISTE DES ELEMENTS NON INSPECTES ET JUSTIFICATION.....	3
PROGRAMME DE REPERAGE	3
LISTE A DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-20).....	3
LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-21).....	3
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	4
RAPPORTS PRECEDENTS	4
RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE	4
LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION.....	4
DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE.....	5
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR.....	5
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE.....	5
LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.....	5
RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (MATERIAUX NON VISES PAR LA LISTE A OU LA LISTE B DE L'ANNEXE 13/9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE).....	5
COMMENTAIRES.....	5
ELEMENTS D'INFORMATION	6
ANNEXE 1 – CROQUIS	7
ANNEXE 2 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ	8

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERES
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Rapport N° : [REDACTED]

2/9



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



D CONCLUSION(S)

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante

Liste des locaux non visités et justification

Aucun

Liste des éléments non inspectés et justification

Aucun

E PROGRAMME DE REPERAGE

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants (liste A et liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique) :

Liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-20)

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

L'opérateur communiquera au préfet les rapports de repérage de certains établissements dans lesquels il a identifié des matériaux de la liste A contenant de l'amiante dégradés, qui nécessitent des travaux de retrait ou confinement ou une surveillance périodique avec mesure d'empoussièrement. Cette disposition a pour objectif de mettre à la disposition des préfets toutes les informations utiles pour suivre ces travaux à venir et le respect des délais. Parallèlement, le propriétaire transmettra au préfet un calendrier de travaux et une information sur les mesures conservatoires mises en œuvre dans l'attente des travaux. Ces transmissions doivent également permettre au préfet d'être en capacité de répondre aux cas d'urgence (L.1334-16)

Liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-21)

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiant-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets/volets coupe-feu Portes coupe-feu. Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
4. Éléments extérieurs	
Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment conduits de fumée.

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérôme MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Amiante

Rapport N° : [REDACTED]

3/9



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 e
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



F CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date du repérage : 05/07/2021

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante selon la liste citée au programme de repérage.

Conditions spécifiques du repérage :

Ce repérage est limité aux matériaux accessibles sans travaux destructifs c'est-à-dire n'entraînant pas de réparation, remise en état ou ajout de matériau ou ne faisant pas perdre sa fonction au matériau.

En conséquence, les revêtements et doublages (des plafonds, murs, sols ou conduits) qui pourraient recouvrir des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ne peuvent pas être déposés ou détruits.

Procédures de prélèvement :

Les prélèvements sur des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante sont réalisés en vertu des dispositions du Code du Travail.

Le matériel de prélèvement est adapté à l'opération à réaliser afin de générer le minimum de poussières. Dans le cas où une émission de poussières est prévisible, le matériau ou produit est mouillé à l'eau à l'endroit du prélèvement (sauf risque électrique) et, si nécessaire, une protection est mise en place au sol ; de même, le point de prélèvement est stabilisé après l'opération (pulvérisation de vernis ou de laque, par exemple).

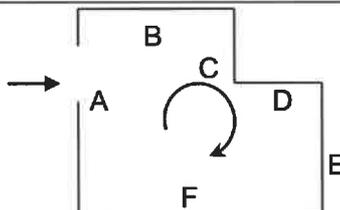
Pour chaque prélèvement, des outils propres et des gants à usage unique sont utilisés afin d'éliminer tout risque de contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique.

L'accès à la zone à risque (sphère de 1 à 2 mètres autour du point de prélèvement) est interdit pendant l'opération. Si l'accompagnateur doit s'y tenir, il porte les mêmes équipements de protection individuelle que l'opérateur de repérage.

L'échantillon est immédiatement conditionné, après son prélèvement, dans un double emballage individuel étanche.

Les informations sur toutes les conditions existantes au moment du prélèvement susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc.) seront, le cas échéant, mentionnées dans la fiche d'identification et de cotation en annexe.

Sens du repérage pour évaluer un local :



G RAPPORTS PRECEDENTS

Aucun rapport précédemment réalisé ne nous a été fourni.

H RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION

N°	Local / partie d'immeuble	Etage	Visitée	Justification
1	Entrée	1er	OUI	
2	Séjour	1er	OUI	
3	Chambre n°1	1er	OUI	
4	Balcon n°1	1er	OUI	
5	Cuisine	1er	OUI	
6	Balcon n°2	1er	OUI	
7	Dégagement	1er	OUI	
8	Salle de Bains	1er	OUI	
9	Chambre n°2	1er	OUI	
10	Chambre n°3	1er	OUI	
11	Balcon n°3	1er	OUI	
12	Salle d'eau/WC	1er	OUI	

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

4/9

Rapport N°



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE

N° Local	Local / Partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Revêtement
1	Entrée	1er	Murs	Toutes zones	Plâtre - Peinture
			Plancher haut (plafond)	Plafond	Plâtre - Peinture
			Plancher bas (sol)	Sol	Béton - Carrelage
2	Séjour	1er	Plancher haut (plafond)	Plafond	Plâtre - Peinture
			Plancher bas (sol)	Sol	Béton - Carrelage
			Murs	Toutes zones	Plâtre - Peinture
3	Chambre n°1	1er	Plancher haut (plafond)	Plafond	Plâtre - Peinture
			Plancher bas (sol)	Sol	Béton - Carrelage
			Murs	Toutes zones	Plâtre - Peinture
4	Balcon n°1	1er	Plancher bas (sol)	Sol	Béton
5	Cuisine	1er	Plancher haut (plafond)	Plafond	Plâtre - Peinture
			Plancher bas (sol)	Sol	Béton - Carrelage
			Murs	Toutes zones	Plâtre - Faïence peinture
6	Balcon n°2	1er	Plancher bas (sol)	Sol	Béton
			Plancher haut (plafond)	Plafond	Plâtre - Peinture
			Plancher bas (sol)	Sol	Béton - Carrelage
7	Dégagement	1er	Murs	Toutes zones	Plâtre - Peinture
			Plancher haut (plafond)	Plafond	Plâtre - Peinture
			Plancher bas (sol)	Sol	Béton - Carrelage
8	Salle de Bains	1er	Plancher haut (plafond)	Plafond	Plâtre - Peinture
			Plancher bas (sol)	Sol	Béton - Carrelage
			Murs	Toutes zones	Plâtre - Faïence peinture
9	Chambre n°2	1er	Plancher haut (plafond)	Plafond	Plâtre - Peinture
			Plancher bas (sol)	Sol	Béton - Carrelage
			Murs	Toutes zones	Plâtre - Papier peint
10	Chambre n°3	1er	Plancher haut (plafond)	Plafond	Plâtre - Peinture
			Plancher bas (sol)	Sol	Béton - Carrelage
			Murs	Toutes zones	Plâtre - Papier peint
11	Balcon n°3	1er	Plancher bas (sol)	Sol	Béton
			Plancher haut (plafond)	Plafond	Plâtre - Peinture
			Plancher bas (sol)	Sol	Béton - Carrelage
12	Salle d'eau/WC	1er	Murs	Toutes zones	Plâtre - Faïence peinture

LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR

Néant

LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE

Néant

LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.

Néant

RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (matériaux non visés par la liste A ou la liste B de l'annexe 13/9 du code de la santé publique)

Néant

LEGENDE

Présence	A : Amiante	N : Non Amianté	a? : Probabilité de présence d'Amiante	
Etat de dégradation des Matériaux	F, C, FP	BE : Bon état	DL : Dégradations locales	ME : Mauvais état
	Autres matériaux	MND : Matériau(x) non dégradé(s)		MD : Matériau(x) dégradé(s)
Obligation matériaux de type Flocage, calorifugeage ou faux-plafond (résultat de la grille d'évaluation)	1 Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation			
	2 Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement			
	3 Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement			
Recommandations des autres matériaux et produits. (résultat de la grille d'évaluation)	EP Evaluation périodique			
	AC1 Action corrective de premier niveau			
	AC2 Action corrective de second niveau			

COMMENTAIRES

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Gulbal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Rapport N° : [REDACTED]



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS - EURL au capital de 8000 €
 N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
 Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
 Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
 Agrément DGNRS n° T340358 S2



Amiante

Néant

I ELEMENTS D'INFORMATION

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données «déchets» gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet www.sinoe.org

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Rapport N°

6/9



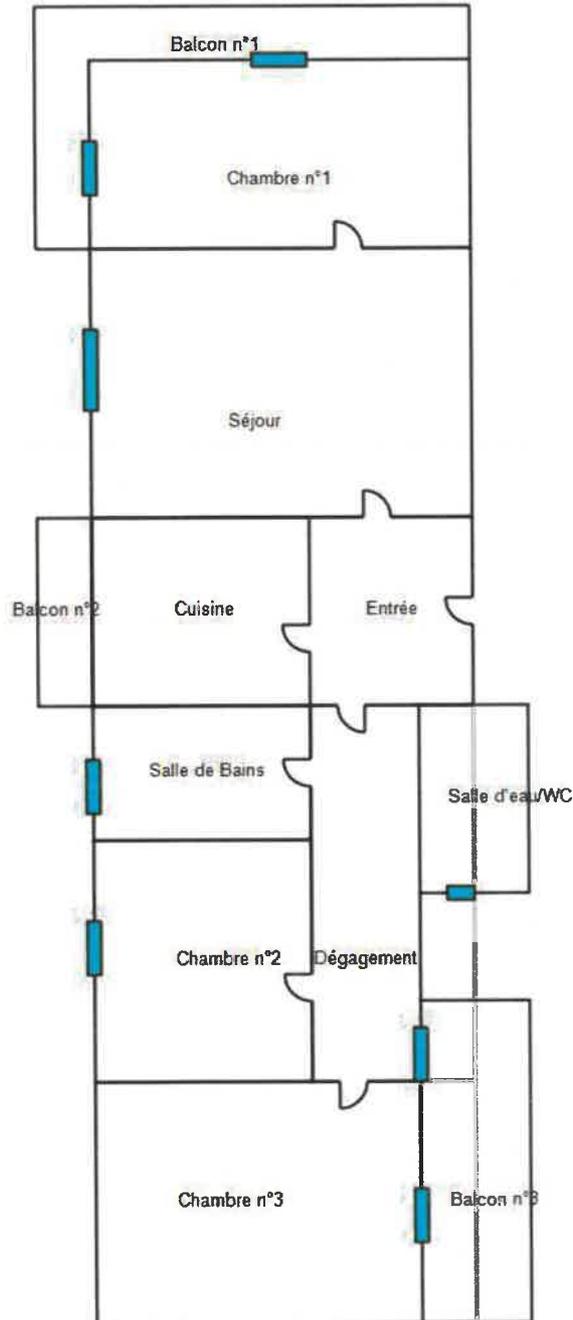
BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 e
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



Amiante

ANNEXE 1 – CROQUIS

PLANCHE DE REPERAGE USUEL						
N° dossier :				Adresse de l'immeuble : Résidence Lamartine 12 rue Alphonse de Lamartine 34500 BÉZIERS		
N° planche :	1/1	Version :	0			Type :
Origine du plan :			Cabinet de diagnostics		Bâtiment – Niveau :	Croquis N°1



SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Gulbal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 87 28 43 00 - Fax : 04 87 28 00 81
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Amiante

7/9

Rapport N° : [REDACTED]



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
 N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
 Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
 Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
 Agrément DGNSR n° T340358 S2



ANNEXE 2 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

Les recommandations générales de sécurité (Arrêté du 21 décembre 2012)

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrément important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

Rapport N°



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 30000€
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B –
Membre de l'UNCTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie et Insectologie
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNRS n° T340358 S2



8/9

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jéréme MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 80
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Amiante

Rapport N° : [REDACTED]

9/9



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



ETAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES

Arrêté du 29 mars 2007 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, Arrêté du 7 décembre 2011, Arrêté du 14 décembre 2009, Article L 133-6 du code de la construction et de l'habitation. Norme NF P 03-201 de février 2016.

A DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

- Localisation du ou des bâtiments

Désignation du ou des lots de copropriété : **Appartement**Adresse : **Résidence Lamartine****12 rue Alphonse de Lamartine
34500 BÉZIERS**Nombre de Pièces : **4**Numéro de Lot : **NC**Référence Cadastre : **MP - 642**

Le site se situe dans une zone délimitée par arrêté préfectoral comme étant infestée par les termites ou susceptible de l'être à court terme.

Descriptif du bien : **Appartement meublé et habité dans résidence .**Encombrement constaté : **Néant**

Situation du lot ou des lots de copropriété

Etage : **1er**Porte : **gauche**Mitoyenneté : **OUI** Bâti : **OUI**Document(s) joint(s) : **Néant****B DESIGNATION DU CLIENT**

- Désignation du client

Nom / Prénom : **Maître BALDY Eric**Qualité : **Huissiers**Adresse : **3 rue Guibal****34500 BÉZIERS**Nom et qualité de la (des) personne(s) présentes sur le site lors de la visite : **L'huissier****C DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC**

- Identité de l'opérateur de diagnostic

Nom / Prénom : **AZAIS Régis**

Raison sociale et nom de l'entreprise :

EURL CABINET GEOFFROY BOGUETAdresse : **2 bis quai de la Dunette 34200 SÈTE**N° siret : **501 826 770 00023**N° certificat de qualification : **C 400**Date d'obtention : **01/10/2017**Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : **QUALIXPERT**Organisme d'assurance professionnelle : **AXA**N° de contrat d'assurance : **10592956604**Date de validité du contrat d'assurance : **31/12/2021**

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8:
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

D IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DE BATIMENTS VISITES ET DES ELEMENTS INFESTES OU AYANT ETE INFESTES PAR LES TERMITES ET CEUX QUI NE LE SONT PAS :

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, Parties d'Ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du Diagnostic d'Infestation (3) *
1er		
Entrée	Murs - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher haut (plafond) - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Porte - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Plancher bas (sol) - Béton Carrelage	Absence d'indice.
Séjour	Porte - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Plancher haut (plafond) - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher bas (sol) - Béton Carrelage	Absence d'indice.
	Murs - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Fenêtre - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Fenêtre Volets - Bois Peinture	Absence d'indice.
Chambre n°1	Porte - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Plancher haut (plafond) - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher bas (sol) - Béton Carrelage	Absence d'indice.
	Murs - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Fenêtre - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Fenêtre Volets - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Porte-fenêtre - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Porte-fenêtre Volets - Bois Peinture	Absence d'indice.
Balcon n°1	Plancher bas (sol) - Béton	Absence d'indice.
Cuisine	Porte - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Porte-fenêtre - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Porte-fenêtre Volets - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Plancher haut (plafond) - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher bas (sol) - Béton Carrelage	Absence d'indice.
	Murs - Plâtre Faïence peinture	Absence d'indice.
Balcon n°2	Plancher bas (sol) - Béton	Absence d'indice.
Dégagement	Porte - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Porte-fenêtre - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Porte-fenêtre Volets - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Plancher haut (plafond) - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher bas (sol) - Béton Carrelage	Absence d'indice.
	Murs - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
Salle de Bains	Porte - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Fenêtre - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Plancher haut (plafond) - Plâtre Peinture	Absence d'indice.

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Etat du bâtiment relatif à la présence de termites

Rapport N° : [REDACTED]



Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, Parties d'Ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du Diagnostic d'Infestation (3) *
	Plancher bas (sol) - Béton Carrelage	Absence d'indice.
	Murs - Plâtre Faïence peinture	Absence d'indice.
	Fenêtre Volets - Bois Peinture	Absence d'indice.
Chambre n°2	Porte - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Fenêtre - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Fenêtre Volets - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Plancher haut (plafond) - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher bas (sol) - Béton Carrelage	Absence d'indice.
	Murs - Plâtre Papier peint	Absence d'indice.
Chambre n°3	Porte - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Porte-fenêtre - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Porte-fenêtre Volets - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Plancher haut (plafond) - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher bas (sol) - Béton Carrelage	Absence d'indice.
	Murs - Plâtre Papier peint	Absence d'indice.
Balcon n°3	Plancher bas (sol) - Béton	Absence d'indice.
Salle d'eau/WC	Porte - Bois Peinture	Absence d'indice.
	Plancher haut (plafond) - Plâtre Peinture	Absence d'indice.
	Plancher bas (sol) - Béton Carrelage	Absence d'indice.
	Murs - Plâtre Faïence peinture	Absence d'indice.
	Fenêtre - Bois Peinture	Absence d'indice.

LEGENDE

(1)	Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.
(2)	Identifier notamment : Ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes, ...
(3)	Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature
*	Absence d'indice = absence d'indice d'infestation de termites.

E	IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENTS (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE VISITES ET JUSTIFICATION
	Néant

F	IDENTIFICATION DES OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ELEMENTS QUI N'ONT PAS ETE EXAMINES ET JUSTIFICATION
	Néant

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
Mail : scp.eric.baldy@huisier-justice.fr

Rapport N° : [REDACTED]

3/5



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 – Code NAF 7120 B–
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



Etat du bâtiment relatif à la présence de termites

G MOYENS D'INVESTIGATION UTILISES

1. examen visuel des parties visibles et accessibles :

Recherche visuelle d'indices d'infestations (cordonnets ou galeries-tunnels, termites, restes de termites, dégâts, etc.) sur les sols, murs, cloisons, plafonds et ensemble des éléments de bois.

Examen des produits celluloseux non rattachés au bâti (débris de bois, planches, cageots, papiers, cartons, etc.), posés à même le sol et recherche visuelle de présence ou d'indices de présence (dégâts sur éléments de bois, détérioration de livres, cartons, etc.) ;

Examen des matériaux non celluloseux rattachés au bâti et pouvant être altérés par les termites (matériaux d'isolation, gaines électriques, revêtement de sol ou muraux, etc.) ;

Recherche et examen des zones propices au passage et/ou au développement des termites (caves, vides sanitaires, réseaux, arrivées et départs de fluides, regards, gaines, câblages, ventilation, joints de dilatation, espaces créés par le retrait entre les différents matériaux, fentes des éléments porteurs en bois, etc.).

2. sondage mécanique des bois visibles et accessibles :

Sondage non destructif de l'ensemble des éléments en bois. Sur les éléments en bois dégradés les sondages sont approfondis et si nécessaire destructifs. Les éléments en bois en contact avec les maçonneries doivent faire l'objet de sondages rapprochés. Ne sont pas considérés comme sondages destructifs des altérations telles que celles résultant de l'utilisation de poinçons, de lames, etc.

L'examen des meubles est aussi un moyen utile d'investigation.

3. Matériel utilisé :

Poinçon, échelle, lampe torche...

H CONSTATATIONS DIVERSES

NOTE Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précises. Si le donneur d'ordre le souhaite il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF P 03-200.

RESULTATS

Le présent examen fait état d'absence de termites le jour de la visite.

NOTE

Conformément à l'article L 133-6 du Livre Ier, Titre III, Chapitre III du code de la construction et de l'habitation, cet état du bâtiment relatif à la présence de termites est utilisable jusqu'au 05/01/2022.

Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

CACHET DE L'ENTREPRISE

Signature de l'opérateur

Référence :

Fait à : SÈTE le : 06/07/2021
Visite effectuée le : 05/07/2021
Durée de la visite : 0 h 15 min
Nom du responsable : BOGUET Geoffroy
Opérateur : Nom : AZAIS
Prénom : Régis

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

NOTE 1 Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF P 03-200 ;

NOTE 2 Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L 133-4 et R 133-3 du code de la construction et de l'habitation.

NOTE 3: Conformément à l'article L 271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

Rapport N° : [REDACTÉ]

4/5



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2

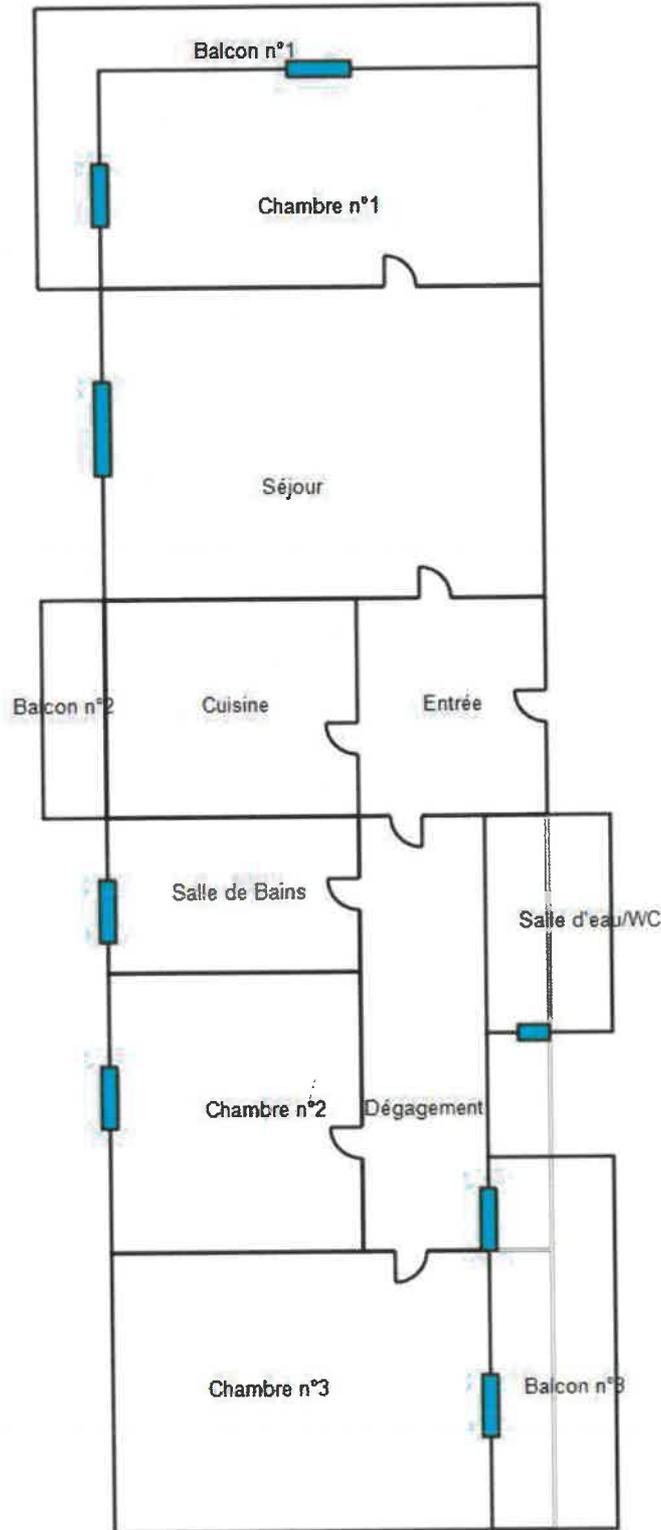


Etat du bâtiment relatif à la présence de termites

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémy MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 88
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

DOCUMENTS ANNEXES

Croquis N°1



SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Etat du batiment relatif à la présence de termites

Rapport N° : [REDACTED]

5/5



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



CERTIFICAT DE SUPERFICIE

Loi 96-1107 du 18 décembre 1996 et décret n° 97-532 du 23 mai 1997.

A DESIGNATION DU BATIMENT

Nature du bâtiment : **Appartement**
 Nombre de Pièces : **4**
 Etage : **1er**
 Numéro de lot : **NC**
 Référence Cadastre : **MP - 642**

Adresse : **Résidence Lamartine**
12 rue Alphonse de Lamartine
34500 BÉZIERS

Porte : **gauche**

Propriété de: [REDACTED]

Mission effectuée le : **05/07/2021**

Date de l'ordre de mission : **01/07/2021**

N° Dossier : [REDACTED]

Le Technicien déclare que la superficie du bien ci-dessus désigné, concerné par la loi 96-1107 du 18/12/96 est égale à :

Total : 85,18 m²

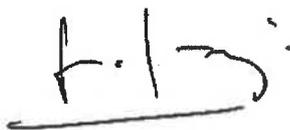
(Quatre-vingt-cinq mètres carrés dix-huit)

B DETAIL DES SURFACES PAR LOCAL

Pièce ou Local	Etage	Surface Loi Carrez	Surface Hors Carrez
Entrée	1er	7,022 m ²	0,200 m ²
Séjour	1er	16,689 m ²	0,000 m ²
Chambre n°1	1er	9,767 m ²	0,000 m ²
Balcon n°1	1er	0,000 m ²	4,300 m ²
Cuisine	1er	11,076 m ²	0,000 m ²
Balcon n°2	1er	0,000 m ²	2,340 m ²
Dégagement	1er	5,740 m ²	0,000 m ²
Salle de Bains	1er	5,300 m ²	0,000 m ²
Chambre n°2	1er	10,461 m ²	0,000 m ²
Chambre n°3	1er	16,285 m ²	0,000 m ²
Balcon n°3	1er	0,000 m ²	6,720 m ²
Salle d'eau/WC	1er	2,838 m ²	0,000 m ²
Total		85,178 m²	13,560 m²

La présente mission rend compte de l'état des superficies des lots désignés à la date de leur visite. Elle n'est valable que tant que la structure et la disposition des pièces ne sont pas transformées par des travaux. La vérification de la conformité au titre de propriété et au règlement de copropriété n'entre pas dans le cadre de la mission et n'a pas été opérée par le technicien. Le présent certificat vaut uniquement pour le calcul de la surface totale. Le détail des surfaces ne vous est communiqué par CABINET GEOFFROY BOGUET qu'à titre indicatif.

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.



Le Technicien :
Régis AZAIS

à SÈTE, le 06/07/2021

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 19 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

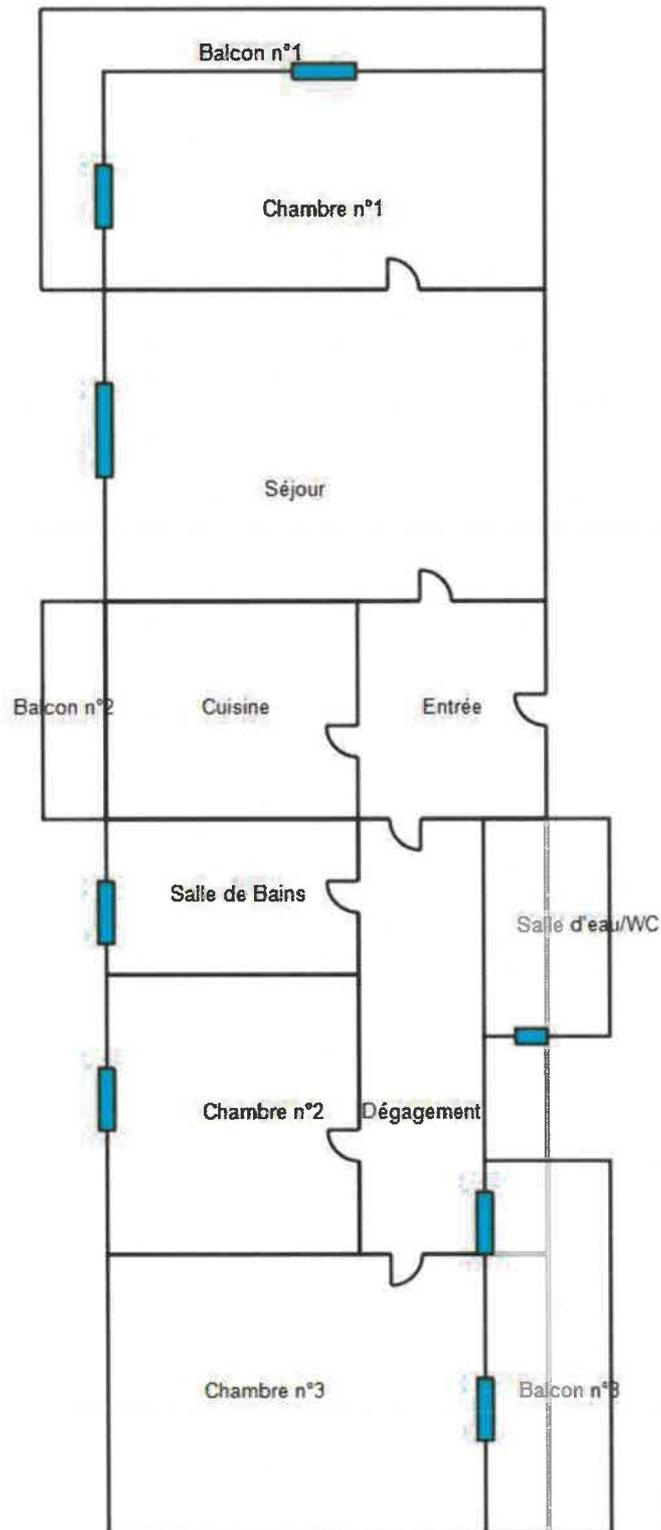
Rapport N° : [REDACTED]

1/2



DOCUMENTS ANNEXES

Croquis N°1



SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERES
Tél : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Rapport N° : [REDACTED]

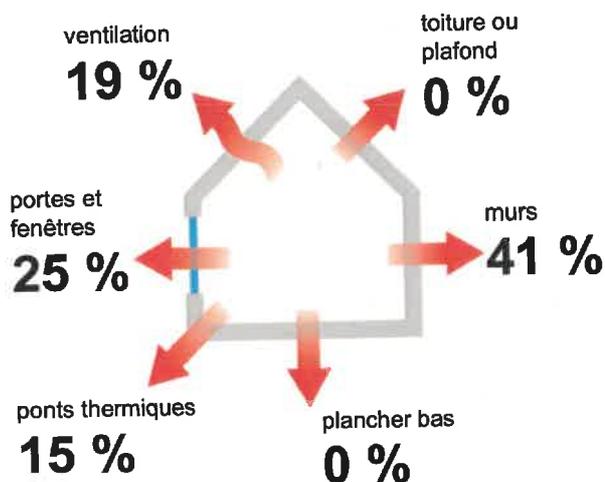
2/2



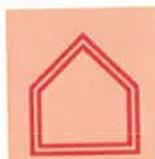
BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



Schéma des déperditions de chaleur



Performance de l'isolation



INSUFFISANTE MOYENNE BONNE TRÈS BONNE

Système de ventilation en place



Ventilation naturelle par conduit

Confort d'été (hors climatisation)*



Les caractéristiques de votre logement améliorant le confort d'été :



bonne inertie du logement

Pour améliorer le confort d'été :



Faites isoler la toiture du bâtiment (rapprochez-vous de votre copropriété)



Equipez les fenêtr de votre logement de volets extérieurs ou brise-soleil

Production d'énergies renouvelables

Ce logement n'est pas encore équipé de systèmes de production d'énergie renouvelable.

D'autres solutions d'énergies renouvelables existent :



panneaux thermiques



panneaux solaires



pompe à chaleur



géothermie



chauffe eau thermodynamique



système de chauffage au bois



réseau de chaleur vertueux

*Le niveau de confort d'été présenté ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte).

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Montants et consommations annuels d'énergie

usage	consommation d'énergie (en kWh énergie primaire)		frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*)	répartition des dépenses
chauffage	gaz naturel	14290 (14290 éf)	Entre 1 324€ et 1 792€	53%
	électrique	1074 (467 éf)		
eau chaude sanitaire	gaz naturel	7160 (7160 éf)	Entre 757€ et 1 025€	32%
refroidissement				0%
éclairage	électrique	371 (161 éf)	Entre 32€ et 44€	2%
auxiliaires	électrique	3 358 (1 460 éf)	Entre 293€ et 397€	13%
énergie totale pour les usages recensés		26 253 kWh (23 538 kWh é.f.)	Entre 2 407€ et 3 257€ par an	

Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-dessous

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19°C réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28°C (si présence de climatisation), et une consommation d'eau chaude de 118,58l par jour.

é.f. → énergie finale

* Prix moyens des énergies indexés au 01/01/2021 (abonnements compris)

▲ Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

▲ Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements..

Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :

**Température recommandée en hiver → 19°C**

Chauffer à 19°C plutôt que 21°C, c'est en moyenne -21,1% sur votre facture soit -329 € par an

astuces (plus facile si le logement dispose de solutions de pilotage efficaces)

- Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
- Chauffez les chambres à 17°C la nuit.

**Si climatisation, température recommandée en été → 28°C**

astuces

- Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- Aérez votre logement la nuit.

**Consommation recommandée → 118,58l /jour d'eau chaude à 40°C**

Estimation faite par rapport à la surface de votre logement (2-3 personnes). Une douche de 5 minutes = environ 40l.

49l consommés en moins par jour, c'est en moyenne -19% sur votre facture soit -166 € par an

astuces

- Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.
- Réduisez la durée des douches.



En savoir plus sur les bons réflexes d'économie d'énergie :
www.faire.gouv.fr/reduire-ses-factures-energie

SCP ERIC BALDY

Eric BALDY Huissier de Justice Associé

Jérémy MAS Huissier de Justice

3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS

Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8

Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements.

Vue d'ensemble du logement

	description	isolation
 murs	Mur Est Béton banché donnant sur Extérieur, non isolé Mur Nord Béton banché donnant sur Extérieur, non isolé Mur Sud Béton banché donnant sur Extérieur, non isolé Mur Ouest Béton banché donnant sur Extérieur, non isolé Mur Sud Béton banché donnant sur Circulations communes, non isolé	insuffisante
 portes et fenêtres	Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Menuiserie Bois - simple vitrage vertical Fenêtres battantes, Menuiserie Bois - simple vitrage vertical Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Menuiserie Bois - simple vitrage vertical Fenêtres battantes, Menuiserie Bois - simple vitrage vertical Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Menuiserie Bois - simple vitrage vertical Fenêtres battantes, Menuiserie Bois - simple vitrage vertical Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Menuiserie Bois - simple vitrage vertical Portes-fenêtres battantes avec soubassement, Menuiserie Bois - simple vitrage vertical Fenêtres battantes, Menuiserie Bois - simple vitrage vertical Porte Bois Opaque pleine	insuffisante

Vue d'ensemble des équipements

	description
 chauffage	Chaudière standard Gaz naturel installée en 2000 sur Radiateur Pompe à chaleur Air/Air Electrique installée en 2000 sur Air soufflé
 eau chaude sanitaire	Chaudière standard Gaz naturel installée en 2000
 ventilation	Ventilation naturelle par conduit
 pilotage	Chaudière standard : Radiateur : avec régulation pièce par pièce, Pompe à chaleur Air/Air : Air soufflé : avec régulation pièce par pièce, intermittence par pièce avec minimum de température

Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

▲ Selon la configuration, certaines recommandations relèvent de la copropriété ou du gestionnaire de l'immeuble.

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémié MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Recommandations d'amélioration de la performance



Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack ① de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack ② d'aller vers un logement très performant.



Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux ① + ② ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack ① avant le pack ②). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.

1

Les travaux essentiels montant estimé : 3219,6 à 10732 €

lot	description	performance recommandée
 murs	Isolation des murs par l'intérieur (donne sur extérieur) : Isolation des murs par l'intérieur. Les performances thermiques minimales à respecter sont en fonction du type de paroi opaque et à la zone climatique. Pour aller plus loin dans les recommandations, le label Effinergie impose à minima : $R \geq 4,5 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour tout type d'isolation. En 2021, pour bénéficier de MaPrimRénov', elle est de $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour l'isolation des murs, peu importe la technique d'isolation. Pour les murs non étanches à la vapeur d'eau, isoler avec des matériaux perméables à la vapeur d'eau.	$R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$
 murs	Isolation des murs par l'intérieur (donne sur extérieur) : Isolation des murs par l'intérieur. Les performances thermiques minimales à respecter sont en fonction du type de paroi opaque et à la zone climatique. Pour aller plus loin dans les recommandations, le label Effinergie impose à minima : $R \geq 4,5 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour tout type d'isolation. En 2021, pour bénéficier de MaPrimRénov', elle est de $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour l'isolation des murs, peu importe la technique d'isolation. Pour les murs non étanches à la vapeur d'eau, isoler avec des matériaux perméables à la vapeur d'eau.	$R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$
 murs	Isolation des murs par l'intérieur (donne sur extérieur) : Isolation des murs par l'intérieur. Les performances thermiques minimales à respecter sont en fonction du type de paroi opaque et à la zone climatique. Pour aller plus loin dans les recommandations, le label Effinergie impose à minima : $R \geq 4,5 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour tout type d'isolation. En 2021, pour bénéficier de MaPrimRénov', elle est de $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour l'isolation des murs, peu importe la technique d'isolation. Pour les murs non étanches à la vapeur d'eau, isoler avec des matériaux perméables à la vapeur d'eau.	$R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$
 murs	Isolation des murs par l'intérieur (donne sur extérieur) : Isolation des murs par l'intérieur. Les performances thermiques minimales à respecter sont en fonction du type de paroi opaque et à la zone climatique. Pour aller plus loin dans les recommandations, le label Effinergie impose à minima : $R \geq 4,5 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour tout type d'isolation. En 2021, pour bénéficier de MaPrimRénov', elle est de $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour l'isolation des murs, peu importe la technique d'isolation. Pour les murs non étanches à la vapeur d'eau, isoler avec des matériaux perméables à la vapeur d'eau.	$R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$
 murs	Isolation des murs par l'intérieur (donne sur extérieur) : Isolation des murs par l'intérieur. Les performances thermiques minimales à respecter sont en fonction du type de paroi opaque et à la zone climatique. Pour aller plus loin dans les recommandations, le label Effinergie impose à minima : $R \geq 4,5 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour tout type d'isolation. En 2021, pour bénéficier de MaPrimRénov', elle est de $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour l'isolation des murs, peu importe la technique d'isolation. Pour les murs non étanches à la vapeur d'eau, isoler avec des matériaux perméables à la vapeur d'eau.	$R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$

SCP ERIC BALDY

Eric BALDY Huissier de Justice Associé

Jeremie MAS Huissier de Justice

3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS

Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 83

Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

	portes et fenêtres	Remplacement vitrage peu émissif : La menuiserie étant en bon état, remplacement du simple vitrage par des doubles-vitrages peu émissifs. Choisir un $U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.	$U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.
	portes et fenêtres	Remplacement vitrage peu émissif : La menuiserie étant en bon état, remplacement du simple vitrage par des doubles-vitrages peu émissifs. Choisir un $U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.	$U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.
	portes et fenêtres	Remplacement vitrage peu émissif : La menuiserie étant en bon état, remplacement du simple vitrage par des doubles-vitrages peu émissifs. Choisir un $U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.	$U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.
	portes et fenêtres	Remplacement vitrage peu émissif : La menuiserie étant en bon état, remplacement du simple vitrage par des doubles-vitrages peu émissifs. Choisir un $U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.	$U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.
	portes et fenêtres	Remplacement vitrage peu émissif : La menuiserie étant en bon état, remplacement du simple vitrage par des doubles-vitrages peu émissifs. Choisir un $U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.	$U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.
	portes et fenêtres	Remplacement vitrage peu émissif : La menuiserie étant en bon état, remplacement du simple vitrage par des doubles-vitrages peu émissifs. Choisir un $U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.	$U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.
	portes et fenêtres	Remplacement vitrage peu émissif : La menuiserie étant en bon état, remplacement du simple vitrage par des doubles-vitrages peu émissifs. Choisir un $U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.	$U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.
	portes et fenêtres	Remplacement vitrage peu émissif : La menuiserie étant en bon état, remplacement du simple vitrage par des doubles-vitrages peu émissifs. Choisir un $U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.	$U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.
	portes et fenêtres	Remplacement vitrage peu émissif : La menuiserie étant en bon état, remplacement du simple vitrage par des doubles-vitrages peu émissifs. Choisir un $U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.	$U_g \leq 1,3 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,3$ ou $U_g \leq 1,7 \text{ W/m}^2.K$ et $Sw \geq 0,36$.

2

Les travaux à envisager montant estimé : 1925,4 à 6418 €

lot	description	performance recommandée
 murs	Isolation des murs par l'intérieur (donne sur extérieur) : Isolation des murs par l'intérieur. Les performances thermiques minimales à respecter sont en fonction du type de paroi opaque et à la zone climatique. Pour aller plus loin dans les recommandations, le label Effinergie impose à minima : $R \geq 4,5 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour tout type d'isolation. En 2021, pour bénéficier de MaPrimRénov', elle est de $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour l'isolation des murs, peu importe la technique d'isolation	$R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERES
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 88
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



murs

Pour les murs non étanches à la vapeur d'eau, isoler avec des matériaux perméables à la vapeur d'eau.

Isolation des murs par l'intérieur (donne sur extérieur) :
Isolation des murs par l'intérieur. Les performances thermiques minimales à respecter sont en fonction du type de paroi opaque et à la zone climatique. Pour aller plus loin dans les recommandations, le label Effinergie impose à minima : $R \geq 4,5 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour tout type d'isolation. En 2021, pour bénéficier de MaPrimRénov', elle est de $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour l'isolation des murs, peu importe la technique d'isolation. Pour les murs non étanches à la vapeur d'eau, isoler avec des matériaux perméables à la vapeur d'eau.

 $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ 

murs

Isolation des murs par l'intérieur (donne sur extérieur) :
Isolation des murs par l'intérieur. Les performances thermiques minimales à respecter sont en fonction du type de paroi opaque et à la zone climatique. Pour aller plus loin dans les recommandations, le label Effinergie impose à minima : $R \geq 4,5 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour tout type d'isolation. En 2021, pour bénéficier de MaPrimRénov', elle est de $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour l'isolation des murs, peu importe la technique d'isolation. Pour les murs non étanches à la vapeur d'eau, isoler avec des matériaux perméables à la vapeur d'eau.

 $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ 

murs

Isolation des murs par l'intérieur (donne sur extérieur) :
Isolation des murs par l'intérieur. Les performances thermiques minimales à respecter sont en fonction du type de paroi opaque et à la zone climatique. Pour aller plus loin dans les recommandations, le label Effinergie impose à minima : $R \geq 4,5 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour tout type d'isolation. En 2021, pour bénéficier de MaPrimRénov', elle est de $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour l'isolation des murs, peu importe la technique d'isolation. Pour les murs non étanches à la vapeur d'eau, isoler avec des matériaux perméables à la vapeur d'eau.

 $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ 

murs

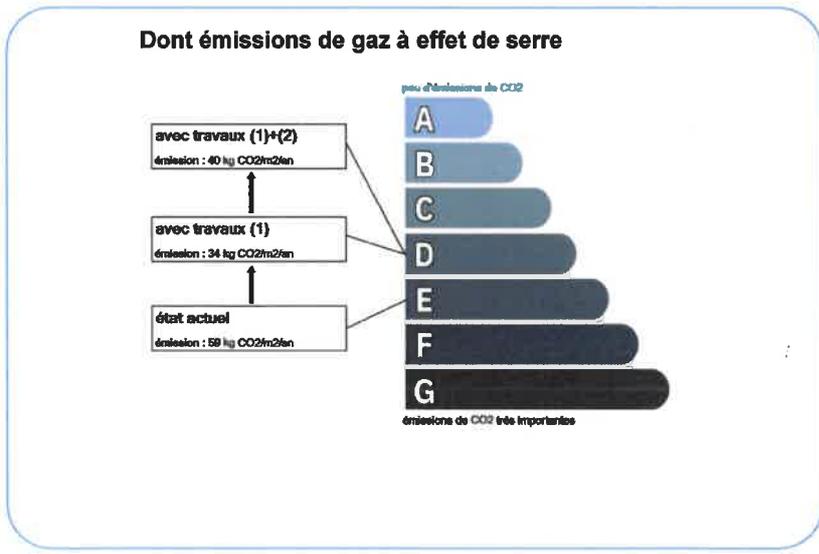
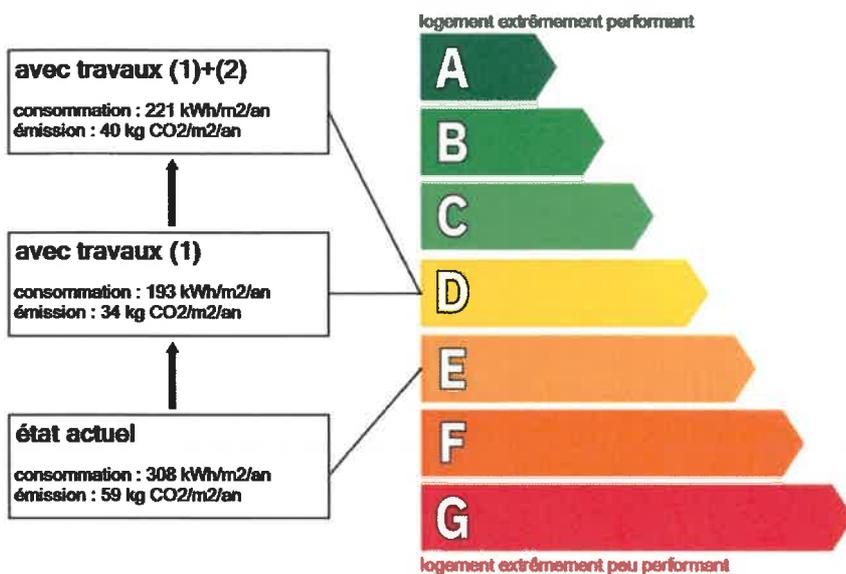
Isolation des murs par l'intérieur (donne sur extérieur) :
Isolation des murs par l'intérieur. Les performances thermiques minimales à respecter sont en fonction du type de paroi opaque et à la zone climatique. Pour aller plus loin dans les recommandations, le label Effinergie impose à minima : $R \geq 4,5 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour tout type d'isolation. En 2021, pour bénéficier de MaPrimRénov', elle est de $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ pour l'isolation des murs, peu importe la technique d'isolation. Pour les murs non étanches à la vapeur d'eau, isoler avec des matériaux perméables à la vapeur d'eau.

 $R \geq 3,7 \text{ m}^2 \text{ K/W}$ **Commentaire:**

Néant

Recommandations d'amélioration de la performance

Évolution de la performance après travaux



FAIRE
TOUT POUR MA RÈNDE

Préparez votre projet !

Contactez le conseiller FAIRE le plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans :
www.faire.gouv.fr/trouver-un-conseiller
 ou 0808 800 700 (prix d'un appel local)

Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux :
www.faire.gouv.fr/aides-de-financement

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté, Égalité, Fraternité

Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des «passoires énergétiques» d'ici 2028.

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Référence du logiciel validé : **AnalysImmo DPE 2021 4.1.1**

Justificatifs fournis pour établir le DPE :

Référence du DPE :

Invariant fiscal du logement :

Référence de la parcelle cadastrale : **MP-642**

Méthode de calcul utilisée pour l'établissement du DPE : **3CL-DPE 2021**

Date de visite du bien : **05/07/2021**

Numéro d'immatriculation de la copropriété:

Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :

Néant

généralités

donnée d'entrée	origine de la donnée	valeur renseignée
Département		34 - Hérault
Altitude	donnée en ligne	50
Type de bien	observée ou mesurée	Appartement
Année de construction	valeur estimée	1960
Surface habitable du logement	observée ou mesurée	85
Surface habitable de l'immeuble	observée ou mesurée	85
Nombre de niveaux du logement	observée ou mesurée	1
Nombre de niveaux de l'immeuble		1
Hauteur moyenne sous plafond	observée ou mesurée	2,5
Nb. de logements du bâtiment	observée ou mesurée	1

enveloppe

donnée d'entrée	origine de la donnée	valeur renseignée
Mur 1	Surface	observée ou mesurée 6,17 m ²
	Matériau mur	observée ou mesurée Béton banché
	Epaisseur mur	observée ou mesurée 28 cm
	Isolation : oui / non / inconnue	observée ou mesurée Non
	Bâtiment construit en matériaux anciens	observée ou mesurée Non
	Inertie	observée ou mesurée Lourde
Mur 2	Surface	observée ou mesurée 33,08 m ²
	Matériau mur	observée ou mesurée Béton banché
	Epaisseur mur	observée ou mesurée 28 cm
	Isolation : oui / non / inconnue	observée ou mesurée Non
	Bâtiment construit en matériaux anciens	observée ou mesurée Non
	Inertie	observée ou mesurée Lourde
Mur 3	Surface	observée ou mesurée 11,29 m ²
	Matériau mur	observée ou mesurée Béton banché
	Epaisseur mur	observée ou mesurée 28 cm
	Isolation : oui / non / inconnue	observée ou mesurée Non

SCP ERIC BALDY

Eric BALDY Huissier de Justice Associé

Jérémie MAS Huissier de Justice

3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS

Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8

Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Fiche technique du logement (suite)

donnée d'entrée	origine de la donnée	valeur renseignée
Mur 4	Bâtiment construit en matériaux anciens	observée ou mesurée Non
	Inertie	observée ou mesurée Lourde
	Surface	observée ou mesurée 5,64 m ²
	Matériau mur	observée ou mesurée Béton banché
	Epaisseur mur	observée ou mesurée 28 cm
	Isolation : oui / non / inconnue	observée ou mesurée Non
	Bâtiment construit en matériaux anciens	observée ou mesurée Non
Mur 5	Inertie	observée ou mesurée Lourde
	Surface	observée ou mesurée 8 m ²
	Matériau mur	observée ou mesurée Béton banché
	Epaisseur mur	observée ou mesurée 20 cm
	Isolation : oui / non / inconnue	observée ou mesurée Non
	Bâtiment construit en matériaux anciens	observée ou mesurée Non
	Inertie	observée ou mesurée Légère
	Type de local non chauffé adjacent	observée ou mesurée Circulations communes sans ouverture directe sur l'extérieur
	Surface Aiu	observée ou mesurée 10 m ²
	Surface Aue	observée ou mesurée 30 m ²
Plafond 1	Etat isolation des parois du local non chauffé	observée ou mesurée Non
	Surface	observée ou mesurée 85 m ²
	Type	observée ou mesurée Dalle béton
	Isolation : oui / non / inconnue	observée ou mesurée Non
	Inertie	observée ou mesurée Lourde
Plancher 1	Type de local non chauffé adjacent	observée ou mesurée Local chauffé
	Surface	observée ou mesurée 85 m ²
	Type de plancher bas	observée ou mesurée Dalle béton
	Isolation : oui / non / inconnue	observée ou mesurée Non
	Inertie	observée ou mesurée Lourde
Fenêtre 1	Type d'adjacence	observée ou mesurée Local chauffé
	Surface de baies	observée ou mesurée 3,08 m ²
	Type de vitrage	observée ou mesurée Simple vitrage vertical
	Présence couche peu émissive	observée ou mesurée Non
	Gaz de remplissage	observée ou mesurée Air
	Double fenêtre	observée ou mesurée Non
	Type menuiserie	observée ou mesurée Menuiserie Bois
	Positionnement de la menuiserie	observée ou mesurée Nu intérieur
	Type ouverture	observée ou mesurée Portes-fenêtres battantes avec soubassement
	Type volets	observée ou mesurée Persienne coulissante et volet battant PVC ou bois (épaisseur tablier ≤ 22mm)
	Orientation des baies	observée ou mesurée Est
	Position des baies en flanc de loggia	observée ou mesurée Oui
	Orientation de la façade	observée ou mesurée Est
Type de masque proches	observée ou mesurée Baie en fond de façade	
Avancée I	observée ou mesurée 1 m	

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél : 04 67 26 40 00 Fax : 04 67 26 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Fiche technique du logement (suite)

donnée d'entrée	origine de la donnée	valeur renseignée	
Fenêtre 2	Surface de baies	observée ou mesurée	1,26 m ²
	Type de vitrage	observée ou mesurée	Simple vitrage vertical
	Présence couche peu émissive	observée ou mesurée	Non
	Gaz de remplissage	observée ou mesurée	Air
	Double fenêtre	observée ou mesurée	Non
	Type menuiserie	observée ou mesurée	Menuiserie Bois
	Positionnement de la menuiserie	observée ou mesurée	Nu intérieur
	Type ouverture	observée ou mesurée	Fenêtres battantes
	Type volets	observée ou mesurée	Persienne coulissante et volet battant PVC ou bois (épaisseur tablier ≤ 22mm)
	Orientation des baies	observée ou mesurée	Nord
Fenêtre 3	Surface de baies	observée ou mesurée	3,08 m ²
	Type de vitrage	observée ou mesurée	Simple vitrage vertical
	Présence couche peu émissive	observée ou mesurée	Non
	Gaz de remplissage	observée ou mesurée	Air
	Double fenêtre	observée ou mesurée	Non
	Type menuiserie	observée ou mesurée	Menuiserie Bois
	Positionnement de la menuiserie	observée ou mesurée	Nu intérieur
	Type ouverture	observée ou mesurée	Portes-fenêtres battantes avec soubassement
	Type volets	observée ou mesurée	Persienne coulissante et volet battant PVC ou bois, (épaisseur tablier ≥ 22mm)
	Orientation des baies	observée ou mesurée	Nord
	Position des baies en flanc de loggia	observée ou mesurée	Oui
	Orientation de la façade	observée ou mesurée	Nord
	Type de masque proches	observée ou mesurée	Baie en fond de balcon ou fond et flanc de loggia
Avancée I	observée ou mesurée	1 m	
Fenêtre 4	Surface de baies	observée ou mesurée	2,94 m ²
	Type de vitrage	observée ou mesurée	Simple vitrage vertical
	Présence couche peu émissive	observée ou mesurée	Non
	Gaz de remplissage	observée ou mesurée	Air
	Double fenêtre	observée ou mesurée	Non
	Type menuiserie	observée ou mesurée	Menuiserie Bois
	Positionnement de la menuiserie	observée ou mesurée	Nu intérieur
	Type ouverture	observée ou mesurée	Fenêtres battantes
	Type volets	observée ou mesurée	Persienne coulissante et volet battant PVC ou bois (épaisseur tablier ≤ 22mm)
Orientation des baies	observée ou mesurée	Nord	
Fenêtre 5	Surface de baies	observée ou mesurée	3,08 m ²
	Type de vitrage	observée ou mesurée	Simple vitrage vertical
	Présence couche peu émissive	observée ou mesurée	Non
	Gaz de remplissage	observée ou mesurée	Air
	Double fenêtre	observée ou mesurée	Non
	Type menuiserie	observée ou mesurée	Menuiserie Bois
	Positionnement de la menuiserie	observée ou mesurée	Nu intérieur
	Type ouverture	observée ou mesurée	Portes-fenêtres battantes avec soubassement

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tel. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Fiche technique du logement (suite)

donnée d'entrée	origine de la donnée	valeur renseignée
Fenêtre 6	Type volets	Persienne coulissante et volet battant PVC ou bois (épaisseur tablier ≤ 22mm)
	Orientation des baies	Nord
	Position des baies en flanc de loggia	Oui
	Orientation de la façade	Nord
	Type de masque proches	Baie en fond de balcon ou fond et flanc de loggias
	Avancée I	1 m
	Surface de baies	1,56 m ²
	Type de vitrage	Simple vitrage vertical
	Présence couche peu émissive	Non
	Gaz de remplissage	Air
Fenêtre 7	Double fenêtre	Non
	Type menuiserie	Menuiserie Bois
	Positionnement de la menuiserie	Nu intérieur
	Type ouverture	Fenêtres battantes
	Type volets	Persienne coulissante et volet battant PVC ou bois (épaisseur tablier ≤ 22mm)
	Orientation des baies	Nord
	Surface de baies	2,07 m ²
	Type de vitrage	Simple vitrage vertical
	Présence couche peu émissive	Non
	Gaz de remplissage	Air
Fenêtre 8	Double fenêtre	Non
	Type menuiserie	Menuiserie Bois
	Positionnement de la menuiserie	Nu intérieur
	Type ouverture	Portes-fenêtres battantes avec soubassement
	Type volets	Persienne coulissante et volet battant PVC ou bois (épaisseur tablier ≤ 22mm)
	Orientation des baies	Sud
	Position des baies en flanc de loggia	Oui
	Orientation de la façade	Sud
	Type de masque proches	Baie en fond de balcon ou fond et flanc de loggias
	Avancée I	1,20000004768372 m
Fenêtre 8	Surface de baies	4,14 m ²
	Type de vitrage	Simple vitrage vertical
	Présence couche peu émissive	Non
	Gaz de remplissage	Air
	Double fenêtre	Non
	Type menuiserie	Menuiserie Bois
	Positionnement de la menuiserie	Nu intérieur
	Type ouverture	Portes-fenêtres battantes avec soubassement
	Type volets	Persienne coulissante et volet battant PVC ou bois (épaisseur tablier ≤ 22mm)
	Orientation des baies	Sud
Position des baies en flanc de loggia	Oui	
Orientation de la façade	Sud	

SCP ERIC BALDY

Eric BALDY Huissier de Justice Associé

Jérémie MAS Huissier de Justice

3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS

Tel. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81

Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Fiche technique du logement (suite)

donnée d'entrée	origine de la donnée	valeur renseignée	
Fenêtre 9	Type de masque proches	☐ observée ou mesurée	Baie en fond de balcon ou fond et flanc de loggias
	Avancée l	☐ observée ou mesurée	1,20000004768372 m
	Surface de baies	☐ observée ou mesurée	0,36 m ²
	Type de vitrage	☐ observée ou mesurée	Simple vitrage vertical
	Présence couche peu émissive	☐ observée ou mesurée	Non
	Gaz de remplissage	☐ observée ou mesurée	Air
	Double fenêtre	☐ observée ou mesurée	Non
	Type menuiserie	☐ observée ou mesurée	Menuiserie Bois
	Positionnement de la menuiserie	☐ observée ou mesurée	Nu intérieur
	Type ouverture	☐ observée ou mesurée	Fenêtres battantes
	Type volets	☐ observée ou mesurée	Sans
	Orientation des baies	☐ observée ou mesurée	Ouest
	Porte 1	Type de menuiserie	☐ observée ou mesurée
Type de porte		☐ observée ou mesurée	Opaque pleine
Surface		☐ observée ou mesurée	2 m ²

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Gulbal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Fiche technique du logement (suite)

donnée d'entrée	origine de la donnée	valeur renseignée		
Chaudière standard	Type d'installation de chauffage	 document fourni	Installation de chauffage sans solaire	
	Type générateur	 observée ou mesurée	Chaudière standard	
	Surface chauffée	 observée ou mesurée	75 m ²	
	Année d'installation	 observée ou mesurée	2000	
	Energie utilisée	 observée ou mesurée	Gaz	
	Présence d'une ventouse	 observée ou mesurée	Non	
	QPO		0,29 kW	
	Pn		24 kW	
	Rpn		86,76 %	
	Rpint		84,14 %	
	Présence d'une veilleuse	 observée ou mesurée	Non	
	Type émetteur	 observée ou mesurée	Radiateur	
	Surface chauffée par émetteur	 observée ou mesurée	75 m ²	
	Type de chauffage	 observée ou mesurée	Central	
	Equipement d'intermittence	 observée ou mesurée	Absent	
	Présence de comptage	 observée ou mesurée	Non	
	Pompe à chaleur Air/Air	Type d'installation de chauffage	 document fourni	Installation de chauffage sans solaire
		Type générateur	 observée ou mesurée	Pompe à chaleur Air/Air
		Surface chauffée	 observée ou mesurée	10 m ²
Année d'installation		 observée ou mesurée	2000	
Energie utilisée		 observée ou mesurée	Electricité	
Présence d'une ventouse		 observée ou mesurée	Non	
Présence d'une veilleuse		 observée ou mesurée	Non	
SCOP / COP			2,4	
Type émetteur		 observée ou mesurée	Air soufflé	
Surface chauffée par émetteur		 observée ou mesurée	10 m ²	
Type de chauffage		 observée ou mesurée	Divisé	
Equipement d'intermittence			Par pièce avec minimum de température	
Présence de comptage		 observée ou mesurée	Non	
Chaudière standard		Type générateur	 observée ou mesurée	Chaudière standard
		Type production ECS	 observée ou mesurée	Collectif
	Isolation du réseau de distribution	 observée ou mesurée	Non	
	Pièces alimentées contiguës	 observée ou mesurée	Non	
	Production en volume habitable	 observée ou mesurée	Non	
Ventilation	Type de ventilation	 observée ou mesurée	Ventilation naturelle par conduit	
	Plusieurs façades exposées	 observée ou mesurée	Non	

équipements

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémy MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

DIAGNOSTIC DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation. Articles L 134-7 et R 134-10 à 13 du code de la construction et de l'habitation. Norme NF C16-600 de juillet 2017.

1 DESIGNATION ET DESCRIPTION DU LOCAL D'HABITATION ET DE SES DEPENDANCES

▪ Localisation du ou des immeubles bâti(s)

Département : **HERAULT**

Commune : **BÉZIERS (34500)**

Adresse : **12 rue Alphonse de Lamartine**

Lieu-dit / immeuble : **Résidence Lamartine**

Réf. Cadastre : **MP - 642**

▪ Désignation et situation du lot de (co)propriété :

Etage : **1er**

Porte : **gauche**

N° de Lot : **NC**

Type d'immeuble : **Appartement**

Date de construction : **Non communiquée**

Année de l'installation : **> à 15 ans**

Distributeur d'électricité : **Enedis**

Rapport n° : [REDACTED]

La liste des parties du bien n'ayant pu être visitées et leurs justifications se trouvent au paragraphe 9

2 IDENTIFICATION DU DONNEUR D'ORDRE

▪ Identité du donneur d'ordre

Nom / Prénom : **BALDY Eric**

Tél. : / **04.67.28.43.00** Email : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Adresse : **3 rue Guibal 34500 BÉZIERS**

▪ Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Propriétaire de l'appartement ou de la maison individuelle :

Autre le cas échéant (préciser) **Huissiers**

▪ Identité du propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances :

3 IDENTIFICATION DE L'OPERATEUR AYANT REALISE L'INTERVENTION ET SIGNE LE RAPPORT

▪ Identité de l'opérateur :

Nom : **AZAIS**

Prénom : **Régis**

Nom et raison sociale de l'entreprise : **CABINET GEOFFROY BOGUET**

Adresse : **2 bis quai de la Dunette**

34200 SÈTE

N° Siret : **501 826 770 00023**

Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**

N° de police : **10592956604** date de validité : **31/12/2021**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : **QUALIXPERT**, le 01/10/2017, jusqu'au 30/09/2022

N° de certification : **C 400**

SCP ERIC BALDY

Eric BALDY Huissier de Justice Associé

Jérémie MAS Huissier de Justice

3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS

Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8

Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Rapport N° : [REDACTED]



4

RAPPEL DES LIMITES DU CHAMP DE REALISATION DE L'ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection.

Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc. lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits.

5

CONCLUSIONS RELATIVES A L'EVALUATION DES RISQUES POUVANT PORTER ATTEINTE A LA SECURITE DES PERSONNES

Anomalies avérées selon les domaines suivants :

1. L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité.

Néant

2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation(*)
B.2.3.1 h)	Au moins un dispositif de protection différentielle ne fonctionne pas pour son seuil de déclenchement.	
B.2.3.1 i)	La manoeuvre du bouton test du (des) dispositif(s) de protection différentielle n'entraîne pas (son) leur déclenchement.	
B.3.3.5 c)	Les éléments constituant le CONDUCTEUR PRINCIPAL DE PROTECTION ne sont pas appropriés (utilisation de CANALISATIONS métalliques de liquides, de gaz, ou de conditionnement d'air).	
B.3.3.5 d)	La valeur mesurée de la résistance de continuité du CONDUCTEUR PRINCIPAL DE PROTECTION, entre la borne ou barrette principale de terre et son point de CONNEXION au niveau de la barrette de terre du TABLEAU DE REPARTITION est > 2 ohms.	
B.3.3.6 a1)	Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.	
B.3.3.6 a2)	Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre.	
B.3.3.6 a3)	Au moins un CIRCUIT (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre.	

Rapport N° : [REDACTED]



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
 N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
 Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
 Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
 Agrément DGNSR n° T340358 S2

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 88
 Mail : scp.eric@huissier-justice.fr

2/7

3. Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation(*)
B.4.3 a1)	Au moins un CIRCUIT n'est pas protégé, à son origine, contre les surcharges et les courts-circuits.	

4. La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation(*)
B.5.3 a	Locaux contenant une baignoire ou une douche : il n'existe pas de LIAISON EQUIPOTENTIELLE supplémentaire reliant les ELEMENTS CONDUCTEURS et les MASSES des MATERIELS ELECTRIQUES.	
B.6.3.1 a)	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le MATERIEL ELECTRIQUE et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones).	

5. Matériels électriques présentant des risques de contact direct avec des éléments sous tension – Protection mécanique des conducteurs.

Néant

6. Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

N° article (1)	Libellé des anomalies	Localisation(*)
B.8.3 a)	L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE vétuste.	

Installations particulières :

P1, P2. Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.

Néant

P3. La piscine privée ou le bassin de fontaine

Sans objet

- (1) Référence des anomalies selon la norme NF C16-600.
- (2) Référence des mesures compensatoires selon la norme NF C16-600.
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée
- (*) *Avertissement*: la localisation des anomalies n'est pas exhaustive. Il est admis que l'opérateur de diagnostic ne procède à la localisation que d'une anomalie par point de contrôle. Toutefois, cet avertissement ne concerne pas le test de déclenchement des dispositifs différentiels.

Informations complémentaires :

N° article (1)	Libellé des informations
B.11 a2)	Une partie seulement de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.
B.11 b2)	Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.

Rapport N°: [REDACTED]



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
 N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B –
 Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
 Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
 Agrément DGNSR n° T340358 S2

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice 3/7
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERE
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
 Mail : scp@ericbaldy.com - eric.baldy@unectpi.fr

N° article (1)	Libellé des informations
B.11 c1)	L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15mm.

(1) Référence des informations complémentaires selon la norme NF C16-600

6 AVERTISSEMENT PARTICULIER

Néant

7 CONCLUSION RELATIVE A L'EVALUATION DES RISQUES RELEVANT DU DEVOIR DE CONSEIL

Néant

Constatations concernant l'installation électrique et/ou son environnement

- La valeur mesurée de la résistance de la PRISE DE TERRE depuis la partie privative n'est pas en adéquation avec la sensibilité du (ou des) dispositifs différentiels; il est recommandé de se rapprocher du syndic de copropriété.

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémy MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Etat de l'installation intérieure d'électricité

Rapport N° [REDACTED]

4/7



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B–
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



8 EXPLICITATIONS DETAILLEES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées :

<p align="center"><u>Appareil général de commande et de protection</u></p> <p>Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.</p> <p>Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.</p>
<p align="center"><u>Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation</u></p> <p>Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique.</p> <p>Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p align="center"><u>Prise de terre et installation de mise à la terre :</u></p> <p>Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.</p> <p>L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p align="center"><u>Dispositif de protection contre les surintensités :</u></p> <p>Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts circuits.</p> <p>L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.</p>
<p align="center"><u>Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche :</u></p> <p>Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.</p> <p>Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p align="center"><u>Conditions particulières les locaux contenant une baignoire ou une douche :</u></p> <p>Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.</p> <p>Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>
<p align="center"><u>Matériels électriques présentant des risques de contact direct :</u></p> <p>Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p align="center"><u>Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage :</u></p> <p>Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage normal du matériel, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p align="center"><u>Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives :</u></p> <p>Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.</p>
<p align="center"><u>Piscine privée ou bassin de fontaine :</u></p> <p>Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.</p> <p>Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.</p>

Etat de l'installation intérieure d'électricité

Rapport N° : [REDACTED]



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
 N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
 Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
 Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
 Agrément DGNSR n° T340358 S2

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8 5/7
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



Informations complémentaires :

Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant tout ou partie de l'installation électrique :

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique....) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Socles de prise de courant de type à obturateurs :

L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution.

Socles de prise de courant de type à puits (15mm minimum):

La présence de puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

9

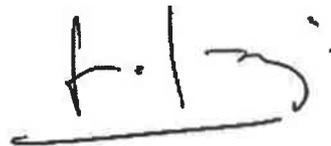
IDENTIFICATION DES PARTIES DU BIEN (PIECES ET EMBLEMES) N'AYANT PU ETRE VISITEES ET JUSTIFICATION :

Néant

DATE, SIGNATURE ET CACHET

Dates de visite et d'établissement de l'état

Visite effectuée le **05/07/2021**
Date de fin de validité : **05/07/2024**
Etat rédigé à **SÈTE** Le **06/07/2021**
Nom : **AZAIS** Prénom : **Régis**



SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huiissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huiissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 87 28 43 00 - Fax : 04 87 28 00 8
Mail : ecp.eric.baldy@huiissier-justice.fr

Rapport N° : [REDACTED]

6/7



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



ANNEXE 1 – PHOTO(S) DES ANOMALIES

Point de contrôle N° B.3.3.6 a1)



Description : Au moins un socle de prise de courant ne comporte pas de broche de terre.

Observation(s) :

Localisation :

Point de contrôle N° B.8.3 a)



Description : L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE vétuste.

Observation(s) :

Localisation :

Rapport N° : [REDACTED]



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
 N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
 Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
 Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
 Agrément DGNSR n° T340358 S2



SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

717

RAPPORT DE L'ÉTAT DE L'INSTALLATION INTÉRIEURE DE GAZ

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 271-6, R. 271-1 à R. 271-4 et R. 134-6 à R. 134-9 ;
Vu le décret no 2006-1147 du 14 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique et à l'état de l'installation intérieure de gaz dans certains bâtiments

Vu l'arrêté du 25 avril 2012 modifiant l'arrêté du 2 août 1977 modifié relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situés à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances

Vu l'arrêté du 12 février 2014 modifiant l'arrêté du 6 avril 2007 modifié par l'arrêté du 24 août 2010 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure de gaz

Vu l'arrêté du 18 novembre 2013 portant reconnaissance de la norme NF P45-500 de janvier 2013

A DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

● Localisation du ou des bâtiments

Type de bâtiment : appartement
 maison individuelle

Nature du gaz distribué : GN

GPL

Air propané ou butané

Distributeur de gaz : GrDF

Installation alimentée en gaz : OUI NON

Rapport n° : [REDACTED]

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

Adresse : **Résidence Lamartine 12 rue Alphonse de Lamartine
34500 BÉZIERS**

Escalier :

Bâtiment :

N° de logement : **gauche**

Etage : **1er**

Numéro de Lot : **NC**

Réf. Cadastre : **MP - 642**

Date du Permis de construire : **Non communiquée**

B DESIGNATION DU PROPRIETAIRE

● Désignation du propriétaire de l'installation intérieure de gaz :

Nom : [REDACTED]

Prénom : [REDACTED]

Adresse : [REDACTED]

● Si le propriétaire n'est pas le donneur d'ordre :

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Huissiers**

Nom / Prénom **Maitre BALDY Eric**

Adresse : **3 rue Guibal**

34500 BÉZIERS

● Titulaire du contrat de fourniture de gaz :

Nom : [REDACTED]

Prénom : [REDACTED]

Adresse : [REDACTED]

Téléphone : [REDACTED]

Numéro de point de livraison gaz
Ou Numéro du point de comptage estimation (PCE) à 14 chiffres
Ou A défaut le numéro de compteur
Numéro :

C DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC

● Identité de l'opérateur de diagnostic

Nom / Prénom : **AZAIS Régis**

Raison sociale et nom de l'entreprise : **CABINET GEOFFROY BOGUET**

Adresse : **2 bis quai de la Dunette
34200 SÈTE**

N° Siret : **501 826 770 00023**

Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**

N° de police : **10592956604** date de validité : **31/12/2021**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par l'UNECTPI le **01/10/2017**

N° de certification : **C 400**

Norme méthodologique ou spécification technique utilisée : **NF P45-500 Janvier 2013**

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BÉZIERS
Tél : 04 67 31 04 04 Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Rapport N° : [REDACTED]



D IDENTIFICATION DES APPAREILS

Appareils raccordés et CENR(4)		Observations					
Genre (1)	Type (2)	Débit calorifique (L/min)		Taux de CO (ppm)			Anomalie
Marque	Puissance (kW)	Théorique	Mesuré	CENR ou A.R. sans D.E.M (3)	D.E.M à l'arrêt (3)	D.E.M en marche (3)	Motif de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné
Modèle	Localisation						
Chauffage	Raccordé						
SAUNIER DUVAL							
	Cuisine - Mur B						

Autres appareils		Observations				
Genre (1)	Type (2)	Anomalie				
Marque	Puissance (kW)	Motif de l'absence ou de l'impossibilité de contrôle pour chaque appareil concerné				
Modèle	Localisation					
Appareil de cuisson	Non raccordé					
	Cuisine - Mur B					

LEGENDE

(1)	Cuisinière, table de cuisson, chauffe-eaux, chaudière, radiateur,
(2)	Non raccordé - Raccordé - Etanche
(3)	A.R. : Appareil raccordé - D.E.M : Dispositif d'Extraction Mécanique
(4)	CENR : Chauffe Eau Non Raccordé

E ANOMALIES IDENTIFIEES

Néant

F IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENT (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE CONTROLES ET MOTIFS

Néant

G CONSTATATIONS DIVERSES

- Attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées non présentée.
- Justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière non présenté.
- Le conduit de raccordement n'est pas visitable

Néant

- L'installation ne comporte aucune anomalie.
- L'installation comporte des anomalies de type **A1** qui devront être réparées ultérieurement.
- L'installation comporte des anomalies de type **A2** qui devront être réparées dans les meilleurs délais.
- L'installation comporte des anomalies de type **DGI** qui devront être réparées avant remise en service.

Tant que la (ou les) anomalie(s) DGI n'a (ont) pas été corrigée(s), en aucun cas vous ne devez rétablir l'alimentation en gaz de votre installation intérieure de gaz, de la partie d'installation intérieure de gaz, du (ou des) appareil(s) à gaz qui ont été isolé(s) et signalé(s) par la ou les étiquettes de condamnation.

- L'installation comporte une anomalie 32c qui devra faire l'objet d'un traitement particulier par le syndic ou le bailleur social sous le contrôle du distributeur de gaz

Rapport N° : ██████████



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS - EURL au capital de 8000 €
 N° SIRET : SFTF 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B - Tel. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 00
 Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie et Parasitologie
 Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
 Agrément DGNSR n° T340358 S2

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIER



2/3

H ACTIONS DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC EN CAS DE DGI

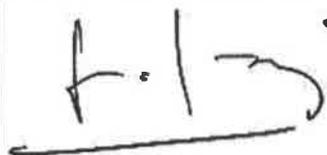
- Fermeture totale avec pose d'une étiquette signalant la condamnation de l'installation de gaz
- Ou Fermeture partielle avec pose d'une étiquette signalant la condamnation d'un appareil ou d'une partie de l'installation
- Transmission au Distributeur de gaz par _____ des informations suivantes :
- Référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur ;
 - Codes des anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat (DGI)
- Remise au client de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie.

I Actions de l'opérateur de diagnostic en cas d'anomalie 32c

- Transmission au Distributeur de gaz par _____ de la référence du contrat de fourniture de gaz, du Point de Comptage Estimation, du Point de Livraison ou du numéro de compteur
- Remise au syndic ou au bailleur social de la « fiche informative distributeur de gaz » remplie

J SIGNATURE ET CACHET DE L'ENTREPRISE

Signature / cachet de l'entreprise



Dates de visite et d'établissement de l'état de l'installation gaz

Visite effectuée le : 05/07/2021

Fait à SÈTE le 06/07/2021

Rapport n° : _____

Date de fin de validité : 05/07/2024

Nom / Prénom du responsable : **BOGUET Geoffroy**

Nom / Prénom de l'opérateur : **AZAIS Régis**

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Rapport N° : _____

3/3



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



NOTE DE SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS**RAPPORT N°** [REDACTED]**Document ne pouvant en aucun cas être annexé à un acte authentique****INFORMATIONS GÉNÉRALES**

Type de bien : Appartement Nombre de pièces : 4 Étage: 1er Adresse : Résidence Lamartine 12 rue Alphonse de Lamartine 34500 BÉZIERS Porte : gauche Propriétaire : [REDACTED]	Lot N° : NC Réf. Cadastre : MP - 642 Bâti : Oui Mitoyenneté : Oui Date du permis de construire : Non communiquée Date de construction : Non communiquée
--	---

CONSTAT AMIANTE

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante

ÉTAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES

Le présent examen fait état d'absence de termites le jour de la visite.

CERTIFICAT DE SUPERFICIE

Superficie totale : 85,178 m²

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGETIQUE

Consommations énergétiques (en énergie primaire) pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement. déduction faite de la production d'électricité à demeure	Emissions de gaz à effet de serre (GES) pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement
Consommation conventionnelle : 308 kWh_{ep}/m².an	Estimation des émissions : 59 kg_{eq}co₂/m².an
<p>Logement économe (A-E) Logement Logement énergivore (F-G)</p>	<p>Faible émission de GES (A-E) Logement Forte émission de GES (F-G)</p>

DIAGNOSTIC ÉLECTRICITÉ

L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).

DIAGNOSTIC GAZ

L'installation ne comporte aucune anomalie

Etat des Risques et Pollutions

Le bien est situé dans le périmètre d'un plan de prévention à risques

Le bien est situé dans une Zone à Potentiel Radon (Zone 1)

Plan d'exposition au bruit des aérodromes*

Le bien est situé dans une zone de bruit	Zone
Non	

SCP ÉRIC BALDY

Eric BALDY Huissier de Justice Associé

Jérémie MAS Huissier de Justice

3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS

Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8

Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

1/1

Rapport N° [REDACTED]



- ☐ Certificats de surface – Bien à la location (Loi Boutin),
- ☐ Vérifications de conformité de la sécurité des piscines,
- ☐ Document Unique d'évaluation des risques pour syndics de copropriété,
- ☐ Diagnostic humidité,
- ☐ Etats des lieux locaux (des parties privatives),
- ☐ Assistance à la livraison de biens neufs,
- ☐ Activité de vente et ou installation des détecteurs d'intrus autonomes de fincée (DAAF) sans travaux d'électricité et sans maïntenance,
- ☐ Certificat de logements décentés. Normes d'habitabilité (notamment dans le cadre des dispositifs spéciaux de type de Roblen, Scellier, Prêts conventionnés – prêts à taux zéro –),
- ☐ Délivrance de l'attestation de prise en compte de la RT 2012. (DPE sans mention)
- ☐ DPE en vue de l'obtention d'un Prêt à taux zéro (DPE sans mention),
- ☐ Vérification de l'installation électrique du logement dans le cadre du télétravail,

Le montant de la garantie Responsabilité Civile Professionnelle est fixé à :
500 000 € par sinistre et 1 000 000 € par année d'assurance.

LA PRESENTE ATTESTATION EST VALABLE POUR LA PERIODE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021 INCLUS
SOUIS RESERVE DES POSSIBILITES DE SUSPENSION OU DE RESILIATION EN COURS D'ANNEE
D'ASSURANCE POUR LES CAS PREVUS PAR LE CODE DES ASSURANCES OU PAR LE CONTRAT.

LA PRESENTE ATTESTATION NE PEUT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES, DES CLAUSES ET
DES CONDITIONS DU CONTRAT AURQUELLES ELLE SE REFERE.

Fait à NANTERRE le 29/12/2020
Pour servir et valoir ce que de droit.
POUR L'ASSUREUR :
LNA, par délégation de signature :


LNA
1, rue des Bénédictins CS 40020
75013 Paris Cedex 06
Tél. : 01 83 20 50 00
www.lna-assurances.com
Info : 01 83 20 50 00

ASA France SARL SA
Siège social : 83 Terrasse St-Germe - 91170 Bruny-la-Croix
Entreprise régie par le Code des assurances - RCS Nanterre 722 803 038 - N° SIRET : 722 803 038 0001
Qualifications d'assurance autorisées par l'AC - SBC - SGP - sauf pour les garanties prévues par l'AS - Assurances

P 1

Certification



Certificat N° CG400
Monsieur Régis AZAUS

Certifié dans le cadre du processus de certification PMS4
soumis à la norme qualixpert.com conformément à
l'ordonnance 2006-0423 du 08 juin 2006 et au décret
2006-1114 du 08 septembre 2006.

dans les énonciations suivantes :

Régis AZAUS	Certificat véhicule	Arrêté du 4 juillet 2008 relatif à l'établissement des ordres de certification des entreprises des professions physiques relevant l'état de l'exécution technique d'activités et les ordres d'habilitation des entreprises de certification.
Assistance avec soutien	Certificat véhicule	Arrêté du 20 juillet 2016 établissant les ordres de certification des entreprises des professions physiques exerçant les activités de réparation, de maintenance, de réparation des véhicules et produits connexes du véhicule, et d'entretien et/ou de réparation des équipements de véhicules, et les ordres d'habilitation des entreprises de certification.
Diagnostic de performance énergétique individuel	Certificat véhicule	Arrêté du 18 octobre 2008 relatif à l'établissement des ordres de certification des entreprises des professions physiques relevant l'état de l'exécution technique d'activités et les ordres d'habilitation des entreprises de certification.
Régis AZAUS	Certificat véhicule	Arrêté du 04 avril 2007 relatif à l'établissement des ordres de certification des entreprises des professions physiques relevant l'état de l'exécution technique d'activités et les ordres d'habilitation des entreprises de certification.
Opérateur de forage d'urgence au plomb	Certificat véhicule	Arrêté du 21 septembre 2006 portant établissement des ordres de certification des entreprises des professions physiques exerçant les activités de forage de forage d'urgence au plomb, des diagnostics de forage d'urgence au plomb et des activités de réparation des équipements de forage, et les ordres d'habilitation des entreprises de certification.
Régis AZAUS	Certificat véhicule	Arrêté du 20 octobre 2006 relatif à l'établissement des ordres de certification des entreprises des professions physiques relevant l'état de l'exécution technique d'activités et les ordres d'habilitation des entreprises de certification.

Date d'établissement le jeudi 04 décembre 2018
Margie ALBERT
Directrice Administrative



LCD 47 - 1000 NANTERRE
1, rue des Bénédictins CS 40020 - 75013 Paris Cedex 06
Tél. : 01 83 20 50 00 - Fax : 01 83 20 50 01 - www.lna-assurances.com

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Rapport N° [REDACTED]



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



SÈTE le jeudi 8 juillet 2021

Référence Rapport : [REDACTED]
 Objet : ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Adresse du bien : Résidence Lamartine
 12 rue Alphonse de Lamartine
 34500 BÉZIERS

Type de bien : Appartement
 Date de la mission : 05/07/2021

Maître,

Conformément à l'article R.271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, je soussigné, Geoffroy BOGUET, atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard des articles L.271-6 et disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostic Technique (DDT).

Ainsi, ces divers documents sont établis par une personne :

- présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés (les différents diagnostiqueurs possèdent les certifications adéquates – référence indiquée sur chacun des dossiers),
- ayant souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions (montant de la garantie de 300 000 € par sinistre et 500 000 € par année d'assurance),
- n'ayant aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents constituant le DDT.

Nous vous prions d'agréer, Maître, l'expression de nos salutations distinguées.

Geoffroy BOGUET
 CABINET GEOFFROY BOGUET

SCP ERIC BALDY

Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Rapport N° [REDACTED]



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
 N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
 Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
 Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
 Agrément DGNSR n° T340358 S2



Etat des Risques et Pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité et pollution des sols
! Attention ... s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état.
Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° **DDTM34-2015-09-05311**

du **01/02/2006**

mis à jour le **17/09/2015**

Adresse de l'immeuble

Résidence Lamarine 12 rue Alphonse de Lamarine

code postal ou Insee

34500

commune

BÉZIERS

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques naturels (PPRN)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N

¹ oui

non

prescrit

anticipé

approuvé

date

¹ Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

inondation

crue torrentielle

remontée de nappe

avalanche

cyclone

mouvement de terrain

sécheresse géotechnique

feux de forêt

séisme

volcan

autres

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte :

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN

² oui

non

² Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés

oui

non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M

³ oui

non

prescrit

anticipé

approuvé

date

³ Si oui, les risques miniers pris en considération sont liés à :

mouvement de terrain

autres

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte :

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM

⁴ oui

non

⁴ Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés

oui

non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR T prescrit et non encore approuvé

⁵ oui

non

⁵ Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :

effet toxique

effet thermique

effet de surpression

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé

oui

non

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte :

> L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement

oui

non

> L'immeuble est situé en zone de prescription

⁶ oui

non

⁶ Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés

oui

non

⁶ Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels

oui

non

l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

> L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en

zone 1

zone 2

zone 3

zone 4

zone 5

très faible

faible

modérée

moyenne

forte

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte du potentiel radon :

en application des articles R125-23 du code de l'environnement et R1333-29 du code de la santé publique, modifiés par le Décret n°2018-434 du 4 Juin 2018 L'immeuble se situe dans une Zone à Potentiel Radon

Significatif - Zone 3

Faible avec facteur de transfert - Zone 2

Faible - Zone 1

Information relative à la pollution des sols

> Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS)

NC *

oui

non

* Pas d'arrêté préfectoral disponible à ce jour

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T (catastrophe naturelle minière ou technologique)

> L'information est mentionnée dans l'acte de vente

oui

non

Vendeur / Bailleur

Acquéreur / Locataire

Date / Lieu

à

le

Modèle Etat des Risques et Pollutions

en application des articles 25-1, 25-2, 25-3 du Code de l'environnement

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Qui, quand et comment remplir l'état des risques et pollutions ?

Quelles sont les personnes concernées ?

• Au terme des articles L.125-5, L.125-6 et L.125-7 et R.125-23 à 27 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, des risques et des pollutions auxquels ce bien est exposé.

Un état des risques et pollutions, fondé sur les informations transmises par le Préfet de département, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente de ce bien immobilier qu'il soit bâti ou non bâti.

Quand faut-il établir un état des risques et pollutions ?

• L'état des risques et pollutions est obligatoire lors de toute transaction immobilière en annexe de tout type de contrat de location écrit, de réservation d'un bien en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente.

Quel est le champ d'application de cette obligation ?

• Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés :

1. dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet ;
2. dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers résiduels approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du Code de l'environnement ;
3. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques, d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou de risques miniers résiduels prescrit par le Préfet ;
4. dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement ;
5. dans un secteur d'information sur les sols ;
6. dans une commune à potentiel radon de niveau 3.

NB : Le terme bien immobilier s'applique à toute construction individuelle ou collective, à tout terrain, parcelle ou ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

Quels sont les documents de référence ?

• Pour chaque commune concernée, le préfet du département arrête :

- la liste des terrains présentant une pollution ;
- la liste des risques à prendre en compte ;
- la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.

• L'arrêté préfectoral comporte en annexe, pour chaque commune concernée :

1. la note de présentation du ou des plans de prévention ainsi que des secteurs concernés, excepté pour les plans de prévention des risques technologiques ;
2. un ou plusieurs extraits des documents graphiques permettant de délimiter les secteurs d'information sur les sols, les zones exposées aux risques pris en compte, de préciser leur nature et, dans la mesure du possible, leur intensité dans chacune des zones ou périmètres délimités ;
3. le règlement des plans de prévention des risques définissant notamment les prescriptions et obligations ;
4. le zonage réglementaire de sismicité : 2, 3, 4 ou 5 défini par décret ;
5. le zonage réglementaire à potentiel radon défini par décret.

Où consulter ces documents ?

- Le préfet adresse copie de l'arrêté au maire de chaque commune intéressée et à la chambre départementale de notaires de la commune.
- L'arrêté est affiché réglementairement en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.
- Un avis de publication de l'arrêté est inséré dans un journal diffusé dans le département.
- Les arrêtés sont mis à jour :
 - lors de la prescription d'un nouveau plan de prévention des risques naturels, miniers ou technologiques, de modifications relatives aux zones à risque ;
 - lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers résiduels, ou approuvant un plan de prévention des risques ou approuvant la révision d'un de ces plans ;
 - lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la sismicité locale, du potentiel radon, des secteurs d'information sur les sols, de la nature ou de l'intensité des risques auxquels se trouve exposée tout ou partie d'une commune.
- Les documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés en mairie des communes concernées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location. Ils sont directement consultables sur internet à partir du site de la préfecture de département.

Qui établit l'état des risques et pollutions ?

- L'état des risques et pollutions est établi directement par le vendeur ou le bailleur, le cas échéant avec l'aide d'un professionnel qui intervient dans la vente ou la location du bien.
- Il doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente du bien immobilier auquel il est annexé.
- Il est valable pour la totalité de la durée du contrat et de son éventuelle reconduction. En cas de co-location, il est fourni à chaque signataire lors de sa première entrée dans les lieux. Le cas échéant, il est actualisé en cas d'une entrée différée d'un des co-locataires .

Quelles informations doivent figurer ?

- L'état des risques et pollutions mentionne la sismicité, le potentiel radon, l'inscription dans un secteur d'information sur les sols et les risques naturels, miniers ou technologiques pris en compte dans le ou les plans de prévention prescrits appliqués par anticipation ou approuvés.
- Il mentionne si l'information relative à l'indemnisation post catastrophes et/ou celles spécifiques aux biens en dehors des logements, est mentionnée dans le contrat de vente ou de location.
- Il mentionne aussi la réalisation ou non des travaux prescrits vis-à-vis de l'immeuble par le règlement du plan de prévention des risques approuvé.
- Il est accompagné des extraits des documents graphiques de référence permettant de localiser le bien au regard des secteurs d'information des sols et des zonages réglementaires vis-à-vis des risques.
- Pour les biens autres que les logements concernés par un plan de prévention des risques technologiques, il est accompagné, en application de l'article R.125-26 et lorsque celle-ci a été reçue par le vendeur ou le bailleur, de l'information sur le type de risques auxquels le bien est soumis, ainsi que la gravité, la probabilité et la cinétique de ces risques.

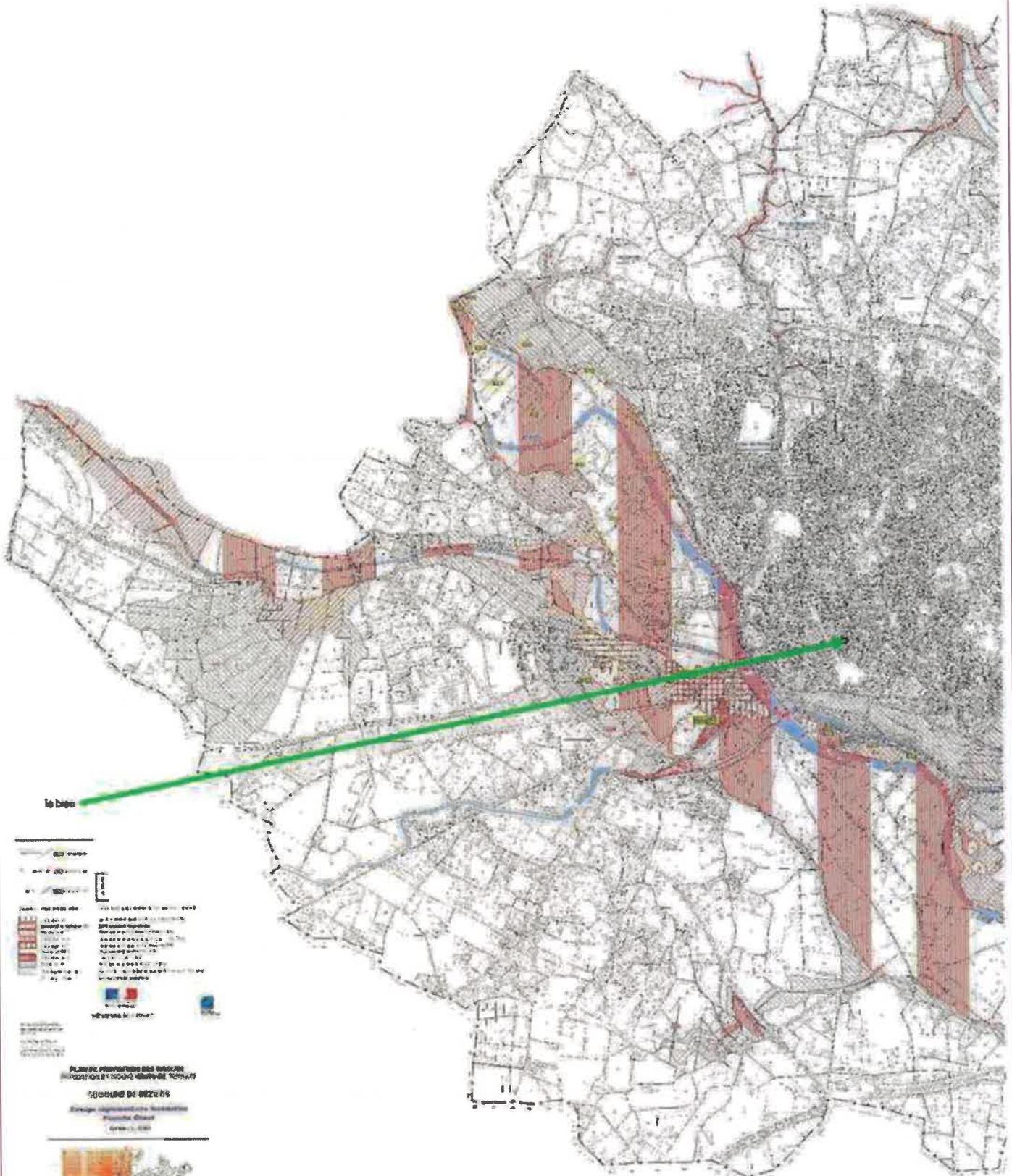
Comment remplir l'état des risques et pollutions ?

• Il faut d'une part reporter au bien, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral et dans les documents de référence et d'autre part, le compléter des cartographies et des informations propres à l'immeuble : sinistres indemnisés, prescription et réalisation de travaux.

Faut-il conserver une copie de l'état des risques et pollutions ?

• Le vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'état des risques et pollutions, daté et visé par l'acquéreur ou le locataire, pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail



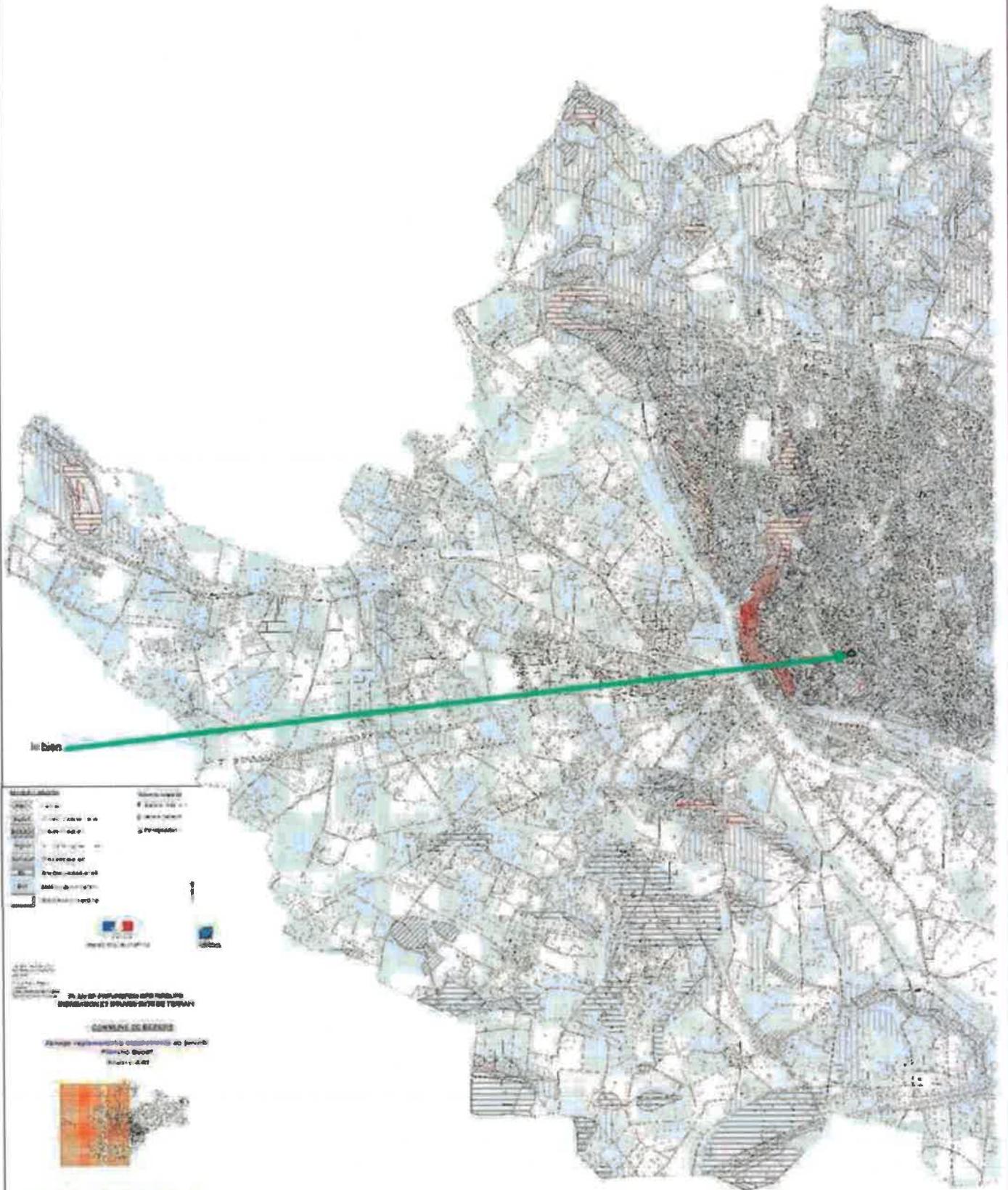


to be...

Publicité immobilière des communes
Département de l'Hérault

Stratégie d'implémentation des services
Municipaux de l'Hérault
Carte de 2008

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIER
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 00
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



Commune de Béziers
Mairie de Béziers
34500 Béziers
Téléphone : 04 67 28 43 00
Fax : 04 67 28 43 00
Email : mairie@beziers.fr

Commune de Béziers
Mairie de Béziers
34500 Béziers
Téléphone : 04 67 28 43 00
Fax : 04 67 28 43 00
Email : mairie@beziers.fr

Commune de Béziers
Mairie de Béziers
34500 Béziers
Téléphone : 04 67 28 43 00
Fax : 04 67 28 43 00
Email : mairie@beziers.fr

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIER
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Site des Entrepôts Consorts Minguez (ECM)

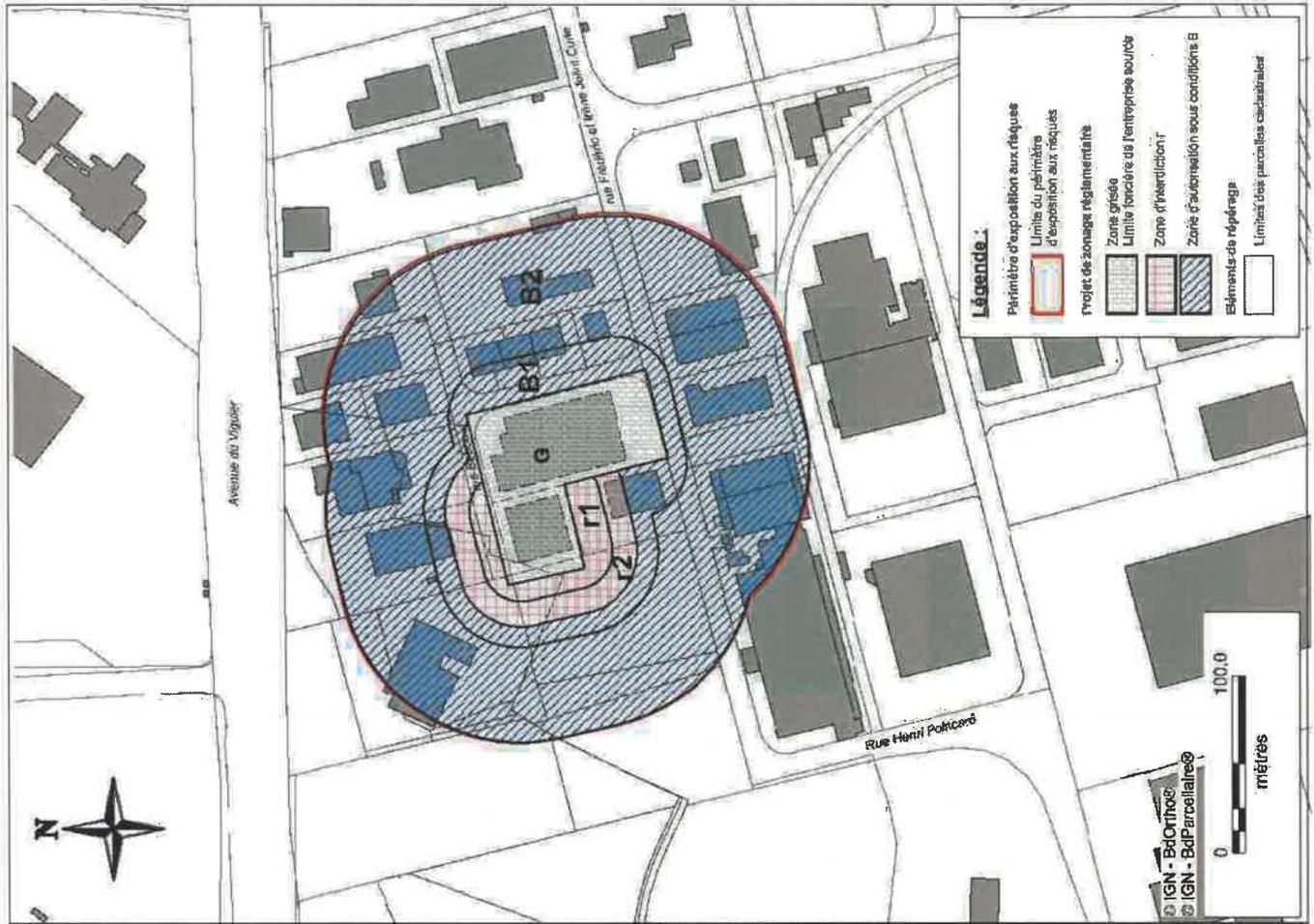
**Communes de
BEZIERS et VILLENEUVE-LES-BEZIERS**

2 - Plan de zonage réglementaire

Approuvé par arrêté préfectoral n° 2013-1-483 du 6 mars 2013

Procédure	Prescription	Enquête publique	Approbation
Elaboration	24 juin 2011	Du 5/11/2012 au 7/12/2012	08/03/2013

Echelle : 1/2500



SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huisier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huisier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



PREFET DE L'HERAULT

*Direction Départementale
des Territoires et de la Mer*
SERVICE EAU ET RISQUES
Unité Prévention des Risques Naturels
et Technologiques

Arrêté n°DDTM34-2013-06-03219 portant Information des Acquéreurs et Locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologique majeurs

**Le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon,
Préfet de l'Hérault,**

COMMUNE DE BEZIERS

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27 ;

Vu l'arrêté préfectoral relatif à la liste des communes de l'Hérault où s'applique l'article L125-5 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013-I-483 du 06 mars 2013 approuvant le plan de prévention des risques technologiques autour du site Entrepôt Consorts Minguez sur le territoire des communes de BEZIERS et de VILLENEUVE-LES-BEZIERS,

Considérant qu'il convient de modifier le dossier communal d'information.

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur le territoire de la commune sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la mention des risques naturels et des risques technologiques pris en compte,
- l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer (note de présentation, règlement et documents graphiques des PPRN approuvés)

Ce dossier est librement consultable en préfecture, sous-préfectures et mairie.

Il est accessible sur le site Internet de la préfecture à l'adresse :

<http://www.herault.pref.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques>

ARTICLE 2 :

Ces informations seront mises à jour selon les modalités prévues par l'article R125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Un exemplaire du présent arrêté et du dossier d'information est adressé au maire et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie. Mention de l'arrêté et des modalités et de sa consultation sera annexé dans un journal diffusé dans le département

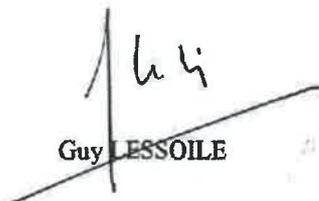
ARTICLE 4:

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 5:

Mesdames et Messieurs le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements, la directrice départementale des territoires et de la mer et le maire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montpellier, le 04 Juin 2013
La Directrice Départementale des Territoires et de
la Mer de l'Hérault et par délégation,
Le Chef du Service Eau et Risques


Guy LESSOILE

DDTM 34 - Horaires d'ouverture : 9h00-11h30 / 14h00-16h30
Bâtiment Ozone, 181 place Ernest Grenier - CS 60 556 - 34 064 Montpellier cedex 02

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémy MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERES
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



Préfet de l'Hérault

Commune de **BEZIERS**

Informations sur les risques naturels et technologiques
pour l'application des I, II, III de l'article L 125-5 du code de l'environnement

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° 2006/01/363

du 01 février 2006

mis à jour le 04 juin 2013 AP DDTM34-2013-06-03219

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels prévisibles [PPR n]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

oui non

PPR APPROUVE

date 16 juin 2010

aléa Multirisques Inondation et
Mouvements de terrains

date

aléa

date

aléa

date

aléa

date

aléa

Les documents de référence sont :

Cartes des zonages réglementaires – Règlement s- Rapports de présentation du PPR approuvés

Consultable sur Internet Consultable sur Internet Consultable sur Internet

3. Situation de la commune au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

oui non

PPR approuvé MINGUEZ

date 06 mars 2013

effet Toxique et thermique

PPR prescrit SBM-GATTECHIN

date 24 Juin 2011

effet Toxique thermique surpression

date

effet

Les documents de référence sont :

Carte du périmètre du PPR Prescrit

Consultable sur Internet

Carte du zonage réglementaire – Règlement – Rapport de présentation du PPR approuvé

Consultable sur Internet Consultable sur Internet

4. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

Forte	Moyenne	Modérée	Faible	Très faible
zone 5	zone 4	zone 3	zone 2 X	zone 1

pièces jointes

5. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

Cartes des zonages réglementaires

Carte du périmètre du PPR Prescrit

6. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site portail www.prim.net dans la rubrique « Ma commune face aux risques »

Date 04 Juin 2013

Le préfet de département
SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Assoc.
Jérémié MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIER
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Etat des nuisances sonores aériennes

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostic technique - DDT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être **annexé** à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° du mis à jour le

Adresse de l'immeuble	code postal ou Insee	commune
Résidence Lamartine 12 rue Alphonse de Lamartine	34500	BÉZIERS

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB ¹ oui non
révisé approuvé date

¹ Si oui, nom de l'aérodrome :

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation ² oui non
² Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PEB ¹ oui non
révisé approuvé date

¹ Si oui, nom de l'aérodrome :

Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

> L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :
zone A¹ zone B² zone C³ zone D⁴
forte forte modérée

¹ (intérieur de la courbe d'indice Lden 70)

² (entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 celle et 62)

³ (entre la limite extérieure de la zone B et la courbe d'indice Lden choisie entre 57 et 55)

⁴ (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés à l I de l'article 1609 quatercivies A du code général des impôts.(et sous réserve des dispositions de l'article L.112-9 du code de l'urbanisme pour les aérodromes dont le nombre de créneaux horaires attribuables fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture).

Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances présent en compte

Le plan d'exposition au bruit est consultable sur le site Internet du Géoportail de l'institut national de l'information géographique et forestière (I.G.N) à l'adresse suivante : <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au->

[bruit-peb](#)

Le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de ...
peut être consulté à la mairie de la commune de ... **BÉZIERS**
où est sis l'immeuble.

Vendeur / Bailleur

BALDY Eric

Acquéreur / Locataire

Date / Lieu 06/07/2021

à

SÈTE

information sur les nuisances sonores aériennes
pour en savoir plus consultez le site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire
<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/>

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémy MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

**RAPPORT DE MISSION DE REPERAGES DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE POUR L'ETABLISSEMENT DU CONSTAT
ETABLI A L'OCCASION DE LA VENTE D'UN IMMEUBLE BATI**Articles R.1334-29-7, R.1334-14, R.1334-15 et 16, R.1334-20 et 21 du Code de la Santé Publique (introduits par le Décret n°2011-629 du 3 juin 2011) ;
Arrêtés du 12 décembre 2012 ;

A	INFORMATIONS GENERALES	
A.1	DESIGNATION DU BATIMENT	
Nature du bâtiment : Cave		
Cat. du bâtiment : Autres		Propriété de: [REDACTED]
Nombre de Locaux : 1		[REDACTED]
Etage : Sous-sol		[REDACTED]
Numéro de Lot : NC		[REDACTED]
Référence Cadastrale : MP - 642		
Date du Permis de Construire : Non communiquée		
Adresse : Résidence Lamartine 12 rue Alphonse de Lamartine 34500 BÉZIERS		
A.2	DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE	
Nom :	Maître BALDY Eric	Documents fournis : Néant
Adresse :	3 rue Guibal 34500 BÉZIERS	Moyens mis à disposition : Néant
Qualité :	Huissiers	
A.3	EXECUTION DE LA MISSION	
Rapport N°	[REDACTED]	Date d'émission du rapport : 16/07/2021
Le repérage a été réalisé le :	15/07/2021	Accompagnateur : L'huissier
Par :	AZAIS régis	Laboratoire d'Analyses : Eurofins Analyse pour le Bâtiment Sud
N° certificat de qualification :	C0400	Adresse laboratoire : 75 chemin de Sommières 30310 VERGÈZE
Date d'obtention :	01/10/2017	Numéro d'accréditation : 1 - 5922
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :	LCC-Qualixpert 24 Rue Henri IV 81100 CASTRES	Organisme d'assurance professionnelle : AXA
Date de commande :	15/07/2021	Adresse assurance : 313 terrasse de l'Arche 92727 NANTERRE CEDEX
		N° de contrat d'assurance : 10592956604
		Date de validité : 31/12/2021
B	CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR	
Signature et Cachet de l'entreprise	Date d'établissement du rapport : Fait à SÈTE le 16/07/2021 Cabinet : CABINET GEOFFROY BOGUET Nom du responsable : BOGUET Geoffroy Nom du diagnostiqueur : AZAIS régis	

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

Ce rapport ne peut être utilisé pour satisfaire aux exigences du repérage avant démolition ou avant travaux.

Rapport N° : [REDACTED]



INFORMATIONS GENERALES.....1
DESIGNATION DU BATIMENT1
DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE.....1
EXECUTION DE LA MISSION1
CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR.....1
SOMMAIRE2
CONCLUSION(S)3
LISTE DES LOCAUX NON VISITES ET JUSTIFICATION3
LISTE DES ELEMENTS NON INSPECTES ET JUSTIFICATION.....3
PROGRAMME DE REPERAGE.....3
LISTE A DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-20).....3
LISTE B DE L'ANNEXE 13-9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (ART R.1334-21).....3
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE4
RAPPORTS PRECEDENTS4
RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE4
LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION4
DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE4
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR.....4
LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE4
LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.....5
RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (MATERIAUX NON VISES PAR LA LISTE A OU LA LISTE B DE L'ANNEXE 13/9 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE).....5
COMMENTAIRES5
ELEMENTS D'INFORMATION5
ANNEXE 1 – CROQUIS.....6
ANNEXE 2 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.....7

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Amiante



D CONCLUSION(S)

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante

Liste des locaux non visités et justification

Aucun

Liste des éléments non inspectés et justification

Aucun

E PROGRAMME DE REPERAGE

La mission porte sur le repérage de l'amiante dans les éléments suivants (liste A et liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique) :

Liste A de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-20)

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

L'opérateur communiquera au préfet les rapports de repérage de certains établissements dans lesquels il a identifié des matériaux de la liste A contenant de l'amiante dégradés, qui nécessitent des travaux de retrait ou confinement ou une surveillance périodique avec mesure d'empoussièrement. Cette disposition a pour objectif de mettre à la disposition des préfets toutes les informations utiles pour suivre ces travaux à venir et le respect des délais. Parallèlement, le propriétaire transmettra au préfet un calendrier de travaux et une information sur les mesures conservatoires mises en œuvre dans l'attente des travaux. Ces transmissions doivent également permettre au préfet d'être en capacité de répondre aux cas d'urgence (L.1334-16)

Liste B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique (Art R.1334-21)

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...) Clapets/volets coupe-feu Portes coupe-feu. Vide-ordures.	Conduits, enveloppes de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
4. Éléments extérieurs	
Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémy MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Rapport N° : [REDACTED]

3/8



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B –
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



F CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Date du repérage : 15/07/2021

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante selon la liste citée au programme de repérage.

Conditions spécifiques du repérage :

Ce repérage est limité aux matériaux accessibles sans travaux destructifs c'est-à-dire n'entraînant pas de réparation, remise en état ou ajout de matériau ou ne faisant pas perdre sa fonction au matériau.

En conséquence, les revêtements et doublages (des plafonds, murs, sols ou conduits) qui pourraient recouvrir des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante ne peuvent pas être déposés ou détruits.

Procédures de prélèvement :

Les prélèvements sur des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante sont réalisés en vertu des dispositions du Code du Travail.

Le matériel de prélèvement est adapté à l'opération à réaliser afin de générer le minimum de poussières. Dans le cas où une émission de poussières est prévisible, le matériau ou produit est mouillé à l'eau à l'endroit du prélèvement (sauf risque électrique) et, si nécessaire, une protection est mise en place au sol ; de même, le point de prélèvement est stabilisé après l'opération (pulvérisation de vernis ou de laque, par exemple).

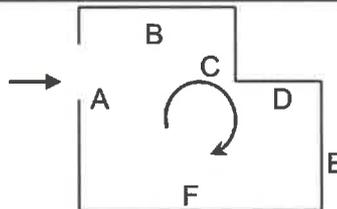
Pour chaque prélèvement, des outils propres et des gants à usage unique sont utilisés afin d'éliminer tout risque de contamination croisée. Dans tous les cas, les équipements de protection individuelle sont à usage unique.

L'accès à la zone à risque (sphère de 1 à 2 mètres autour du point de prélèvement) est interdit pendant l'opération. Si l'accompagnateur doit s'y tenir, il porte les mêmes équipements de protection individuelle que l'opérateur de repérage.

L'échantillon est immédiatement conditionné, après son prélèvement, dans un double emballage individuel étanche.

Les informations sur toutes les conditions existantes au moment du prélèvement susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des analyses (environnement du matériau, contamination éventuelle, etc.) seront, le cas échéant, mentionnées dans la fiche d'identification et de cotation en annexe.

Sens du repérage pour évaluer un local :



G RAPPORTS PRECEDENTS

Aucun rapport précédemment réalisé ne nous a été fourni.

H RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

LISTE DES PIECES VISITEES/NON VISITEES ET JUSTIFICATION

N°	Local / partie d'immeuble	Etage	Visitée	Justification
1	Cave	Sous-sol	OUI	

DESCRIPTION DES REVETEMENTS EN PLACE AU JOUR DE LA VISITE

N° Local	Local / Partie d'immeuble	Etage	Elément	Zone	Revêtement
1	Cave	Sous-sol	Murs	Toutes zones	Brique
			Plancher haut (plafond)	Plafond	Hourdis
			Plancher bas (sol)	Sol	Béton

LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, SUR DECISION DE L'OPERATEUR

Néant

LA LISTE DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE, APRES ANALYSE

Néant

Rapport N°



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS - EURL au capital de 8000 €
 N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
 Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
 Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
 Agrément DGNSR n° T340358 S2

ERIC BALDY
 Huissier de Justice Associé
Jeremie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Gulbal - 34500 BEZIERS 4/8
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 88
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr
 FNAM
 COAL-APT

LA LISTE DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE, MAIS N'EN CONTENANT PAS.

Néant

RESULTATS HORS CHAMP D'INVESTIGATION (matériaux non visés par la liste A ou la liste B de l'annexe 13/9 du code de la santé publique)

Néant

LEGENDE

Présence	A : Amiante	N : Non Amianté	a? : Probabilité de présence d'Amiante	
Etat de dégradation des Matériaux	F, C, FP	BE : Bon état	DL : Dégradations locales	ME : Mauvais état
	Autres matériaux	MND : Matériau(x) non dégradé(s)		MD : Matériau(x) dégradé(s)
Obligation matériaux de type Flocage, calorifugeage ou faux-plafond (résultat de la grille d'évaluation)	1 Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation			
	2 Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement			
	3 Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement			
Recommandations des autres matériaux et produits. (résultat de la grille d'évaluation)	EP Evaluation périodique			
	AC1 Action corrective de premier niveau			
	AC2 Action corrective de second niveau			

COMMENTAIRES

Néant

I ELEMENTS D'INFORMATION

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires), et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes, renseignez-vous auprès de votre mairie ou votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous consultez la base de données «déchets» gérée par l'ADEME directement accessible sur le site Internet www.sinoe.org

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Amiante

Rapport N° [REDACTED]

5/8

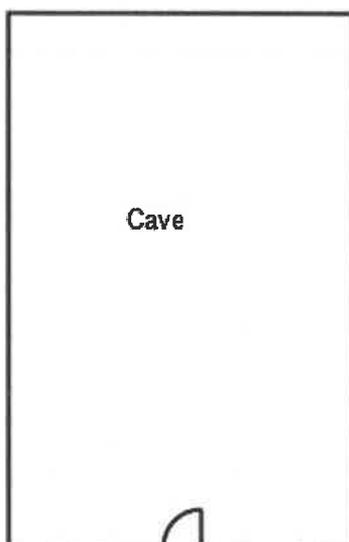


BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
 N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
 Membre de l'UNCTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
 Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
 Agrément DGNSR n° T340358 S2



ANNEXE 1 – CROQUIS

PLANCHE DE REPERAGE USUEL			
N° dossier :	[REDACTED]		
N° planche :	1/1	Version : 0	Type : Croquis
Adresse de l'immeuble :	Résidence Lamartine 12 rue Alphonse de Lamartine 34500 BÉZIERS		
Origine du plan :	Cabinet de diagnostics		Bâtiment – Niveau : Croquis N°1



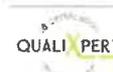
SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Rapport N° [REDACTED]

6/8



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
 N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
 Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
 Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 1059295604
 Agrément DGNSR n° T340358 S2



Amiante

ANNEXE 2 – RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

Les recommandations générales de sécurité (Arrêté du 21 décembre 2012)

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrément important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

Rapport N°



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNCTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2

SCP ERIC BALDY 718
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal 34500 BEZIERS
Tél : 04 67 28 80 81 Fax : 04 67 28 00 81
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

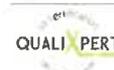
Amiante

Rapport N°

8/8



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 0023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



ETAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES

Arrêté du 29 mars 2007 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, Arrêté du 7 décembre 2011, Arrêté du 14 décembre 2009, Article L 133-6 du code de la construction et de l'habitation. Norme NF P 03-201 de février 2016.

A DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

- Localisation du ou des bâtiments

Désignation du ou des lots de copropriété : **Cave**

Adresse :

Résidence Lamartine**12 rue Alphonse de Lamartine
34500 BÉZIERS**Nombre de Pièces : **1**Numéro de Lot : **NC**Référence Cadastre : **MP - 642**Descriptif du bien : **Cave en sous-sol de résidence .**Encombrement constaté : **Néant**

Situation du lot ou des lots de copropriété

Etage : **Sous-sol**Mitoyenneté : **OUI** Bâti : **OUI**Document(s) joint(s) : **Néant**

Le site se situe dans une zone délimitée par arrêté préfectoral comme étant infestée par les termites ou susceptible de l'être à court terme.

B DESIGNATION DU CLIENT

- Désignation du client

Nom / Prénom : **Maitre BALDY Eric**Qualité : **Huissiers**Adresse : **3 rue Guibal****34500 BÉZIERS**Nom et qualité de la (des) personne(s) présentes sur le site lors de la visite : **L'huissier****C DESIGNATION DE L'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC**

- Identité de l'opérateur de diagnostic

Nom / Prénom : **AZAIS régis**

Raison sociale et nom de l'entreprise :

EURL CABINET GEOFFROY BOGUETAdresse : **2 bis quai de la Dunette 34200 SÈTE**N° siret : **501 826 770 00023**N° certificat de qualification : **C0400**Date d'obtention : **01/10/2017**Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : **LCC-Qualixpert**Organisme d'assurance professionnelle : **AXA**N° de contrat d'assurance : **10592956604**Date de validité du contrat d'assurance : **31/12/2021**

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BÉZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

D IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DE BATIMENTS VISITES ET DES ELEMENTS INFESTES OU AYANT ETE INFESTES PAR LES TERMITES ET CEUX QUI NE LE SONT PAS :

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, Parties d'Ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du Diagnostic d'Infestation (3) *
Sous-sol		
Cave	Murs - Brique	Absence d'indice.
	Plancher haut (plafond) - Hourdis	Absence d'indice.
	Porte - Bois	Absence d'indice.
	Plancher bas (sol) - Béton	Absence d'indice.

LEGENDE	
(1)	Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.
(2)	Identifier notamment : Ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes, ...
(3)	Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature
*	Absence d'indice = absence d'indice d'infestation de termites.

E IDENTIFICATION DES BATIMENTS ET PARTIES DU BATIMENTS (PIECES ET VOLUMES) N'AYANT PU ETRE VISITES ET JUSTIFICATION

Néant

F IDENTIFICATION DES OUVRAGES, PARTIES D'OUVRAGES ET ELEMENTS QUI N'ONT PAS ETE EXAMINES ET JUSTIFICATION

Néant

G MOYENS D'INVESTIGATION UTILISES

1. examen visuel des parties visibles et accessibles :

Recherche visuelle d'indices d'infestations (cordonnets ou galeries-tunnels, termites, restes de termites, dégâts, etc.) sur les sols, murs, cloisons, plafonds et ensemble des éléments de bois.

Examen des produits celluloseux non rattachés au bâti (débris de bois, planches, cageots, papiers, cartons, etc.), posés à même le sol et recherche visuelle de présence ou d'indices de présence (dégâts sur éléments de bois, détérioration de livres, cartons, etc.) ;

Examen des matériaux non celluloseux rattachés au bâti et pouvant être altérés par les termites (matériaux d'isolation, gaines électriques, revêtement de sol ou muraux, etc.) ;

Recherche et examen des zones propices au passage et/ou au développement des termites (caves, vides sanitaires, réseaux, arrivées et départs de fluides, regards, gaines, câblages, ventilation, joints de dilatation, espaces créés par le retrait entre les différents matériaux, fentes des éléments porteurs en bois, etc.).

2. sondage mécanique des bois visibles et accessibles :

Sondage non destructif de l'ensemble des éléments en bois. Sur les éléments en bois dégradés les sondages sont approfondis et si nécessaire destructifs. Les éléments en bois en contact avec les maçonneries doivent faire l'objet de sondages rapprochés. Ne sont pas considérés comme sondages destructifs des altérations telles que celles résultant de l'utilisation de poinçons, de lames, etc.

L'examen des meubles est aussi un moyen utile d'investigation.

3. Matériel utilisé :

Poinçon, échelle, lampe torche...

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

H CONSTATATIONS DIVERSES

NOTE Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précises. Si le donneur d'ordre le souhaite il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF P 03-200.

Rapport N°

2/4



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
 N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
 Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
 Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
 Agrément DGNSR n° T340358 S2



RESULTATS

Le présent examen fait état d'absence de termites le jour de la visite.

NOTE

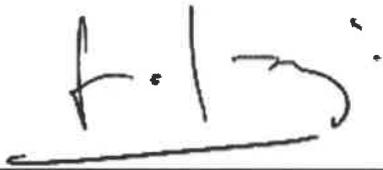
Conformément à l'article L 133-6 du Livre Ier, Titre III, Chapitre III du code de la construction et de l'habitation, cet état du bâtiment relatif à la présence de termites est utilisable jusqu'au 15/01/2022.

Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

CACHET DE L'ENTREPRISE

Signature de l'opérateur



Référence :

Fait à : **SÈTE** le : **16/07/2021**
Visite effectuée le : **15/07/2021**
Durée de la visite : **0 h 15 min**
Nom du responsable : **BOGUET Geoffroy**
Opérateur : Nom : **AZAIS**
Prénom : **régis**

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

NOTE 1 Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF P 03-200 ;

NOTE 2 Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L 133-4 et R 133-3 du code de la construction et de l'habitation.

NOTE 3: Conformément à l'article L 271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

Rapport N° : [REDACTED]

3/4

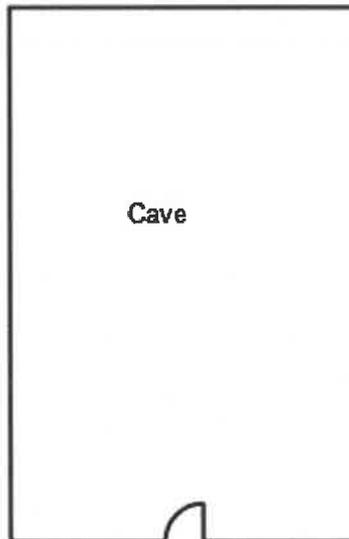


BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



DOCUMENTS ANNEXES

Croquis N°1



SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Etat du bâtiment relatif à la présence de termites

CERTIFICAT DE SUPERFICIE

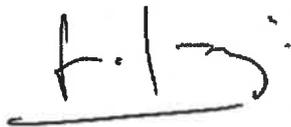
Loi 96-1107 du 18 décembre 1996 et décret n° 97-532 du 23 mai 1997.

A DESIGNATION DU BATIMENT	
Nature du bâtiment : Cave	Adresse : Résidence Lamartine
Nombre de Pièces : 1	12 rue Alphonse de Lamartine
Étage : Sous-sol	34500 BÉZIERS
Numéro de lot : NC	Propriété de: [REDACTED]
Référence Cadastre : MP - 642	[REDACTED]
	Mission effectuée le : 15/07/2021
	Date de l'ordre de mission : 15/07/2021
	N° Dossier : [REDACTED]
Le Technicien déclare que la superficie du bien ci-dessus désigné, concerné par la loi 96-1107 du 18/12/96 est égale à :	
Total : 0,00 m² (zéro)	

B DETAIL DES SURFACES PAR LOCAL			
Pièce ou Local	Étage	Surface Loi Carrez	Surface Hors Carrez
Cave	Sous-sol	0,000 m ²	4,130 m ²
Total		0,000 m²	4,130 m²

La présente mission rend compte de l'état des superficies des lots désignés à la date de leur visite. Elle n'est valable que tant que la structure et la disposition des pièces ne sont pas transformées par des travaux. La vérification de la conformité au titre de propriété et au règlement de copropriété n'entre pas dans le cadre de la mission et n'a pas été opérée par le technicien. Le présent certificat vaut uniquement pour le calcul de la surface totale. Le détail des surfaces ne vous est communiqué par CABINET GEOFFROY BOGUET qu'à titre indicatif.

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité, et avec l'accord écrit de son signataire.



Le Technicien :
régis AZAIS

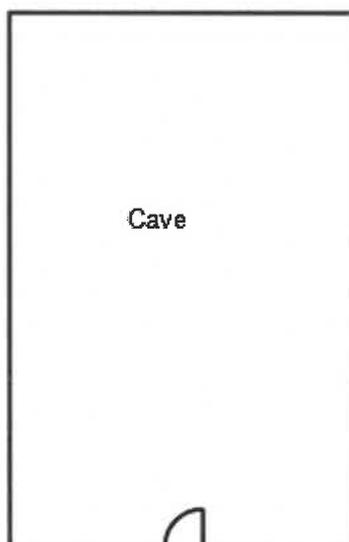
à SÈTE, le 16/07/2021

Nom du responsable :
BOGUET Geoffroy

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémy MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

DOCUMENTS ANNEXES

Croquis N°1



SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIER
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

Rapport N° : [REDACTED]

2/2



BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS – EURL au capital de 8000 €
N° SIRET : SETE 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B-
Membre de l'UNECTPI : Union Nationale des Experts Certifiés & Techniciens en Parasitologie Immobilière
Titulaire d'une assurance professionnelle AXA 10592956604
Agrément DGNSR n° T340358 S2



NOTE DE SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS**RAPPORT N°** [REDACTED]*Document ne pouvant en aucun cas être annexé à un acte authentique***INFORMATIONS GÉNÉRALES**

Type de bien : Cave Nombre de pièces : 1 Étage: Sous-sol	Lot N° : NC
Adresse : Résidence Lamartine 12 rue Alphonse de Lamartine 34500 BÉZIERS	Réf. Cadastre : MP - 642
Propriétaire : [REDACTED]	Bâti : Oui Mitoyenneté : Oui
	Date du permis de construire : Non communiquée Date de construction : Non communiquée

CONSTAT AMIANTE

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante

ÉTAT DU BATIMENT RELATIF A LA PRESENCE DE TERMITES

Le présent examen fait état d'absence de termites le jour de la visite.

CERTIFICAT DE SUPERFICIE

Superficie totale :

4,130 m²

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jéréme MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIER
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

SYNTHESE DES ATTESTATIONS**RAPPORT N°** [REDACTED]**Attestation d'assurance****ATTESTATION**

D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE Contrat n° 10592956604

Responsabilité civile Professionnelle
Diagnostic Technicien Immobilier

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le siège social est situé 313 Terrasses de l'Arche – 92727 HANTERRE Cédex, attestons que la :

BASSIN DE THAU DIAGNOSTICS IMMOBILIERS
2 BIS QUAI DE LA DUNETTE
34200 SETE
Adhérent n°033

A adhéré par l'intermédiaire de LSN Assurances, 1 rue des Italiens 75433 Paris Cedex 09, au contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle n°10592956604.

Garantisant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile Professionnelle de la société de Diagnostic Technicien Immobilier désignée ci-dessus dans le cadre des activités listées ci-après, nous réserve qu'elles soient réalisées par des personnes disposant des certificats de compétence en cours de validité exigés par la réglementation et des attestations de formation, d'accréditation, d'agrément ou sans contratuel.

CATEGORIE 1 couvrant les activités couramment exercées par les diagnostiqueurs immobiliers

- Diagnostic de performance énergétique (DPE) (DPE sans mention),
- Diagnostic de performance énergétique des maisons individuelles (DPE sans mention),
- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP) (plomb sans mention),
- Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante (amiante sans mention),
- Contrôle périodique de l'amiante (amiante sans mention),
- Dossier technique amiante (amiante sans mention),
- Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment,
- Etat parasitaire, insectes xylophages et champignons lignivores dont Mérule, (dont attestation spécifique pour le Mérule)
- L'état de l'installation intérieure de gaz,
- L'état de l'installation intérieure d'électricité,
- L'état d'installation d'assainissement non collectif,
- Assainissement collectif,
- L'état des risques et des pollutions (ERP),
- L'information sur la présence d'un risque de mérule,
- Certificats de surface – Bien à la vente (Loi Carrez),

AXA France IARD S.A.
Siège social : 313 Terrasses de l'Arche - 92727 Hanterre Cedex 09
SIRET : 501 826 770 00023 - Code NAF 7120 B
Régistrée au RCS de Sète sous le numéro 10592956604
Détachée de l'assurance au 01/01/2014 - n° 10592956604 - n° 10592956604

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

- Certificats de surface – Bien à la location (Loi Boutin),
- Vérifications de conformité de la sécurité des piscines,
- Document Unique d'évaluation des risques pour syndics de copropriété,
- Diagnostic humidité,
- Etats des lieux locatifs (des parties privatives),
- Assistance à la livraison de biens neufs,
- Activité de vente et ou installation des détecteurs automatiques de fumée (DAAF) sans travaux d'électricité et sans maïeutisme,
- Certificat de logements décents, Normes d'habitabilité [notamment dans le cadre des dispositifs spéciaux de type de Robien, Scellier, Prêts conventionnés – prêts à taux zéro –],
- Délivrance de l'attestation de prise en compte de la RT 2012. (DPE sans mention)
- DPE en vue de l'obtention d'un Prêt à taux zéro (DPE sans mention),
- Vérification de l'installation électrique du logement dans le cadre du tâté travail,

Le montant de la garantie Responsabilité Civile Professionnelle est fixé à :
500 000 € par sinistre et 3 000 000 € par année d'assurance.

LA PRÉSENTE ATTESTATION EST VALABLE POUR LA PÉRIODE DU 01/01/2021 AU 31/12/2021 INCLUS
SOUS RÉSERVE DES POSSIBILITÉS DE SUSPENSION OU DE RESILIATION EN COURS D'ANNÉE
D'ASSURANCE POUR LES CAS PREVUS PAR LE CODE DES ASSURANCES OU PAR LE CONTRAT.

LA PRÉSENTE ATTESTATION NE PEUT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES, DES CLAUSES ET
DES CONDITIONS DU CONTRAT AUXQUELLES ELLE SE REFERE.

Fait à NAMPTERRE le 29/12/2020
Pour servir et valoir ce que de droit.
POUR L'ASSUREUR :
LSN, par délégation de signature :



AXA France IARD SA
Siège social : 121, rue de Valenciennes 92000 Nanterre Cedex
Etablissement agréé par le Daire des assurances - N°14 assurance professionnelle n° 14 121 287 165
Date d'entrée en vigueur de la loi n° 96-553 du 6 juillet 1996 - voir pour les garanties prévues par l'Assurance

Certification

QUALIXPERT Certifié N° CG400
Monsieur Régis AZAIS

Certifié dans le cadre du processus de certification PRIS
conformément aux exigences de la norme NF X 50-114
7 performances 2008-2020 (du 10 au 31 juin 2020 et au début
2009-2014 du 05 septembre 2020).

avec (et/ou éventuelle) subvention(s) :

Etat des installations techniques d'électricité	Certificat valable Du 19/12/2019 au 19/12/2020	Arrêté du 8 juillet 2009 relatif à la certification des entreprises des personnes physiques réalisant l'état de l'installation électrique et receivable et les conseils d'entretien des entreprises de cordons
Requête après travaux	Certificat valable Du 01/10/2017 au 30/09/2022	PRIS du 22 juillet 2016 établissant les critères de certification des entreprises des personnes physiques opérant des opérations d'entretien préventif de l'état de conservation des installations et grands composants de l'habitat, et d'entretien visant après travaux dans les immeubles bâtis et les autres d'exploitation des entreprises de certification
Diagnostic de performance énergétique individuel	Certificat valable Du 06/06/2017 au 30/09/2022	Arrêté du 16 octobre 2008 relatif à la certification des entreprises des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique au préalable de tout acte de la réglementation thermique, et les critères d'attribution des entreprises de certification
Etat des installations techniques de gaz	Certificat valable Du 26/02/2017 au 26/02/2022	Arrêté du 05 avril 2007 relatif à la certification des entreprises des personnes physiques réalisant l'état de l'installation électrique et les conseils d'entretien des entreprises de certification
Constat de risque d'explosion au plomb	Certificat valable Du 01/10/2017 au 30/09/2022	Arrêté du 21 novembre 2006 relatif à la certification des entreprises des personnes physiques réalisant les constatations de risque d'explosion au plomb, des diagnostics de risque d'explosion par le plomb des produits en des bâtiments sans plomb au préalable de la vente, et les critères d'attribution des entreprises de certification
Etat relatif à la présence de plomb dans le bâtiment ancien	Certificat valable Du 01/10/2017 au 30/09/2022	Arrêté du 25 octobre 2006 relatif à la certification des entreprises des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de plomb dans le bâtiment et les critères d'attribution des entreprises de certification

Date d'établissement le jeudi 08 décembre 2018
Marjorie ALBERT
Directrice Administrative

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



SÈTE le lundi 9 août 2021

Référence Rapport : [REDACTED]
 Objet : ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Adresse du bien : Résidence Lamartine
 12 rue Alphonse de Lamartine
 34500 BÉZIERS

Type de bien : Cave
 Date de la mission : 15/07/2021

Maître,

Conformément à l'article R.271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, je soussigné, Geoffroy BOGUET , atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard des articles L.271-6 et disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le Dossier de Diagnostic Technique (DDT).

Ainsi, ces divers documents sont établis par une personne :

- présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés (les différents diagnostiqueurs possèdent les certifications adéquates – référence indiquée sur chacun des dossiers),
- ayant souscrit une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions (montant de la garantie de 300 000 € par sinistre et 500 000 € par année d'assurance),
- n'ayant aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents constituant le DDT.

Nous vous prions d'agréer, Maître, l'expression de nos salutations distinguées.

Geoffroy BOGUET
 CABINET GEOFFROY BOGUET

SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



ERIC BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémy MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal 34600 BEZIERS
Tél : 04 67 24 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : eric.baldy@huissier-justice.fr



2

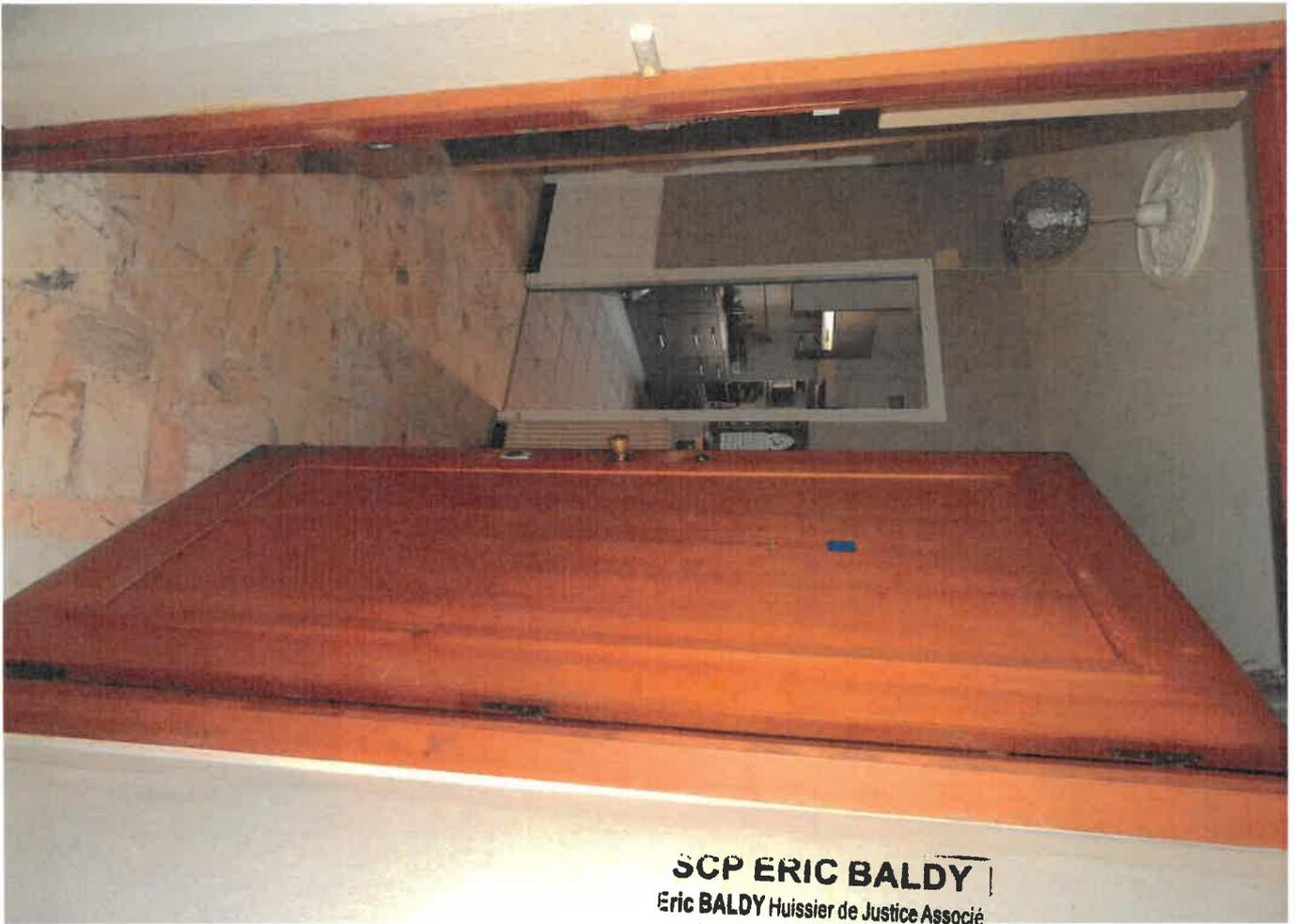


3

ERIC BALDY
ERIC BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémié MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 26 00 8
Mail : sco@eric.baldy.huissier-de-justice.fr



4



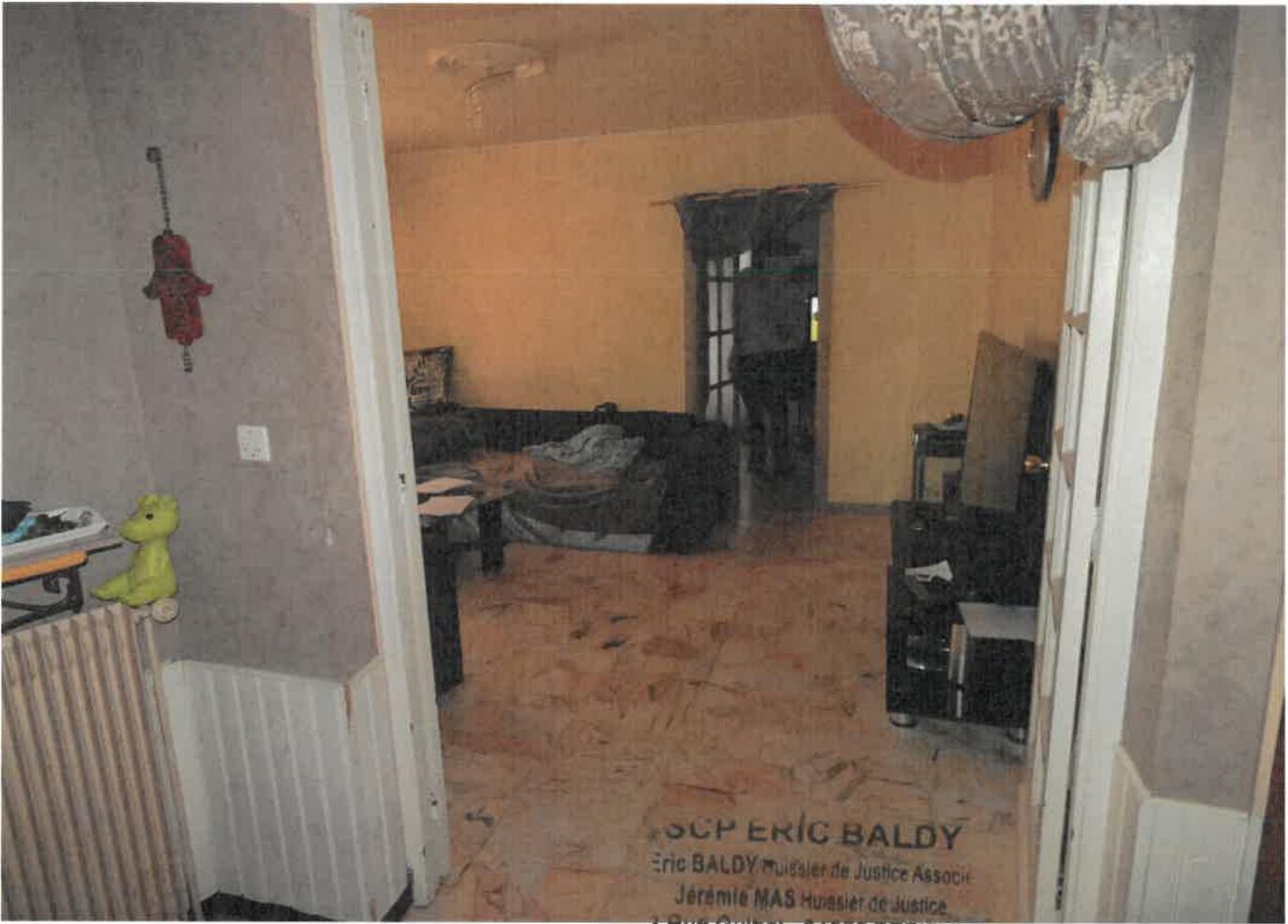
5

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



6

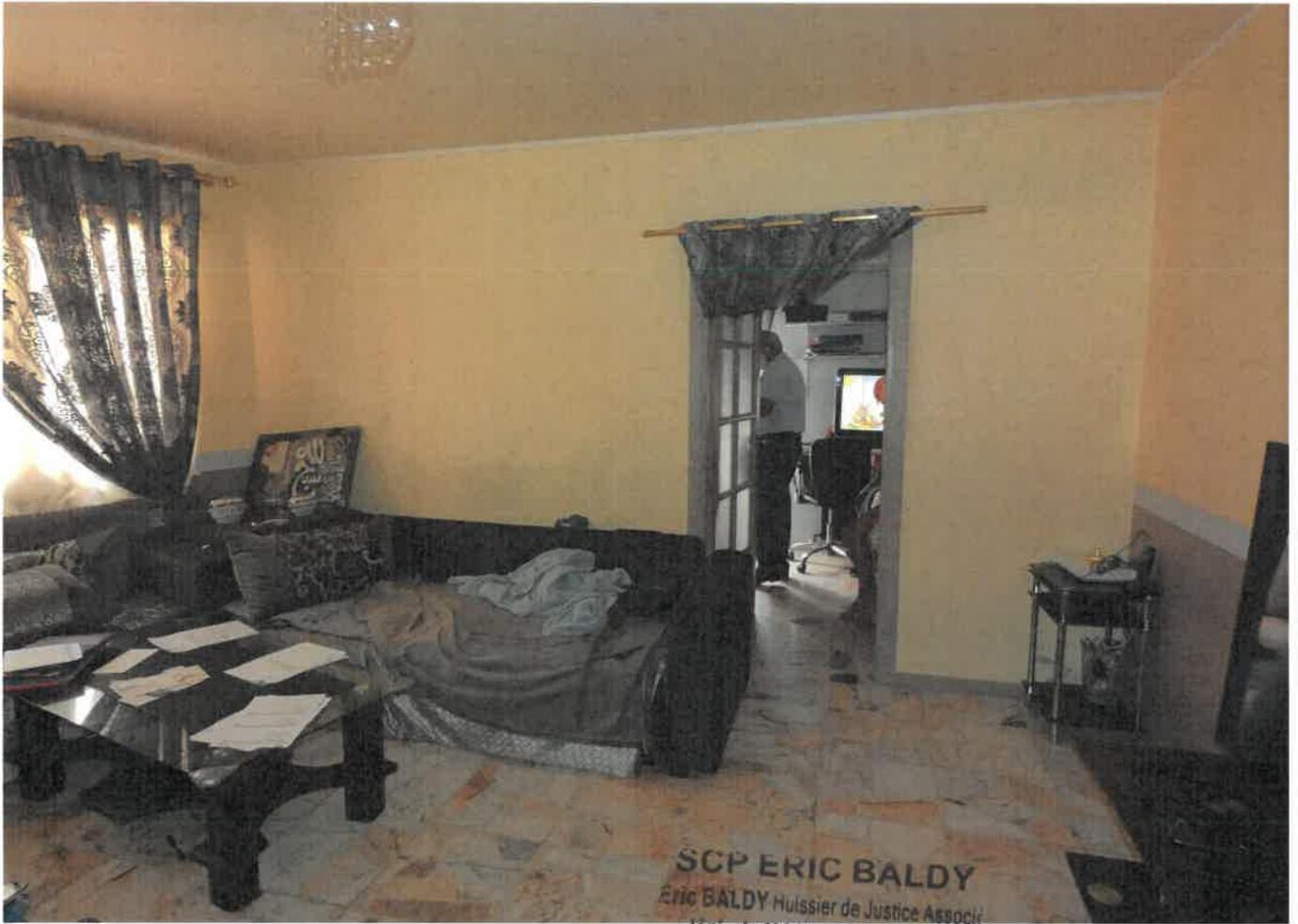
7



SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

8





9

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



10



u

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémié MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 26 43 00 - Fax : 04 67 26 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



u2



13

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huisier de Justice Associé
Jéréme MAS Huisier de Justice
1 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tel : 04 7 28 43 00 - Fax : 04 7 28 00 6
Mail : scp.eric.baldy@huissiers-associés.fr

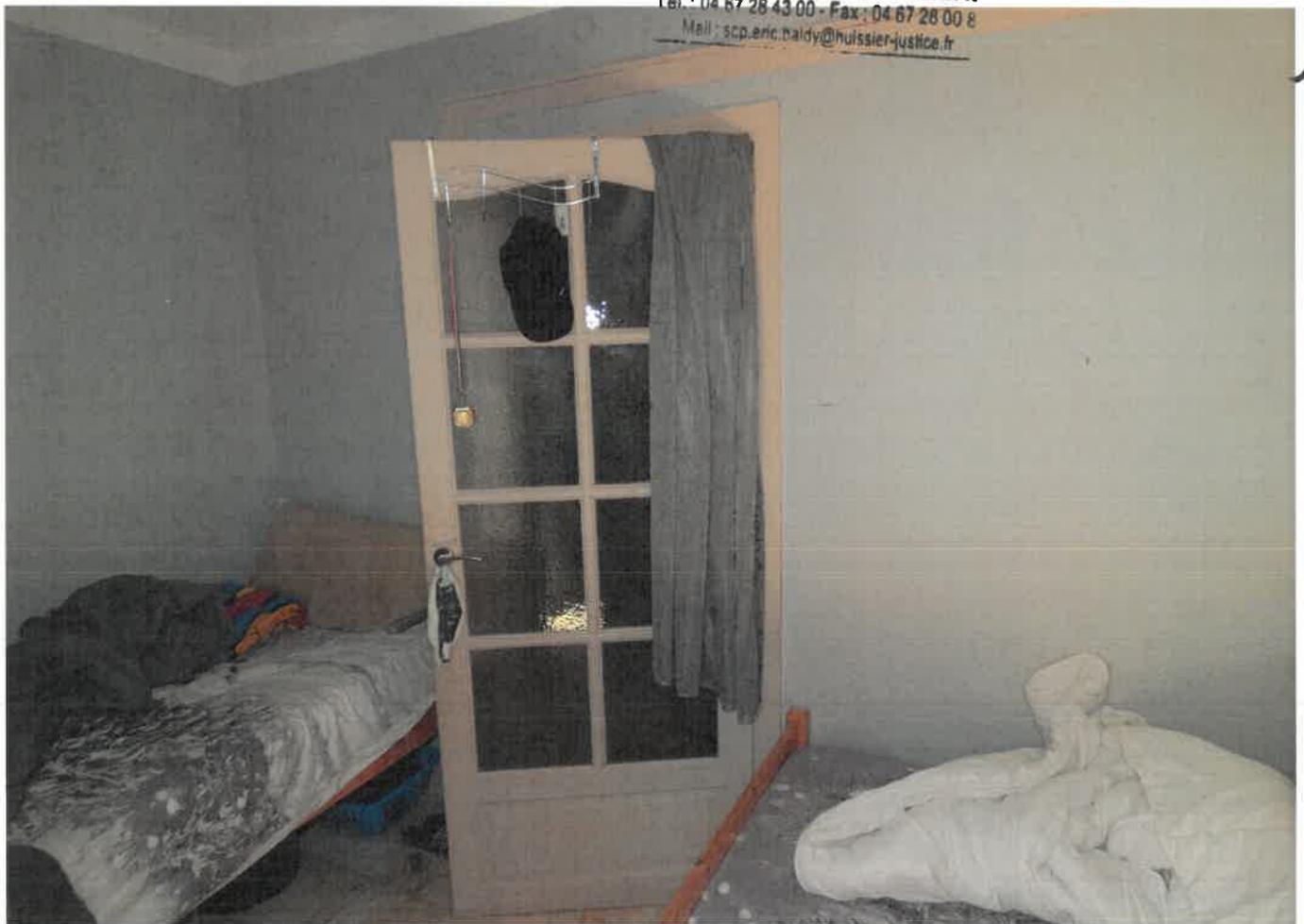


14

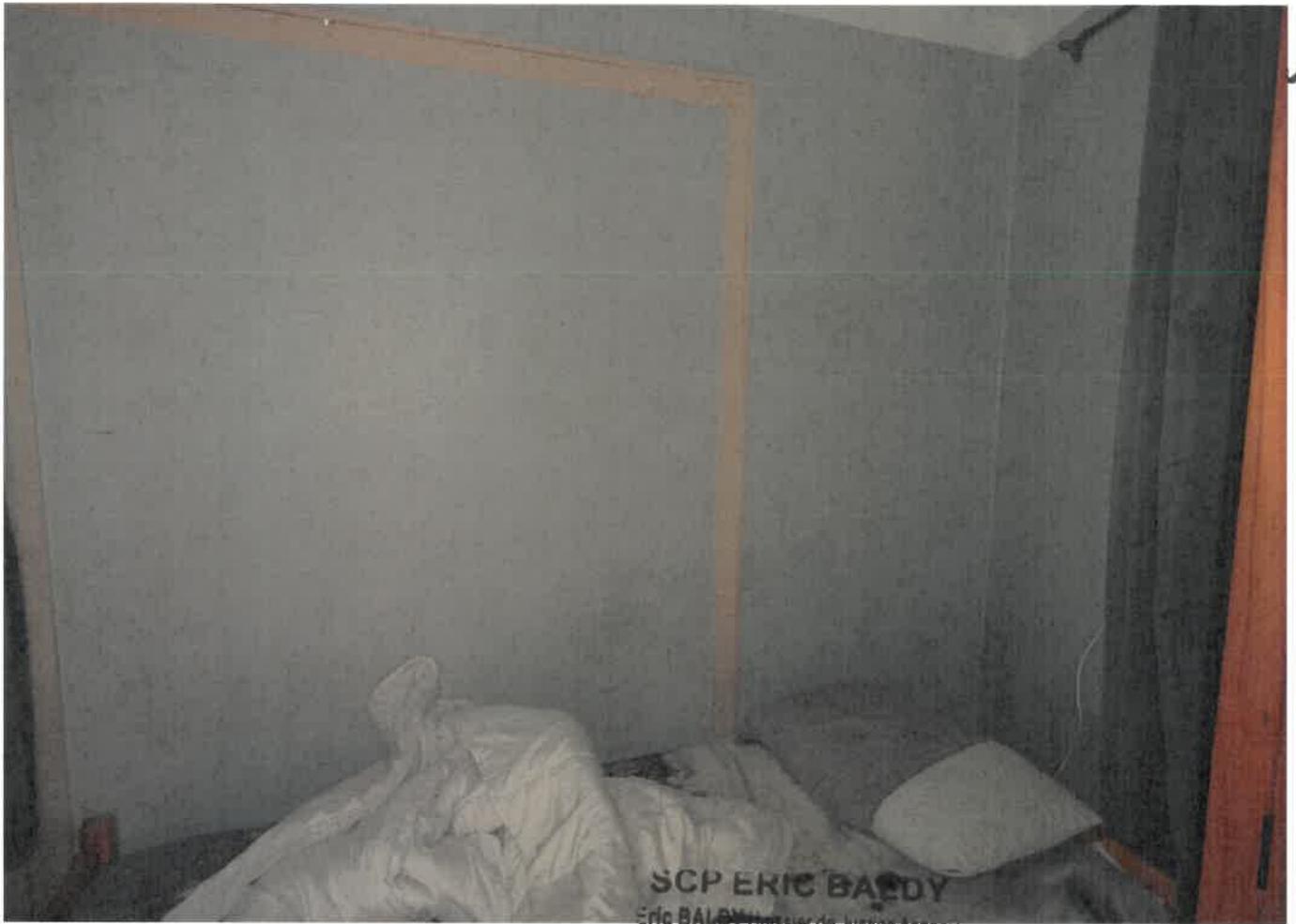


25

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associe
Jeremie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERE
Tel : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

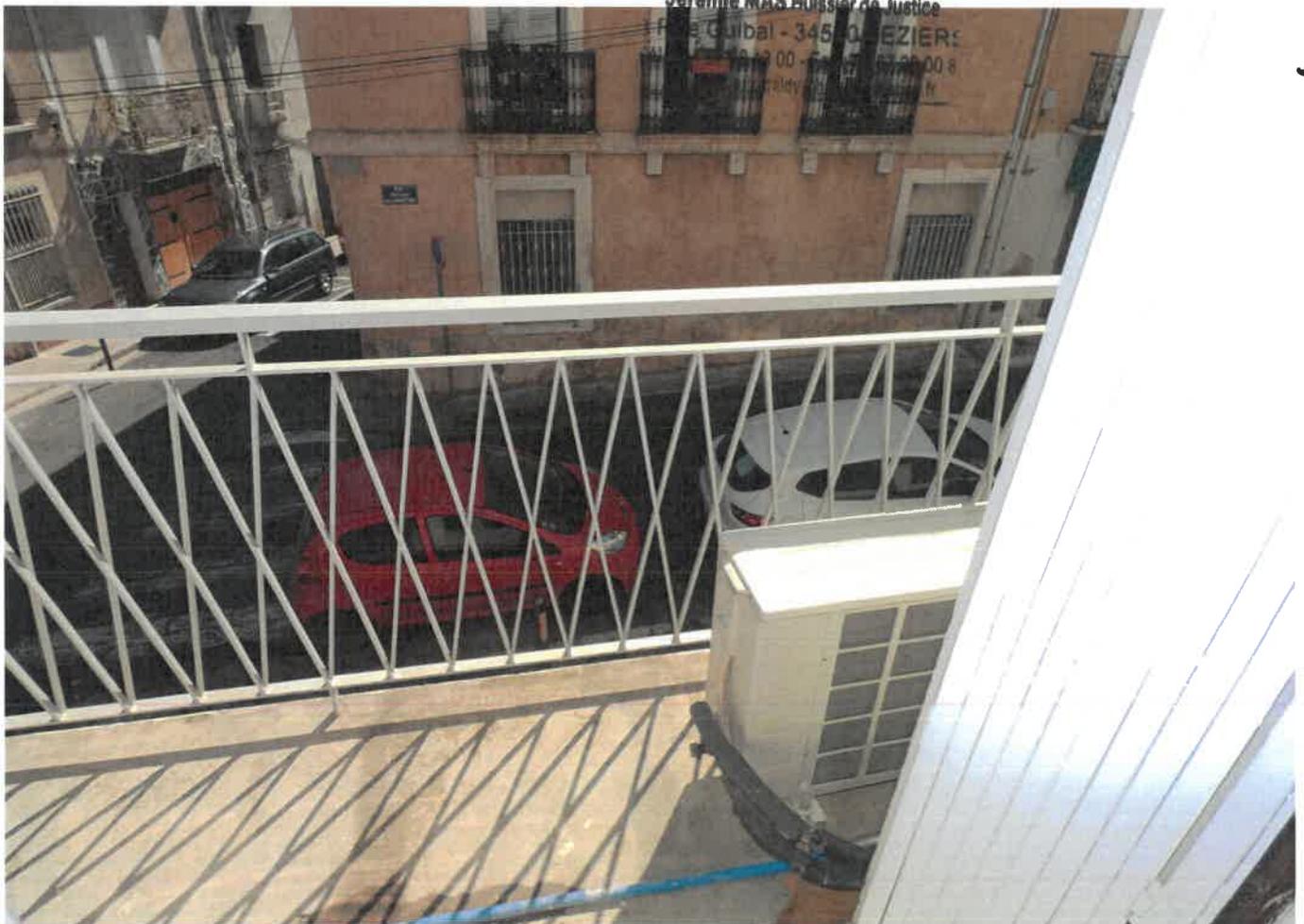


26



17

SCP ERIC BAEDY
Eric BAEDY Huissier de Justice Associe
Jeremie MAS Huissier de Justice
Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél : 04 67 00 00 00 - Fax : 04 67 00 00 08
www.scpbaedy.com - mail : sbaedy@baedy.fr



18





21

Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérôme MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIER:
Tél. : 04 67 26 43 00 - Fax : 04 67 28 00 1
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



22

23

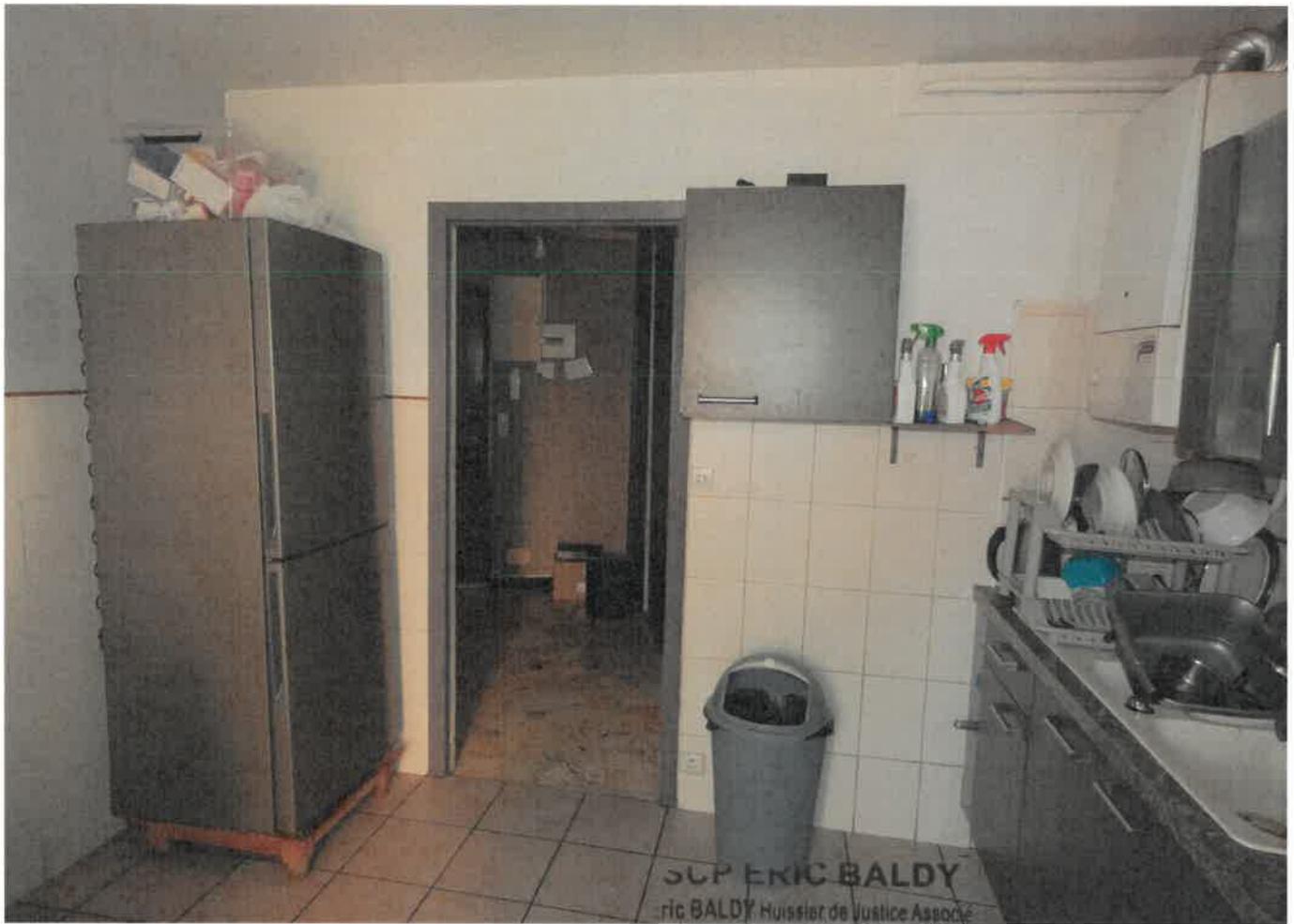


SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huisier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huisier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
 Mail : rcp.eric.baldy@huisier-justice.fr

24



25



SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé

Jérôme MAS Huissier de Justice

3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS

Tel. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 6

Mail : scp.eric.baldy@huissiers-justice.fr

26





27*

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémy MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 88
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



28



SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr





31

SUPER...
... ASSOCIÉ

Jérémy MAS Huissier de Justice



32

Rue Guibal - 33000
Tél. 06 67 28 43 60 - Fax 06 67 28 00 8
Mail : ...@huissier-justice.fr

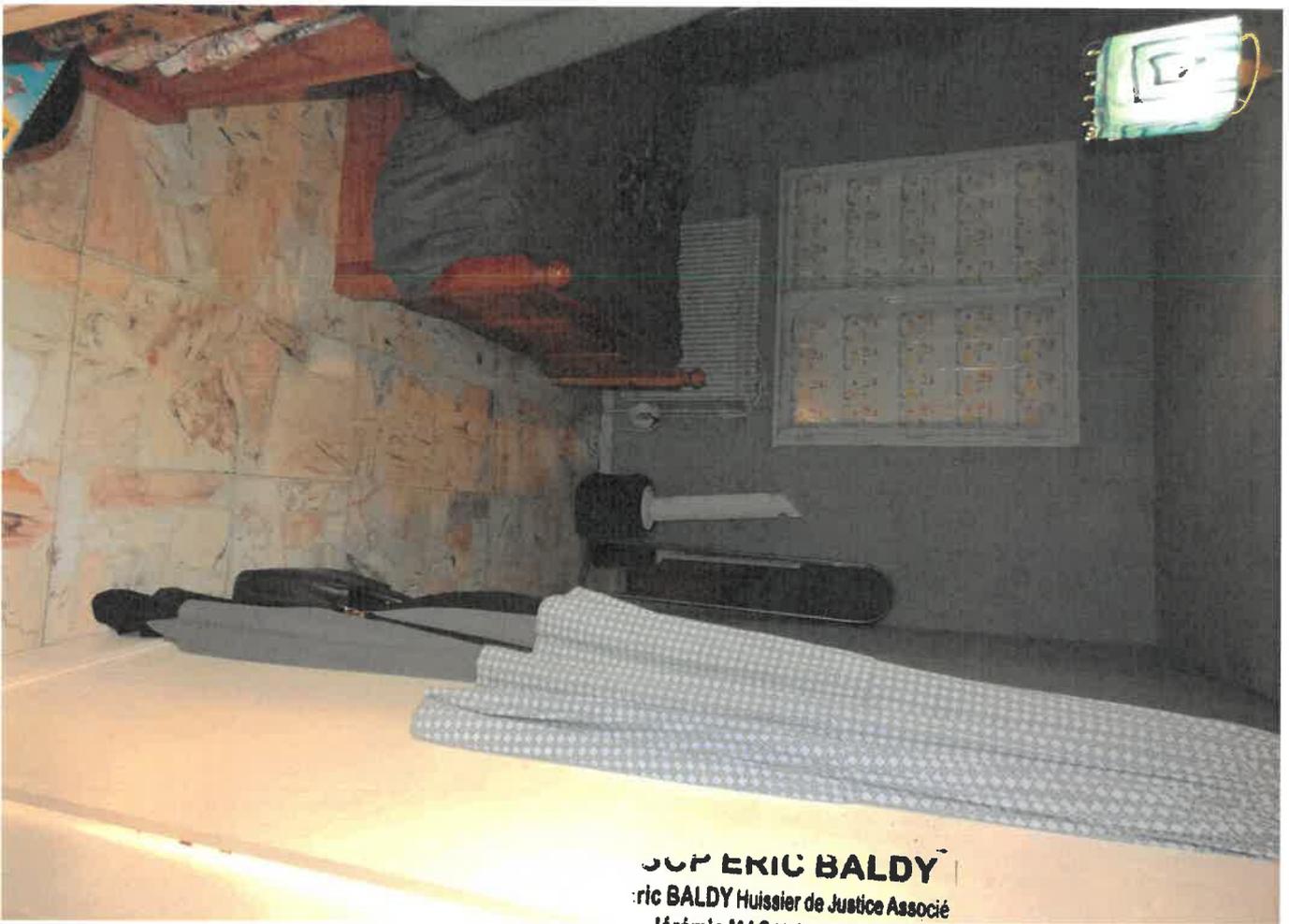


33



34

ERIC BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémy MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34000 BEZIERS
Tel. 04 67 28 43 00 - Fax 04 67 26 00 6
Mail scp.eric.baldy@huissierjudiciaire.fr

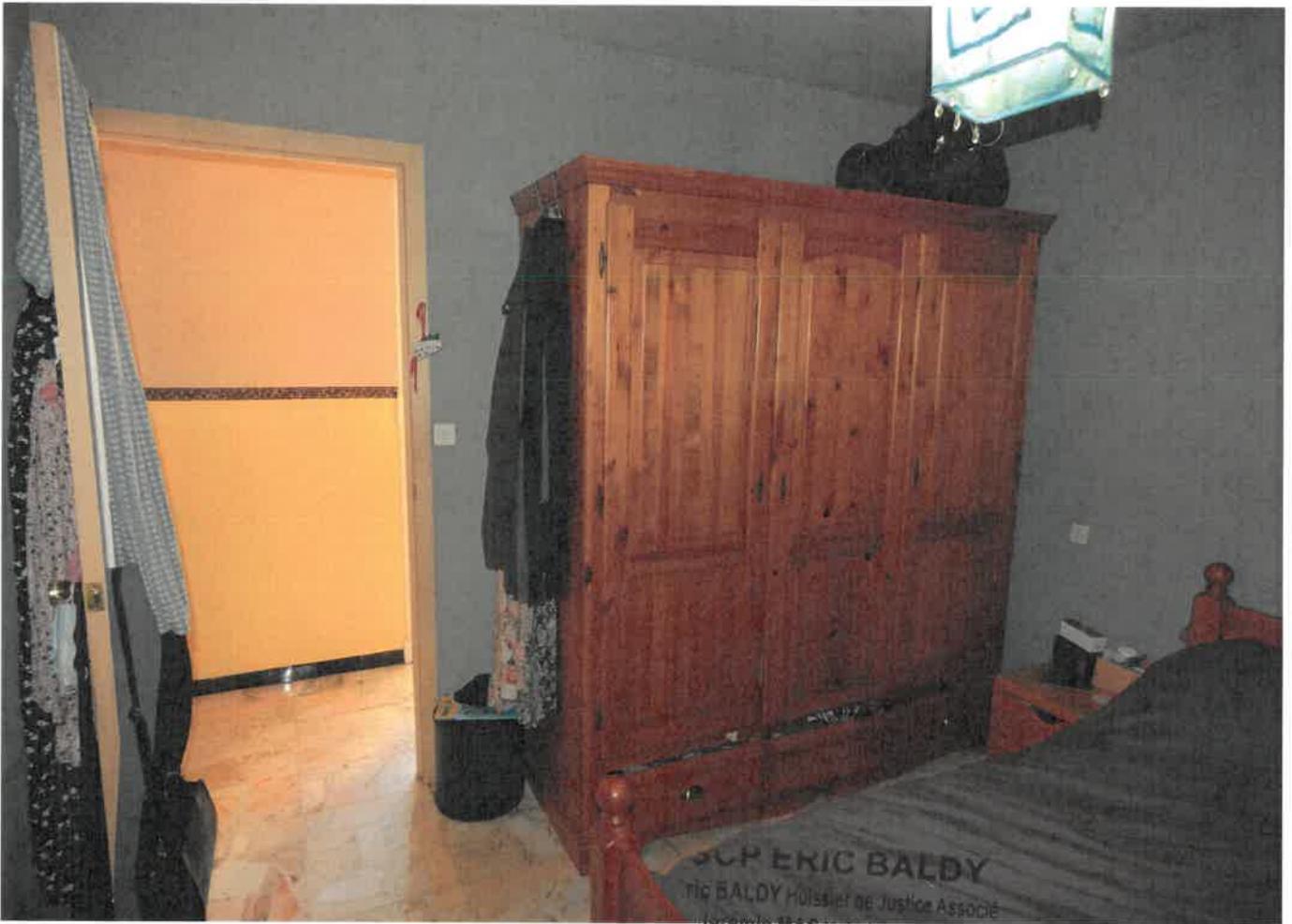


35

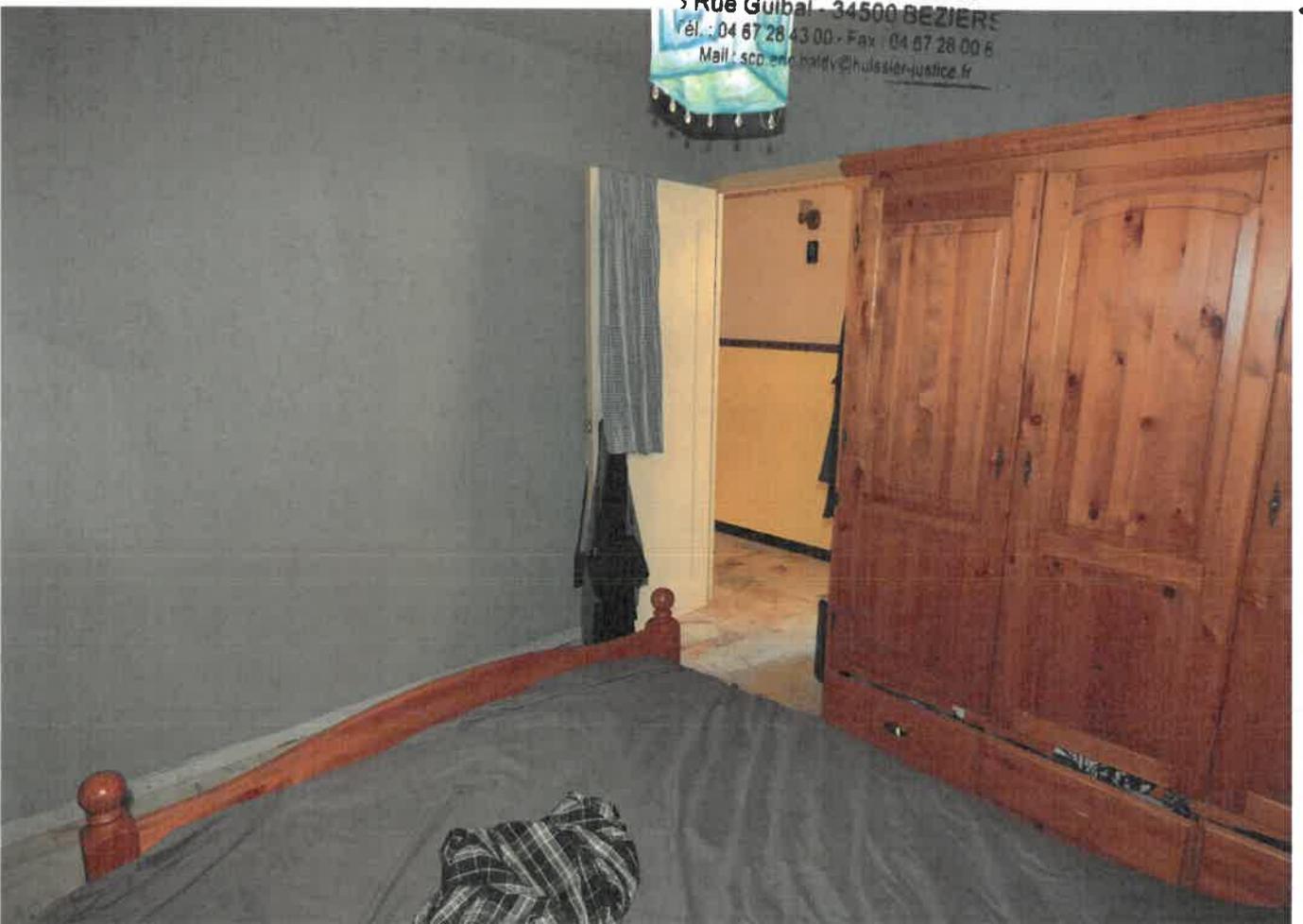
SCOP ERIC BALDY
Eric BALDY Huisier de Justice Associé
Jérémie MAS Huisier de Justice
1 Rue Gulbai - 34500 BEZIERS
tel. 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scop.eric.baldy@huisierjustice.fr



36



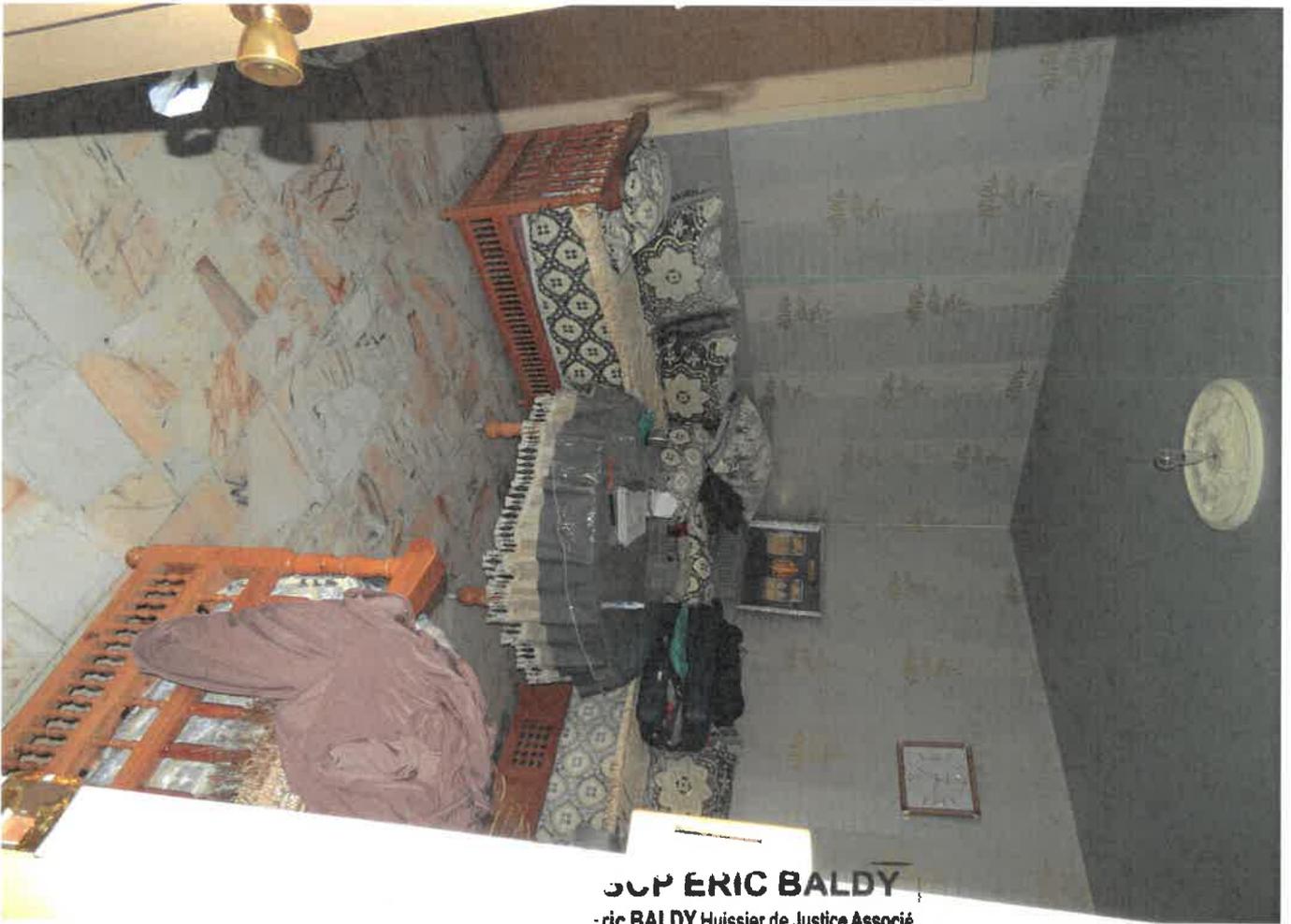
37



38

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jeremie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 6
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

39



SCP ERIC BALDY

Eric BALDY Huissier de Justice Associé

Jérémy MAS Huissier de Justice

Rue Guilbal - 34500 BEZIERES

Tel. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 89

Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

40

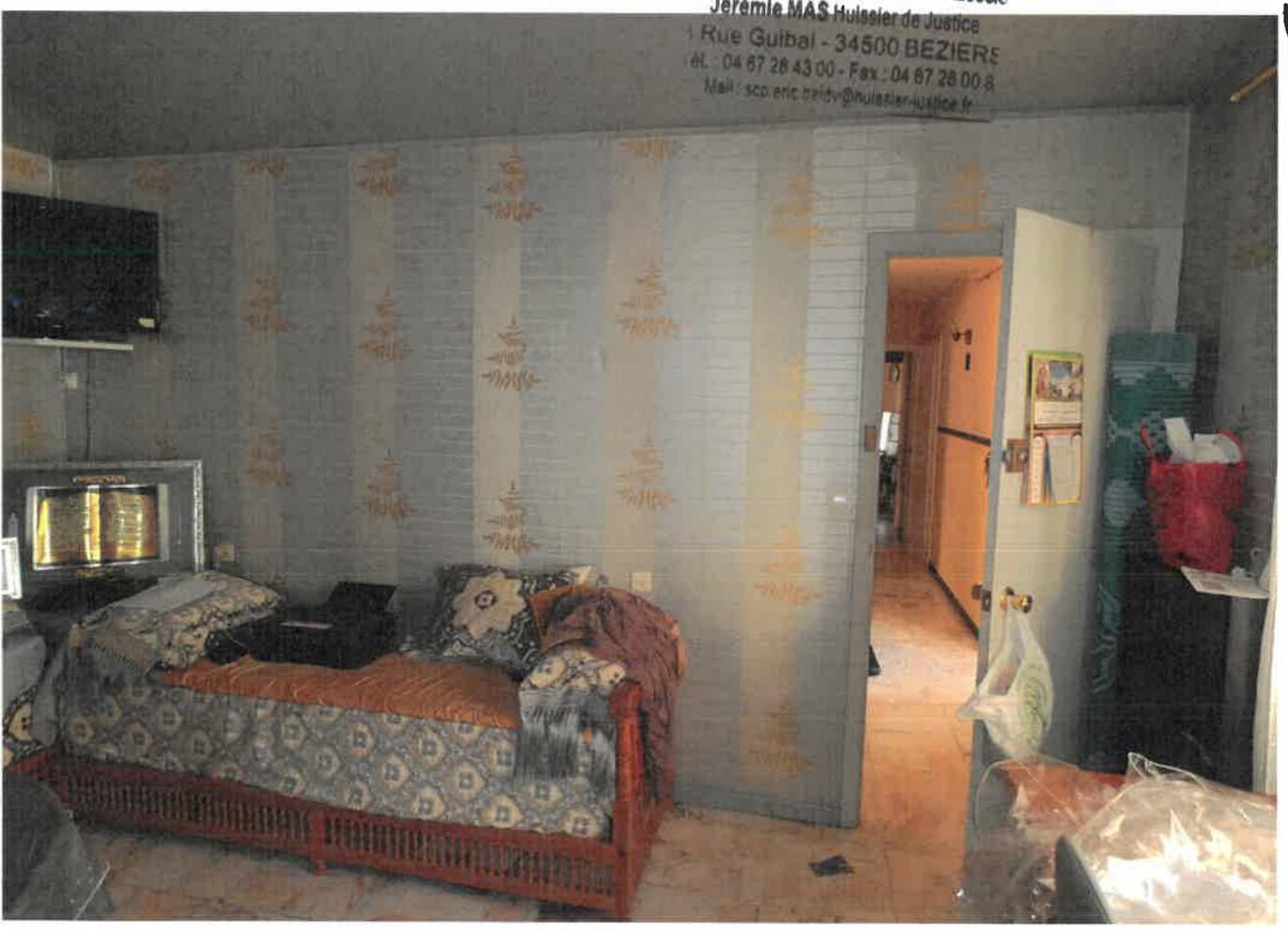


41



SCP ERIC BALDY
 eric BALDY Huissier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huissier de Justice
 1 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 tél. 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
 Mail : sco.eric.baldy@huissier-justice.fr

42



43



SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huisier de Justice Assoc.
Jérémie MAS Huisier de Justice
4 Rue Guibal - 34500 BEZIER
Tél. 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
Mail : scp.eric.baldy@huissierjustice.fr

44





45

ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Gulbal - 34500 BEZIER
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 4
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



46



47

Jérémie MAS Huissier de Justice
Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 87
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



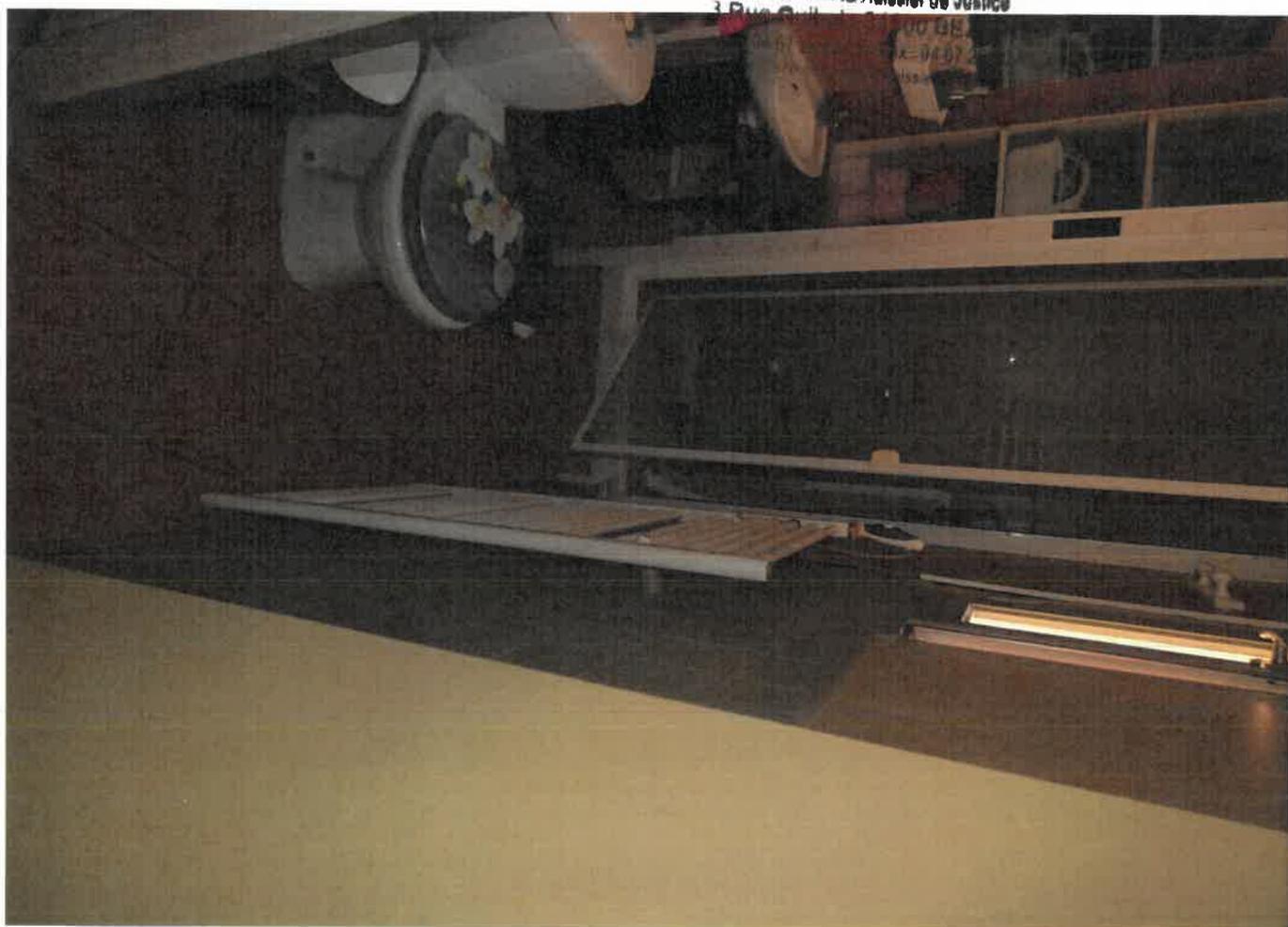
48

49



Jeremie MAS Huissier de Justice
3 Rue Saint...

50



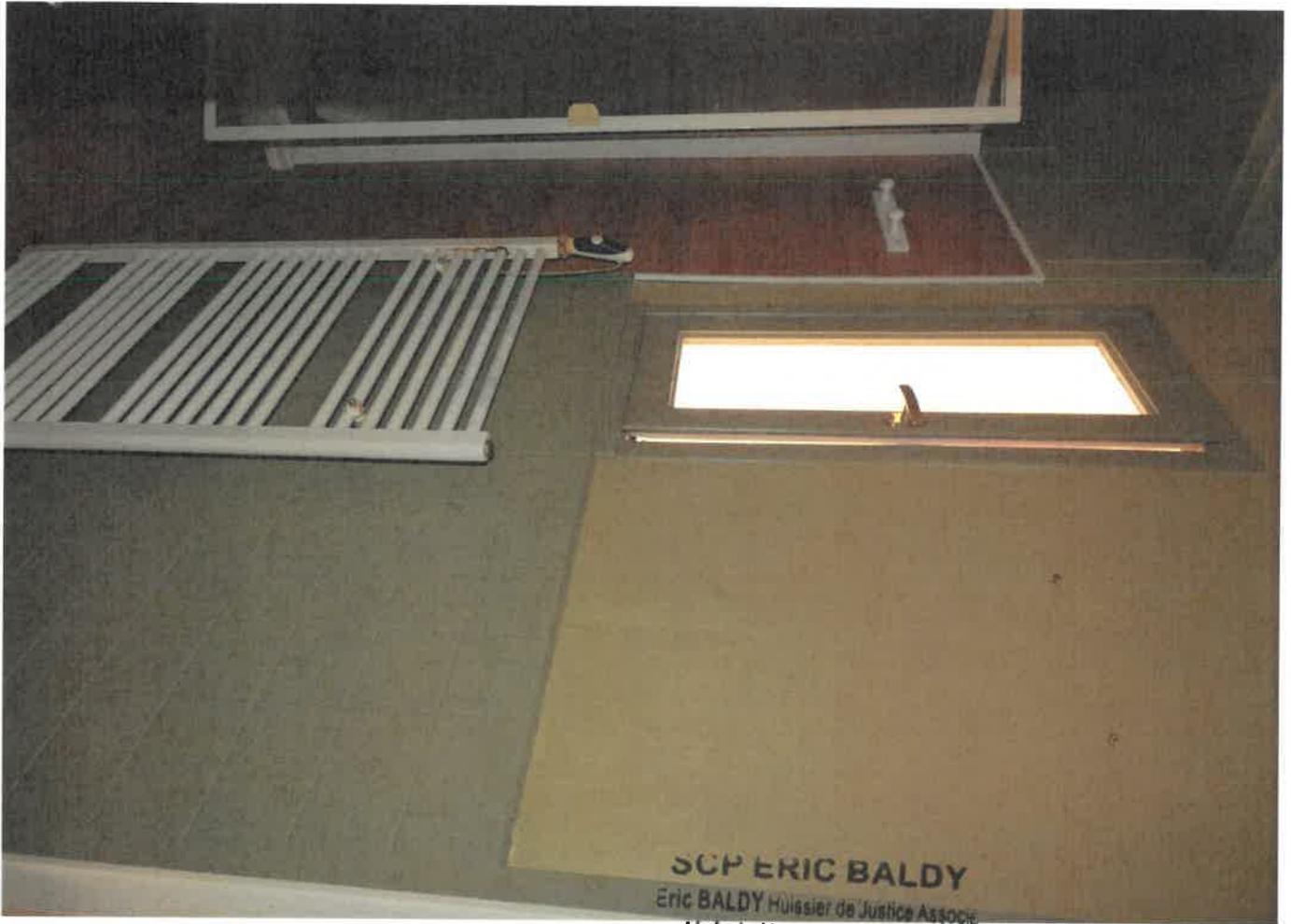


51

Mr ERIC BALDY
Mr BALDY - 100% JURY ASSOCI
Veronique MATA Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIER
04 67 28 60 01
04 67 28 60 02



52

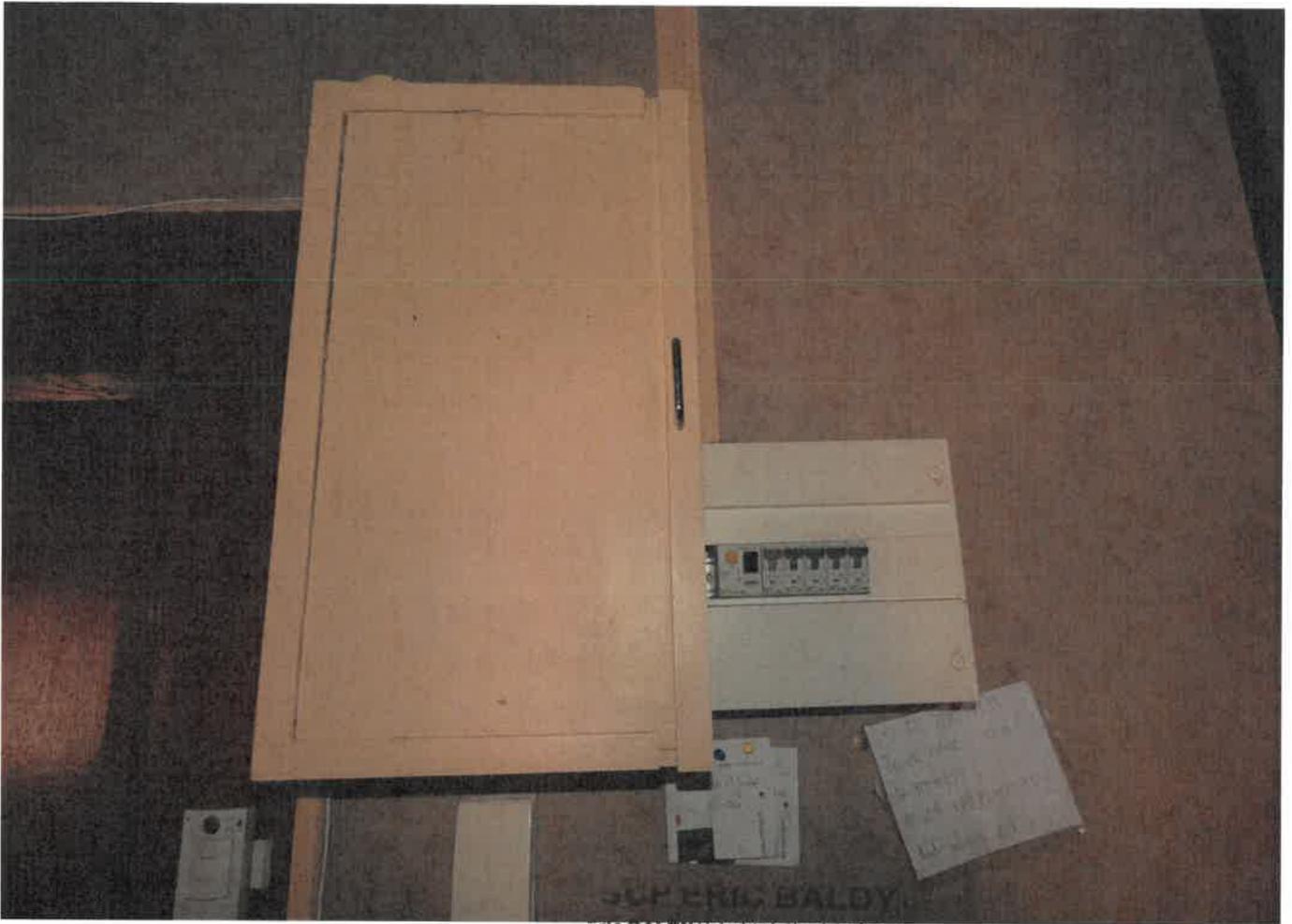


53



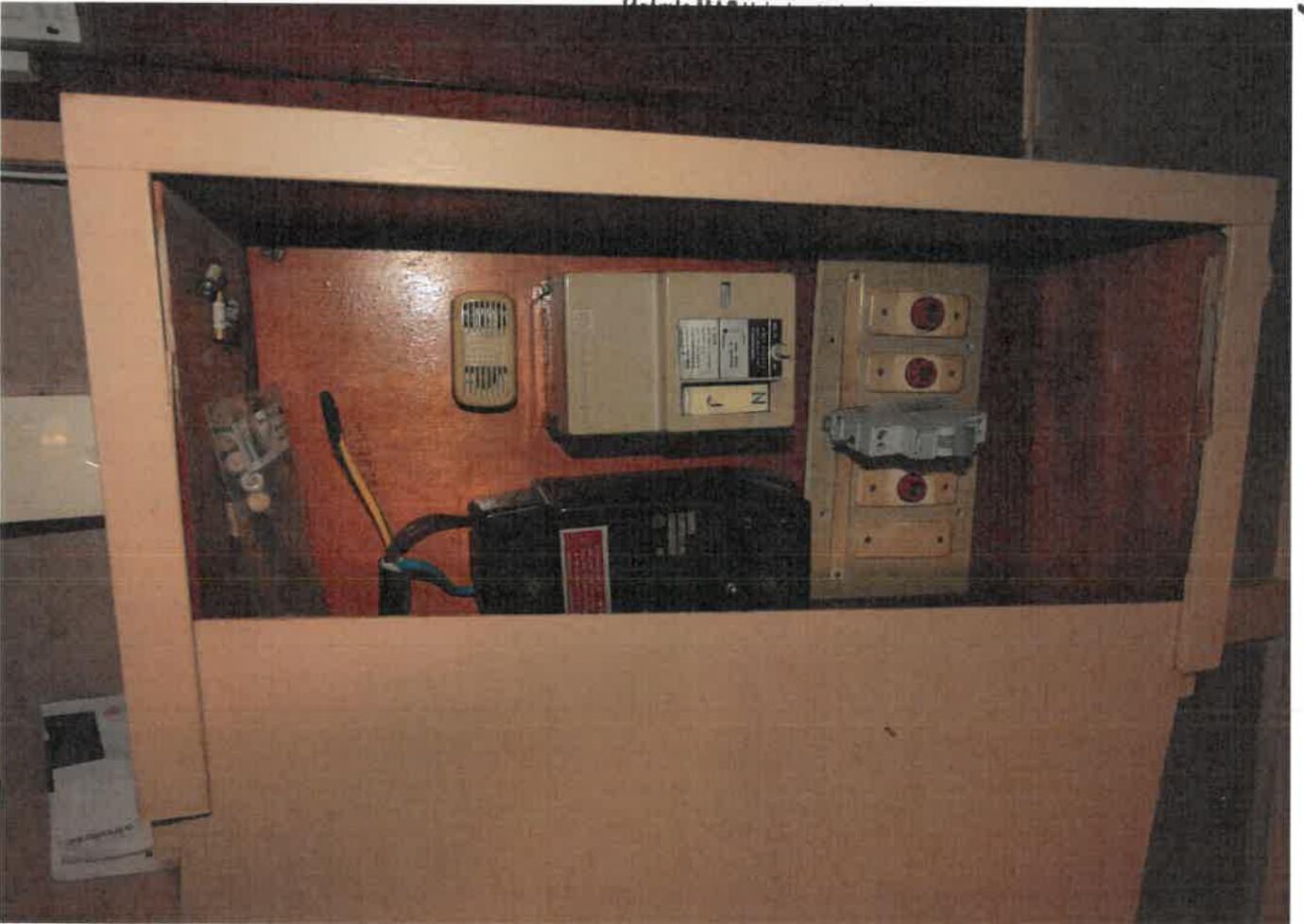
54

55



ERIC BALDY
ERIC BALDY Huissier de Justice Associé
Membre M&S

56



57



SCP ERIC BALDY
 Eric BALDY Huisnier de Justice Associé
 Jérémie MAS Huisnier de Justice
 3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
 Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 8
 Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

58





59

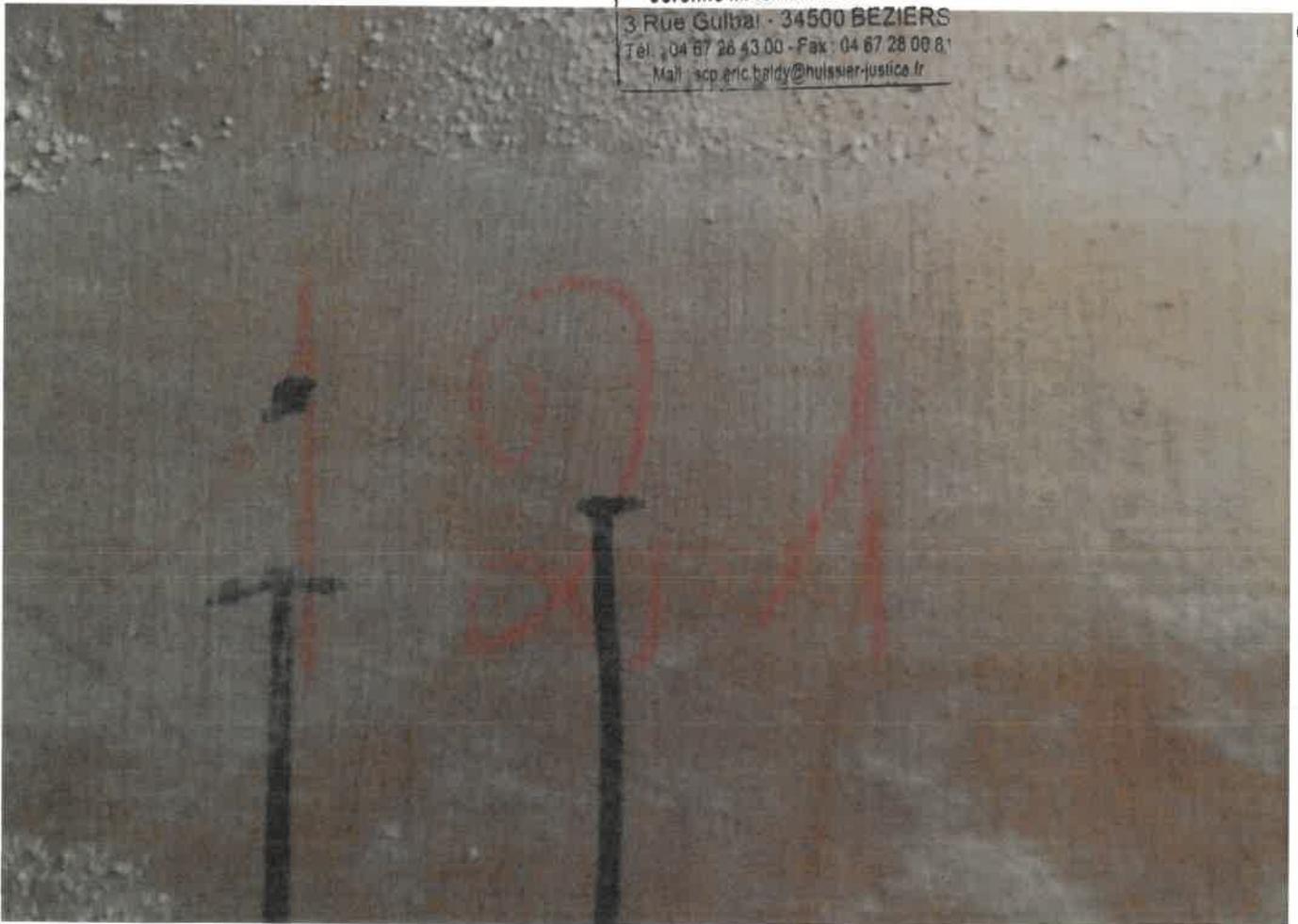
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tel. 04 67 25 43 00 - Fax 04 67 20 00 8
Mail: s20.eric.baldy@huissier-justice.fr



60



61



62



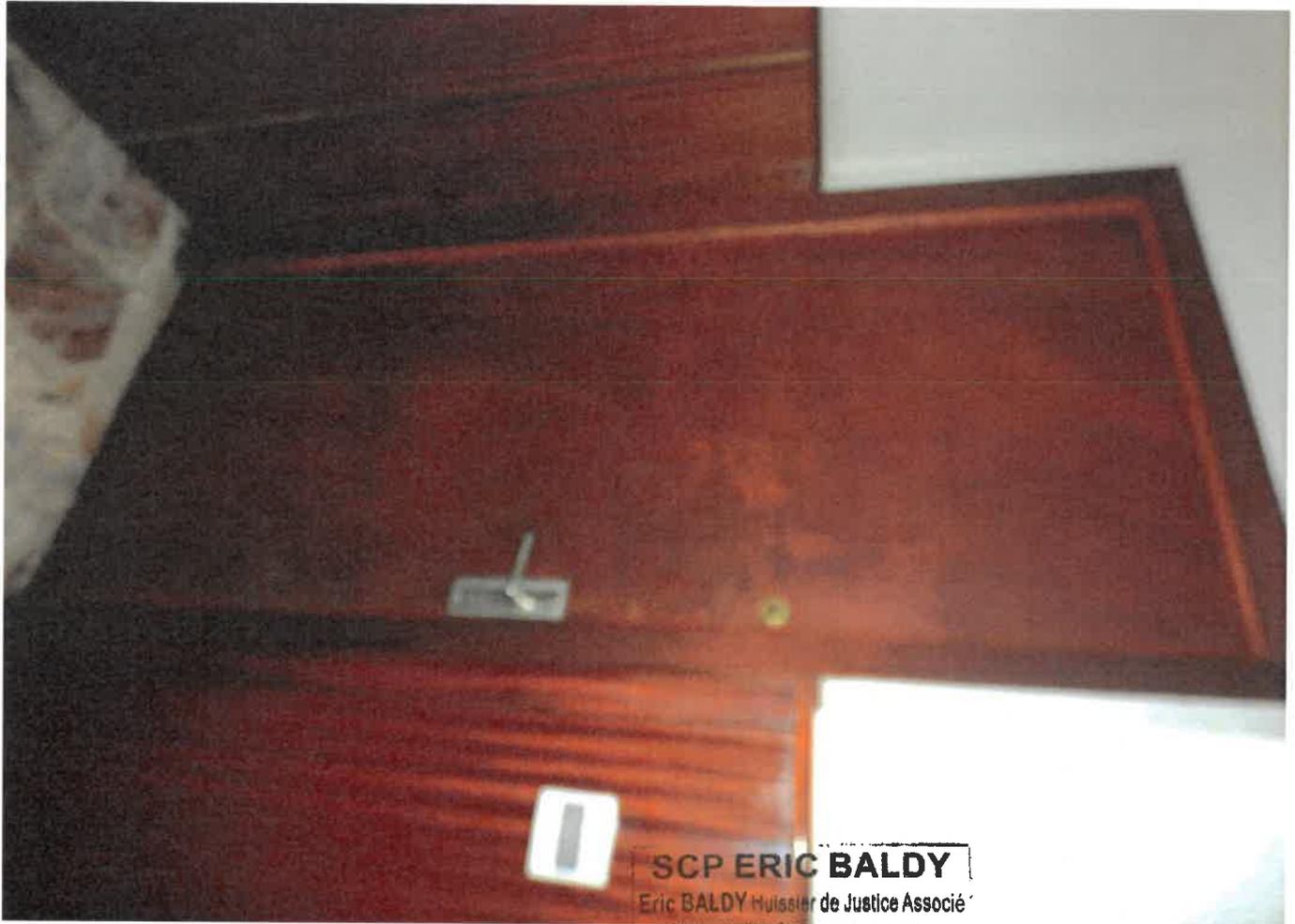
63

SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huissier de Justice Associé
Membre de l'Ordre des Huissiers de Justice



64

65



SCP ERIC BALDY
Eric BALDY Huisier de Justice Associé
Jérémie MAS Huisier de Justice
3 Rue Guibal - 34600 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
Mail : scp.eric.baldy@huisier-justice.fr

66



67



SCP ERIC BALDY

ERIC BALDY Huissier de Justice Associé

Jérémie MAS Huissier de Justice

3 Rue Gulbai - 34500 BEZIERS

Tel. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81

Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr

68





69

SCP ERIC BALDY
ERIC BALDY Huissier de Justice Associe
Jérémie MAS Huissier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tel : 04 67 26 46 00 - Fax : 04 67 28 00 81
Mail : scp.eric.baldy@huissier-justice.fr



70



SCP ERIC BALDY
Eric Baldy - Huisnier de Justice Associé
Jeremie Baldy - Huisnier de Justice
3 Rue Guibal - 34500 BEZIERS
Tél. : 04 67 28 43 00 - Fax : 04 67 28 00 81
Mail : scp.eric.baldy@huisnier-justice.fr